

ECONOMIE ET SOCIETE EN AFRIQUE ROMAINE

CHAPITRE 1 : ECONOMIE ET SOCIETE RURALES

Introduction

« La richesse de l'Afrique » : ce pourrait être le sous-titre de ce cours. C'est un lieu commun historiographique, qui est fondé sur des constats et aussi sur des idées et des interrogations. Je mentionne brièvement les principales.

- La prospérité des villes, la profusion des constructions urbaines, la densité même du réseau urbain. Constructions augustéennes, forums, théâtres, thermes, temples puis églises, basiliques, cathédrales, groupes épiscopaux. Tout cela implique une richesse et un prélèvement économique qui ne peuvent venir que de la terre, car c'est la principale source d'enrichissement, l'origine des dépenses et des investissements qui sont faits en ville, même si les activités de fabrication et le commerce ont aussi existé et eu leur importance.

- La campagne antique aussi apparaît, spécialement depuis quelques décennies où des prospections ont montré la densité de l'occupation et l'importance comme la prospérité de certains établissements agricoles ; certes, ce n'est pas un phénomène général, et il faut tenir compte d'importantes diversités régionales imposées d'abord par les conditions naturelles, relief, climat, sols et végétation.

- Le « grenier de Rome » : l'Afrique a longtemps été présentée ainsi dans la littérature historique et dans l'opinion commune. Cette idée pose elle-même toute une série de questions

- productions de l'Afrique : nature, importance et comparaison avec les autres provinces ;
- existence d'un secteur à la fois économique et administratif affecté au ravitaillement de Rome (annone).

Ce sont tous ces éléments qui vont former les axes et la trame du cours

Cette idée de la prospérité de l'Afrique romaine a aussi été un enjeu dans une historiographie particulièrement marquée par l'idéologie.

- Idéologie coloniale, courant traditionnel (formé au 19^e siècle), notamment français et italien (puissances coloniales du Maghreb) : recherche des traces de la présence romaine dont les colons européens seraient les descendants ; idée selon laquelle la romanisation puis plus tard la colonisation européenne seraient des périodes de progrès par rapport à un substrat indigène. Idée aussi selon laquelle les invasions vandales puis arabes auraient détruit les réalisations romaines et ramené l'Afrique en arrière (infra).

- Réaction anticoloniale liée à la décolonisation ; véritable inversion de la problématique historique. Minimisation de la romanisation : vernis ne concernant qu'une partie de la population, celle des descendants d'immigrés européens et d'une faible minorité d'autochtones latinisés (dans une large mesure, c'est une projection de l'expérience de la colonisation du Maghreb). Trois conséquences.

- réhabilitation des vaincus de Rome et des populations indigènes ;
- réhabilitation de la période islamique ;
- dans le domaine de l'histoire agraire, cela se marque par une reconnaissance de la part des indigènes dans la mise en valeur des terres agricoles.

Plus récemment, apaisement de l'histoire agraire. Dans ce domaine, l'Afrique a été concernée au premier chef par le renouvellement des études rurales marquée par l'attention portée aux paysages, au climat et d'une manière générale à l'environnement et à l'occupation du sol (cf. Jean Peyras, Pol Troussat, Philippe Leveau, Brent Shaw, etc.).

Perspective chronologique générale : formes et rythmes de l'économie africaine durant la période (Lepelletier 86 sq.)

D'une manière générale, cette période est celle d'un essor économique que l'on rencontre dans d'autres régions de l'Empire, mais avec un rythme différent.

- Avant 2^e siècle place limitée dans la vie économique et les échanges au sein de l'Occident romain (surtout par rapport à Gaule et Espagne). Surtout exportation du blé + marbre de *Simitthu*/Chemtou propriété impériale (voir Khanoussi CRAI 1991 825-839) + déjà huile de Tripolitaine vers Italie (Pompéi).

Toutefois durant cette période mise en place de bases qui ont rendu possible l'essor ultérieur :

- paix et organisation administrative ; développement réseau routier.
- mise en place flotte annonaire.
- promulgation législation agraire sous les Flaviens.

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

- À partir début 2^e siècle/règne d'Hadrien : mutation profonde et radicale, qui se marque par plusieurs phénomènes.

Essor démographique (Lassère 1977, 651 : tournant au 1^{er} siècle p.C.). Peuplement dense en Proconsulaire mais aussi ailleurs y compris dans zones montagneuses et steppes (voir Desanges 1990).

Essor urbain : en Tunisie des centaines de villes et bourgades ; d'après Duncan-Jones (1974, 259-277) population des villes moyennes entre 6000 et 15 000 h.

Essor et diversification de la production agricole.

Ces phénomènes entraînent un enrichissement considérable fondé d'abord sur la mise en valeur des campagnes.

- Bases juridiques : inscriptions domaniales : *lex Manciana*.
- Développement de la main d'œuvre ; colons et esclaves.
- Diversification de la production agricole.

Ce phénomène ne concerne pas seulement la Proconsulaire ; aussi mise en valeur de zones montagneuses et steppiques.

Notamment développement de l'arboriculture. Surtout huile.

Deux régions bien étudiées révèlent ce processus :

- Vallée de l'oued Tine entre Medjerda et plaines du nord de la Tunisie (Peyras 1983 & 1991) : on passe ici d'une agriculture primitive à une arboriculture rationnelle).
- Région de *Cillium*/Kasserine (Hitchner 1988 & 1990) : vastes plantations d'oliviers qui remplacent l'élevage extensif.

Formidable poussée de l'huile africaine : il s'agit d'une culture spéculative, destinée à l'exportation et surtout l'Italie. Elle profite sans doute des axes d'exportation du blé, et aussi du vin. L'Afrique devient le principal fournisseur d'huile de toutes les qualités pour le monde romain occidental. Concurrence l'Espagne qui perd sa prédominance sur le marché romain à la fin du 2^e siècle.

- L'Afrique connaît une forme d'apogée sous les Sévères.

Durant la crise de l'Empire, elle est épargnée et subit surtout des contrecoups.

Elle connaît toutefois deux événements dramatiques :

- la révolte de 238 à partir de *Thysdrus*/El Djem ;
- la dissolution de la légion et l'insurrection de Maurétanie 253-260.

Sur le plan économique, il n'y a pas de rupture mais tout au plus un ralentissement suivi d'une reprise de l'activité et des échanges. La croissance de l'économie africaine n'a visiblement pas connu de rupture sous l'Empire, entre le 2^e et le début du 5^e siècle. Il y a eu des contrecoups en Afrique de la crise de l'Empire, et des difficultés ont existé au 4^e siècle (troubles, pression fiscale, baisse de l'évergétisme), mais il n'y a pas eu de véritable rupture entre le 2^e et le 4^e siècle, voire le premier tiers du 5^e siècle. Et moins de contraste entre le 2^e et le 4^e siècles qu'entre le 1^{er} siècle et l'époque antonino-sévérienne.

Bien entendu, l'Afrique est concernée par les débats historiographiques sur l'économie antique, entre modernistes et primitivistes. Elle constitue un *test case* régional particulièrement intéressant, comme les Gaules, parce que la question de la croissance liée à la conquête et à l'intégration dans le monde romain s'y pose de façon plus nette que dans d'autres régions.

La question de la croissance est déterminante dans la mesure où les primitivistes rejettent l'idée qu'une économie « archaïque » puisse évoluer quantitativement et qualitativement (voir mon cours de licence sur cette question ; aussi Millett 2001)

Modernistes : Picard 1959 ; Mattingly 1988.

Primitivistes : Garnsey Whittaker 1983.

Actuellement, tendance à dépasser les termes de ce débat, et à insister sur les phénomènes eux-mêmes.

Lepelley paraît un bon exemple de la doctrine actuelle : il insiste sur la simultanéité chronologique au 2^e et 3^e siècles entre des « séries parallèles de phénomènes attestés par des sources distinctes » : essor des villes, extension de la culture de l'olivier, développement de la céramique.

La problématique du cours tourne donc autour des questions suivantes : quelle est la réalité et la mesure de la « prospérité » et de la croissance africaine sous l'Empire ? quel est le lien entre cette prospérité et l'intégration de l'Afrique dans l'Empire ?

A- Le milieu et les hommes

Il y a une unité du Maghreb = une zone de hautes terres entre deux déserts : un marin, la Méditerranée, et un continental : le Sahara qui le sépare de l'Afrique noire.

Et aussi une unité climatique = zone méditerranéenne.

Le relief

Le Maghreb est surtout une terre de diversité, à cause d'un relief tourmenté et fragmenté.

Deux grands ensembles parallèles structurent le Maghreb

Rif et Atlas tellien qui borde la Méditerranée

Atlas marocain puis Atlas algérien/saharien qui borde le Sahara au nord.

Ces deux chaînes se rattrapent et se confondent à l'ouest de la Tunisie.

Ils encadrent une zone moins élevée de hautes plaines.

Au nord, de Tanger à Bizerte, les montagnes dominent le littoral, sur une largeur de 70 à 150 km :

- d'abord le Rif de Ceuta à Mellila.
- puis vers l'est une zone de plateaux qui sépare le Rif de l'Atlas tellien.

Celui-ci se décompose en une chaîne côtière et une chaîne intérieure :

- à l'ouest de l'Algérie actuelle (= à l'ouest d'Alger, qui se trouve à l'est de Caesarea) : la chaîne côtière est plus basse et coupée de dépressions ;
- à l'est d'Alger (= Kabylie), l'Atlas tellien oriental est plus montagneux.

Il y a quelques plaines sub-littorales : Chélif ; zone sud de Caesarea (Cherchell) ; Mitidja au sud d'Alger, Hippo Regius (Annaba) ; plaine de Carthage (**Dias : Oudna ; Thuburbo Maius**) ; quelques (grandes) vallées et plaines plus intérieures : Oranie, sud de la Kabylie ; en Tunisie : Medjerda (**Dias**) ; vallée de l'oued Khaled (**Dias : Dougga**).

À l'extrémité est, au contraire, entre Hippo Dyarritus (Bizerte) et la Tripolitaine puis la Cyrénaïque, le littoral est bas et la circulation facile : grande plaine littorale (Sahel tunisien). (**Byzacène ; El Hencha**).

Au sud du Maghreb, Atlas marocain puis saharien = un immense ensemble montagneux d'Agadir au golfe de Gabès.

Sa structure est plus simple :

- Haut Atlas (3 à 4000m) : domine un ensemble de plaines et plateaux largement ouverts sur l'Atlantique, sur le Moyen Atlas au nord-est (sud de Volubilis), sur Anti-Atlas au sud-ouest ;
- à partir de la frontière algérienne, c'est l'Atlas saharien, articulé sur plusieurs massifs : Djebel Amour, Ouled Nail, Aurès, Monts de Tébessa (Théveste), jusqu'à la dorsale qui ferme l'ensemble vers le nord-est.

Entre les deux Atlas, il y a un long couloir formé de hautes plaines et de bassins qui se rétrécissent vers le nord-est et aboutissent au massif du Constantinois (Cirta).

Le climat

(Voir aussi Leveau Pastoralisme 1988, 183 sq.)

Une autre diversité qui s'ajoute à celle du relief.

Attention à l'image du désert : le Maghreb est une des régions au monde où les contrastes pluviométriques sont les plus forts.

En fait le problème ici n'est pas tant le manque d'eau que l'irrégularité des précipitations, qui se caractérisent par une instabilité constante selon les saisons et les années.

La diversité climatique joue aussi dans l'espace.

Du nord au sud : la bande côtière du Tell, qui correspond à l'emprise de l'Afrique romaine, regroupe des régions qui reçoivent au moins de 350 à 400 mm d'eau par an. (C'est la zone de cultures dans les conditions actuelles).

Vers le sud, on passe à une zone climatique marquée par le manque d'eau ; le système de culture y est plus pauvre.

D'est en ouest, on a aussi de fortes variations : la quantité d'eau tombée avantage les massifs montagneux littoraux : le Maghreb oriental est ainsi plus arrosé que l'ouest algérien qui se trouve abrité par l'Atlas marocain (région d'Oran marquée par une avancée du désert).

Et puis l'eau n'est pas toujours bénéfique : les chutes abondantes et brutales sur sols secs descendent des montagnes en formant des torrents, et noient les zones basses et provoquent la formation de marais saisonniers qu'il faut drainer pour les mettre en culture.

Climat, environnement et histoire.

Il y a une question qu'il faut aborder, à cause de son importance dans l'historiographie, c'est celle de l'évolution du climat et de l'environnement en Afrique.

(cf. Brent Shaw 1981a).

Là aussi, une reconstruction historiographique du passé sur des bases idéologiques plus que scientifiques.

Au 19^e et début du 20^e siècles, les Européens présents en Afrique du nord, en particulier les militaires et les administrateurs coloniaux se considéraient volontiers comme les héritiers des Romains (Européens aussi).

En constatant les restes matériels de la présence romaine : villes, villas, travaux d'irrigation, ils se persuadaient que l'Afrique avait connu une grande prospérité à l'époque romaine, et que c'était leur devoir (le fameux « fardeau de l'homme blanc ») de restaurer cette richesse perdue.

Cependant il fallait expliquer pourquoi l'économie africaine avait connu un tel déclin. Deux mythes historiographiques pour cela.

- Mythe invasionniste : destruction Afrique romaine par les invasions vandales du 5^e siècle puis arabes des 7^e et 11^e siècles (idée sous-jacente : infériorité de ces civilisations). Ne tient plus la route.

- Mythe climatique : changement climatique, en particulier niveaux moins élevés de précipitations. (On notera que l'idée d'un changement climatique dans la période romaine remonte à Gibbon, qui en faisait un des facteurs du déclin de l'Empire. D'ailleurs raison souvent invoquée pour expliquer la chute de grands empires (Hittites...), en particulier sous sa forme cataclysmique).

Des historiens et les archéologues des 19^e et début 20^e siècles ont avancé cette idée d'une dégradation climatique et d'un changement écologique comme la seule pouvant expliquer le recul agricole et économique de l'Afrique par rapport à l'Antiquité.

[À noter : le mythe climatique était aussi un enjeu dans les débats internes aux milieux coloniaux sur l'intérêt et la viabilité des tentatives faites pour restaurer la prospérité de l'Afrique romaine. Si le climat avait changé, les efforts dans ce sens avaient toutes les chances d'être inopérants et donc inutiles.]

Mais cette idée ne repose pas sur des bases scientifiques. Les deux principaux arguments avancés, sources littéraires et données archéologiques, sont trop imprécis pour constituer des preuves. En particulier, l'argument archéologique a essentiellement consisté à souligner le contraste apparent entre le développement et l'occupation passés et l'abandon/désertification et dessèchement actuels.

D'où un scepticisme exprimé chez d'autres historiens au début du 20^e siècle (Gsell) qui estimaient que le climat n'avait que peu changé, mais sans plus de preuves.

Trois arguments, plus solides ou du moins plus sophistiqués, ont encore été avancés en faveur d'un changement climatique :

- Disparition du Maghreb de certaines espèces animales nécessitant un environnement humide (notamment hippopotame, rhinocéros, éléphant).

En fait, il est probable que leur disparition est un processus qui remonte au début du Néolithique ; dès la période historique ces espèces étaient déjà limitées à de petites quantités in Maghreb et Sahara ; le facteur essentiel de cette disparition = action de l'homme : destruction de leur habitat/environnement par l'expansion agricole + à l'époque romaine chasse et capture pour le cirque.

(La disparition complète d'autres espèces : lion, léopard, autruche = 19^e /20^e siècle, avec généralisation de l'arme à feu).

- Diminution des ressources en eau, rendant difficile voire impossible le maintien d'une forte activité agricole et le maintien en activité des structures hydrauliques (puits, citernes, aqueducs et systèmes d'irrigation de l'époque romaine).

Naturellement, cet argument concerne la zone semi-aride et non le Tell.

Très difficile à prouver, dans un sens comme dans l'autre.

Il est certain que beaucoup de puits et de citernes construits à l'époque romaine sont restés longtemps en fonction, voire le sont encore.

Ceux qui ne fonctionnent plus le doivent surtout à :

- un changement dans le cours d'une rivière ou dans le niveau des eaux courantes (pas forcément nappes phréatiques)
- l'ensablement des ouvrages
- dégradation ou manque d'entretien des ouvrages

et donc pas forcément à un changement climatique.

Il est certain aussi qu'il y a eu une désertification de la zone semi-aride ; quelques enquêtes d'après des prospections aériennes montrent des reculs par rapport à la période romaine, mais il est difficile de s'en faire une idée d'ensemble.

Là encore, le responsable est plutôt l'action de l'homme que le climat, à travers des pratiques agricoles destructives.

Mythe du « grenier de Rome » (cf. supra), vivace aussi bien dans l'historiographie (Raven) que dans l'opinion commune.

Ce qui fait la force de ce mythe c'est qu'il est en partie vrai : l'Afrique était effectivement une des grandes régions exportatrices de blé vers l'Italie et Rome. Ce n'est d'ailleurs pas spécifique à la période romaine. Les rois locaux de l'époque pré-romaine exportaient déjà vers d'autres régions de la Méditerranée. Aux 13^e-14^e siècles, les marchands catalans contrôlent une grande partie des exportations de blé africain. 17^e-18^e : exportations de Tunis vers Marseille. Ce commerce a été la seule raison d'être d'un consulat français à Tunis à cette époque, et idem à Alger durant période ottomane.

En fait, l'Afrique a toujours été exportatrice de grain (idem Sicile). Trois raisons à cela.

- Pédologie et conditions techniques : dans une agriculture préindustrielle, les conditions arides des sols africains sont paradoxalement un atout ; ils ne nécessitent pas de lourdes opérations de défrichement et de drainage et conviennent à la culture extensive des céréales ;
- Niveau de population relativement faible permet des surplus exportables
- Situation « coloniale » ; les meilleures terres appartiennent à des propriétaires extérieurs ; fiscalité en nature ; le surplus peut être exporté même en cas de pénurie locale.

Ces raisons n'ont rien de climatique. On ne saurait donc en tirer argument pour supposer des conditions climatiques spécialement favorables à l'activité agricole.

Par conséquent, et en inversant le raisonnement, les raisons qui expliquent que l'Afrique ait cessé d'être une grande exportatrice de céréales en Méditerranée tiennent à des changements dans ces mêmes raisons.

- Développement de zones plus compétitives pour la production de grain au nord de la Méditerranée, sur des sols auparavant moins propices à ce type de cultures.
- Croissance de la population du Maghreb.
- Décolonisation.

Le grand tournant est la 2^e guerre mondiale.

Pour conclure sur ce point :

L'Afrique romaine n'est pas une période exceptionnelle en termes d'exportation de grain, et les raisons de cette capacité d'exportation ne tiennent pas à une productivité supérieure pour des raisons climatiques mais à des facteurs qui sont : économiques (l'adéquation technique/sols), démographiques ; politiques et sociaux.

D'ailleurs d'autres éléments vont dans ce sens-là.

- L'évolution du couvert végétal et de la déforestation.

Il est certain qu'il y a une augmentation de la pression agricole sur l'environnement à l'époque romaine.

- Montée en puissance d'une économie agraire fondée sur développement démographique et urbain.
- Mise en culture de terres marginales (forêts, versants montagneux, sols pauvres de la zone semi-aride). Certains de ces sols paraissent d'ailleurs avoir été épuisés dès l'époque romaine (Pline, Nat., 13. 95).

Raison essentielle = démographie (cf. résultats des travaux des médiévistes et modernistes en Europe : ce sont les oscillations de la population et non le climat qui expliquent celles de la mise en culture et du couvert forestier). Là aussi c'est donc l'action de l'homme qui est le facteur essentiel. Après la période romaine = reprises forestières, friches.

En fait, la période de déforestation massive dans le Maghreb = colonisation 19^e/20^e siècles ; œuvre des colons et compagnies forestières, et aussi des populations indigènes repoussées sur des terres marginales qu'elles entreprennent de défricher et mettre en culture.

L'évolution du climat d'après la paléobotanique et la géologie.

Tous les arguments que nous venons d'examiner ne signifient pas que le climat et les changements climatiques n'aient pas d'incidence sur les conditions environnementales et la production agricole dans le Maghreb. Ils montrent simplement que les arguments (ou les mythes) historiographiques traditionnels et moins traditionnels n'en constituent pas des preuves décisives, loin de là.

On pourrait en savoir plus du côté des données apportées par la paléobotanique et l'évolution géologique, mais il y a encore peu d'études sur cette question.

Très grossièrement, d'après les données dont disposait Shaw en 1976, il semble que les conditions climatiques de l'époque romaine étaient plus proches de celles que nous connaissons aujourd'hui que de celles de l'époque médiévale et moderne. Il semble aussi qu'il y ait eu un épisode plus humide entre 1000/1100 et 1750/1800, à l'origine d'un processus de sédimentation dans les vallées et sur les terrasses. Cet épisode se situerait donc entre deux phases importantes d'exploitation anthropique.

Cela dit, un dernier point : je pense avec Shaw que l'ampleur du développement agricole romain a certainement été surestimée par l'historiographie ; vision trop optimiste par rapport aux périodes suivantes.

La population

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

L'Afrique carthaginoise, en particulier dans l'ancienne *chôra* de Carthage, était déjà peuplée (Strabon évoque 700 000 habitants). La Libye l'était moins.

Du côté numide, aspect similaire : le nord et l'est, la région de Cirta, avaient vraisemblablement une population assez nombreuse, l'ouest et le sud étaient beaucoup plus clairsemés. Idem pour les Maurétanies : peuplement limité et peu d'immigration, en dehors de Iol et Tingi.

Colonisation et immigration mesurée à partir de 146, avec quelques moments forts : déductions gracchiennes et mariennes ; bond avec César et Auguste. Je n'insiste pas davantage sur ce point.

L'époque flavienne constitue un moment important.

Les Flaviens ont porté un intérêt particulier à l'Afrique (cf. l'article de Le Glay 1968).

- Prise en compte du potentiel qu'elle représentait pour l'approvisionnement de Rome, à côté de l'Égypte (?).
- Troubles en Afrique durant la crise/guerre de succession de 68-69 : soulèvement du légat Clodius Macer ; d'où souci de remédier aux lacunes et dysfonctionnements administratifs et militaires.

Je n'insiste pas sur les mesures prises dans ce domaine.

En revanche, des mesures intéressent le monde rural.

- Stabilisation de nombreuses tribus au sud et à l'ouest (Le Glay 1968, 227-229)¹.
- Révisions cadastrales et opérations de bornage (cf. infra).
- Promulgation (?) de la *lex Manciana* (cf. infra).
- Création de domaines impériaux.
- Aménagements hydrauliques (région de *Thysdrus* par exemple, Le Glay 1968, 229, cf. essor de l'oléiculture).

D'après Lassère, ces mesures ont eu des conséquences importantes sur le plan démographique.

- Fixation de populations nomades ou semi-nomades ;
- Développement du peuplement dans certaines zones à faible densité.

D'une manière générale, il y a une nette affirmation de la poussée démographique entamée au moment de la conquête.

Les grandes inscriptions relatives à l'application de la *lex Manciana* mentionnent l'*incrementum habitatorum* (Ain El Djemala) et les demandes de terres (Henchir Mettich).

Autre indice : accroissement du nombre de communes ; apparition et développement sur le territoire des communautés d'unités villageoises plus petites qui finissent par acquérir leur autonomie (Lassère 1977, 586).

Exemple de la région de *Cillium*/Kasserine (cf. prospections de Hitchner). L'agriculture se sédentarise dans la deuxième moitié du 1^{er} et au 2^e siècle (apparition de fermes) ; aux 3^e et 4^e siècles, implantations d'établissements de plus petite taille, multiplication des enclos, pressoirs, structures d'irrigation : on peut en conclure une densification de la population.

Chiffres ? Selon Lassère 1977, 651 : entre 50 et 70% d'augmentation de la population entre 146 et début 3^e siècle ; Picard : entre 7 et 8 millions à la fin du HE.

¹ Cf. la mission du légat impérial propréteur, commissaire en mission extraordinaire, qui intervient à Henchir-Moussa (région de Thagaste en Proconsulaire) et dans la région de Cirta (cf. photocopie).

B- Paysages et aménagements agraires

Les centuriations

Définition générale

Les centuriations sont une forme de cadastration et d'aménagement agricole.

Qu'est-ce qu'une cadastration ?

- Opération de détermination (et donc délimitation) de la superficie voire de la valeur des propriétés foncières ; matériellement, la cadastration se traduit par l'implantation de bornes (Dia 19).
- Enregistrement (c'est-à-dire registre public) de ces données, dans une perspective administrative et notamment fiscale.

La cadastration n'est pas une spécificité romaine, en revanche la centuriation en est une.

Il s'agit d'une opération de division systématique du sol, et consiste en l'application d'une grille orthonormée en modules réguliers d'une certaine superficie (module moyen 700x700m) : les centurions (Dias 20-25).

Cette grille a une orientation, en fonction des points cardinaux ; elle tient aussi compte de la nature des terrains, des accidents topographiques, du réseau hydrographique.

Dans bien des cas, ces structures se sont fossilisées dans le paysage et ont fourni des éléments directeurs aux systèmes agricoles successifs. C'est notamment le cas en Italie et aussi en Afrique.

La centuriation procède naturellement d'un arpentage, réalisé par des arpenteurs (civils et militaires) : les *agrimensores* (Dia 26).

Toutefois, la centuriation n'a pas été une opération systématique.

D'abord, il ne faut pas confondre arpentage et centuriation ; des territoires ont été arpentés, en particulier pour en établir et matérialiser les limites extérieures et intérieures, sans nécessairement faire l'objet d'une centuriation, quadrillage et délimitation interne.

La centuriation est une opération lourde, coûteuse, et aussi fonctionnelle et pragmatique. On l'entreprenait en cas de nécessité, lorsqu'un terroir devait être subdivisé sur de nouvelles bases, notamment pour faire l'objet d'attributions et/ou de réappropriations de terres, par exemple dans le cas d'une fondation coloniale. Elle servait alors de base matérielle à ces opérations juridiques.

Cela dit, les centuriations de Carthage (infra) recouvrent des terroirs dont le statut juridique était très variable, colonie comme Uthina, ou cité libre comme Avitta Biba : Paul-Albert Février (1990, 93) en déduit que « la centuriation n'est pas forcément une brimade mais qu'elle répond à une nécessité de gestion ». Il faudrait préciser : cadre administratif (détaché de la structure foncière ?) pour l'enregistrement des redevances ? « Pétrification du cadastre » ? (Saumagne cité par Troussel 1977, 186). Encadrement des tribus ? (Troussel 1978) D'une manière générale, les fonctions précises des réseaux centuriés demeurent mal connues. La recherche s'est surtout axée sur aspects morphologiques et chronologiques, mais pas fonctionnels : un beau sujet de thèse....

Les centuriations en Afrique

L'existence de centuriations est révélée par les prospections et photographies aériennes, l'analyse des couvertures cartographiques, les repérages et vérifications au sol et l'épigraphie.

Bornes épigraphiques : l'exemple flavien.

Plusieurs bornes ont été découvertes sur le territoire tunisien, datées du règne de Vespasien. Elles ont été établies *ex auctoritate Imp(eratoris) Vespasiani Cae(saris) Aug(usti)*, par deux légats :

- Le consulaire C. Rutilius Gallicus, en mission spéciale.
- Son adjoint : le prétorien Sex. Sentius Caecilianus, légat de la 3^e légion.

Cette opération de bornage reprenait le tracé de la frontière entre l'*Africa vetus* et l'*Africa noua*, et résultait d'une vaste révision cadastrale qui concernait l'ensemble de l'Empire.

Quelques mots sur ce point.

Dès le début de son règne, Vespasien engagea un grand programme administratif, financier et cadastral. C'est une des raisons pour lesquelles il restaura la magistrature de la censure, qu'il assumait durant plusieurs années.

Il s'agissait d'abord de reconstituer les archives cadastrales ; celles qui avaient été perdues dans l'incendie du Capitole et du *tabularium*, en décembre 69, durant la guerre entre les partisans de Vitellius et ceux de Vespasien. Pour cela, il fallait utiliser les copies qui se trouvaient dans les archives locales des cités, et ce fut certainement une occasion de remise en ordre.

En même temps : reconstitution des finances impériales et municipales en restaurant les recettes tirées de l'*ager publicus*. Il fallait pour cela faire la chasse aux occupations illicites sur les terres appartenant aux cités ou à l'État (romain) cités, ces usurpations avaient été réalisées par des particuliers, notamment durant la période de trouble entre la mort de Néron et la victoire de Vespasien.

Pour cela, deux choses nécessaires :

- Constitution d'un groupe de spécialistes. Sans doute dirigé par Frontin, grand personnage proche du nouveau pouvoir. Comprend la plupart des auteurs « classiques » du corpus géographique.

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

- Recherche, compilation et souvent reconstitution des documents cadastraux ; missions sur le terrain ; certainement vaste travail de révision.

En Afrique, ce travail a été d'autant plus nécessaire et important qu'il existait un réseau de centuriations à la fois dense et ancien, composé de plusieurs systèmes (pas le cas dans d'autres provinces).

À noter : Le Glay (1968) a repris l'hypothèse (Groag, Schulten, Saumagne), séduisante mais ténue, que ce travail ait pu être dirigé en Afrique par T. Curtilius Mancina, en tant que légat extraordinaire. Il serait alors peut-être aussi l'auteur de la *lex Manciana*, véritable « fondement du statut agraire africain » selon Le Glay.

Les réseaux

En *Africa vetus* : trois groupes régionaux d'orientation distincte (Dia 27).

- Groupe de Carthage : orientation 29° NO
- Groupe du centre-est (Hadrumète-Thysdrus) : 38°
- Groupe du sud-est, autour d'Acholla : 61°30.

Ajouter quelques unités plus réduites autour d'Haidra/*Ammaedara* et Sbeïtla/*Sufetula*.

On a essayé de dater ces réseaux :

- Carthage = premier arpentage après 146 et surtout colonisation gracchienne de 122 a.C. ?
- Centre-est = César après Thapsus, et surtout Auguste ?

Mais ces dates sont largement hypothétiques. En fait, il est très difficile en l'absence de documents écrits de dater un réseau et souvent on découvre que des réseaux de parcellaires sont superposés ou se rencontrent, ce qui rend encore plus problématique la restitution d'une chronologie (Dia 28).

Autres réseaux.

En Numidie et Maurétanie sitifiennne (Algérie orientale) : une recherche a été menée sur les hauts plateaux entre Cirta-Constantine à l'est, Sétif à l'ouest, les massifs de Kabylie au nord, ceux du Hodna, Belezma et Aurès au sud (Soyer 1973 et 1976, dont les résultats sont contestés).

Des systèmes de centuriations plus morcelés et de taille plus réduite (par rapport à celles de *l'Africa vetus*) ont été repérés ; elles ont souvent été dégradées par les occupations et mises en valeur ultérieures, arabe et française, mais elles ont localement marqué le paysage. Notamment parce que le réseau hydrographique s'y est parfois adapté, lorsque l'érosion a travaillé à partie des canaux d'irrigation ou de drainage, les transformant en cours d'eau.

- Au SO de Cirta (région de Saint-Donat)
- Près d'Ammaedara.
- Autour de Lambèse.
- Entre Lambèse et Sétif, région de petites plaines où se sont développées des agglomérations et des systèmes de centuriations : Diana Veteranorum, Zarai, Lamasba, région des *castella* (feuilles 31 et 34 du Barrington).

Ici, la centuriation paraît liée à un processus de colonisation des terres et d'organisation des terroirs qui se fait à partir de fondations nouvelles du 2^e siècle. Dans ce processus l'armée a sans doute joué un rôle important.

(Situation assez différente de celle de *l'Africa vetus*).

Analyse d'un cas précis, couverture aérienne + repérage au sol : Rougga (SE de Thysdrus en Proconsulaire ; (Dias 20-22) ; Troussel, 1977).

Photographie aérienne IGN-Tunisie 1949 ; cliché très connu et souvent reproduit. Un des échantillons les plus spectaculaires qui nous soit parvenu. La photo de 1949 a figé un paysage en partie inaltéré pendant 15 siècles et qui a partie disparu aujourd'hui : remembrements, labours répétés, récupération de tous les matériaux utilisables par une population en expansion.

Ajouter (Dia 24) : restitution photogrammétrique au 1/5000^e de la partie NE.

Que voit-on ?

La centuriation n'est pas parfaite : les limites des centuries ne sont pas toujours régulières ; parfois leur alignement s'interrompt ou accuse des décrochements. On le voit bien au sud du cliché. Il y a eu certainement des perturbations ultérieures, mais on sait que dans bien des cas ces irrégularités sont d'origine.

C'est le cas par exemple des subcésives, centuries dont on n'a pu fermer complètement les quatre côtés, par exemple en raison d'un obstacle naturel (relief, cours d'eau).

On notera aussi que les changements d'orientation d'un réseau par rapport à un autre pouvaient servir à marquer les limites d'une cité ou d'un domaine et permettre ainsi de se protéger de toute contestation territoriale, fiscale ou juridique (dia 28).

8 à 10 centuries ont été visitées. Elles sont séparées les unes des autres par des *limites* (de *limes*) : chemins servant à la fois à matérialiser la séparation entre deux centuries et à la desserte à travers le terroir cultivé. Selon leur orientation, ces *limites* sont qualifiées de *kardines* ou de *decumani*.

(Dias 29-31) : limite de centurie et départs d'*intercisi* ; beau *limes* empierré et damé.

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

A l'intérieur des centurions, la distribution des parcelles est des plus variables ; elles sont séparées par des *intercivivi*, parfois murets, parfois sentiers, parfois terrasses (infra). De nombreuses parcelles d'origine antique sont reconnaissables à leur dimension, qui sont au module romain :

- lots d'un *actus* carré, soit un demi-jugère ; l'*actus* linéaire est la mesure de base de la métrologie romaine = 120 pieds = 35,48m
- lots d'un jugère (un quart d'ha) : 35x70m.
- lots d'un *heredium* = 2 jugères : 35x140m.

Sur les centuriations en Afrique, voir aussi deux articles.

- P. Troussat 1978, Les bornes du Bled Segui (centuriation du sud tunisien), région de Gafsa.

Inconnues par clichés aériens mais datée par des bornes. Préalable à l'organisation des franges méridionales de l'Afrique. Vise moins la mise en exploitation du pays qu'un encadrement des semi-nomades des tribus présahariennes. Voir photocopie de la conclusion.

- J. Peyras 1983, Paysages agraires et centuriations dans le bassin de l'oued Tine (Tunisie du nord), proximité de la Medjerda.

Les aménagements agricoles et hydrauliques

En dehors des centuriations, il existe d'autres types d'aménagement de l'espace rural plus spécifiquement agraires, c'est-à-dire liés à l'agriculture.

Les terrasses de culture

Ce type d'aménagement a été observé par exemple dans les massifs présahariens de la Numidie méridionale.

Deux formes peuvent être distinguées.

- Terrasses bordées de murets qui suivent les courbes de niveau, perpendiculairement à la pente.
- Systèmes plus complexes formant des parcellaires irréguliers à quadrillage interne.

Dans tous les cas, leur fonction est de ralentir l'écoulement de l'eau pour la retenir, et de maintenir le sol arable. Il s'agit donc de remodelage de la topographie des versants, destinée à lutter contre l'érosion. Cf. infra.

Une autre raison (liée étroitement à la précédente) de ces aménagements tient à la mise en culture de ces versants. Ils offraient en effet des avantages climatiques (ensoleillement plus important, meilleure protection contre le gel), notamment pour les cultures arbustives.

Ces structures sont très difficiles à dater, entre la période préromaine des royaumes indépendants et l'époque arabe. Dans certains cas, on a pu les mettre en rapport avec limites de centuriations.

(Sur cette question, article de Romana Harfouche dans les *Mélanges Leveau*, Ausonius 2005).

Les aménagements hydrauliques.

En Afrique du nord où le climat est comme on l'a dit caractérisé par sa diversité, le problème de l'eau peut être soit celui du manque, soit celui de l'excès. Par conséquent, on rencontre des ouvrages liés aux deux grands types d'aménagement hydraulique, l'irrigation et le drainage.

D'autre part, une remarque préalable importante (Leveau 2003). Certains travaux considérables de « grande hydraulique », notamment les aqueducs, ont conduit certains historiens à attribuer au pouvoir impérial un projet délibéré de développement agricole, notamment dans des milieux où la contrainte écologique était forte, comme en Afrique. Et cela d'autant plus, qu'il s'agissait d'un pouvoir fort, disposant de moyens matériels conséquents. Cette idée doit être nuancée.

D'abord parce qu'on ne peut opposer radicalement la technologie traditionnelle africaine et la technologie romaine. Brent Shaw a montré que dans le Maghreb — et c'est aussi le cas dans d'autres régions du monde méditerranéen — une « petite irrigation » de jardin, à partir d'une source proche, a été pratiquée dès les origines de l'agriculture. Dans bien des cas, il y a en fait continuité entre les deux technologies (infra, exemple du Djebel Mrhila).

La différence essentielle entre les deux tient à un changement d'échelle. La « grande hydraulique » est en effet typiquement romaine.

En fait, la question est de savoir pourquoi les Romains (c'est-à-dire en l'occurrence l'État romain) ont utilisé et développé des connaissances hydrauliques héritées et importées par des ingénieurs.

La « grande hydraulique » se définit par la construction d'installations permettant de recueillir, de conserver et de répartir l'eau à l'échelle d'une vallée ou d'une plaine. Elle n'est pas orientée vers un approvisionnement local de villages mais vers la commercialisation et un marché régional d'une part, vers la consommation urbaine d'autre part (dans un contexte de développement urbain ; exemple de l'aqueduc de Carthage à Oudna [dias 32-33](#)).

Les premiers exemples de grands aqueducs romains datent de l'époque augustéenne et se situent en Occident. Ils n'étaient pas en liaison avec des activités agricoles mais prélevaient de l'eau aux dépens des activités agricoles. L'exemple parfait est celui des barrages et aqueducs de la vallée de l'Anio en amont de Tivoli, qui alimentaient

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

la villa de Néron à Subiaco. Ils relèvent de la dépense somptuaire et d'un comportement ostentatoire. En Afrique, les choses ne sont pas aussi extrêmes, mais il me paraît certain que certains ouvrages avaient autant pour but l'alimentation en eau que l'affirmation de la présence et du pouvoir de Rome dans la province. Comme certaines villes établies en particulier sur les zones de confins, ils ont une fonction de vitrine.

Enfin, il ne faut pas oublier que certains ouvrages furent financés par des collectivités locales ou de grands propriétaires.

Différents types d'aqueducs en Afrique : aérien et semi enterré avec écoulement à l'intérieur d'une conduite (dias 34-35 ; parallèle moderne dia 36) ; enterré (dia 37).

Voyons les choses un peu en détail.

D'abord, le stockage de l'eau = les citernes.

On en trouve dans les *villae* et dans les riches maisons urbaines, alimentées par une source ou par l'eau de pluie. Il existe des citernes construites en élévation et d'autres aménagées sous forme de cavités souterraines ou semi-enterrées.

Exemple des citernes monumentales de *Bararus*/Rougga près de Thysdrus (Hallier 1987) ; 1^{er} siècle p.C.

(Dias 38-40) Deux citernes souterraines de plan circulaire, quasiment invisibles au sol, reliées par une galerie jumelée. Système de rangées de piliers séparant des nefs parallèles avec voûtes en berceau.

Elles étaient alimentées par un système de noria à partir d'un puits rejoignant une nappe phréatique profonde (+ eaux de pluie provenant notamment du forum, cf. caniveau visible sur le plan). Le remplissage se faisait par des déversoirs en escaliers. Contenance de l'ensemble : 7600m³. La petite citerne servait aussi de bassin de décantation. Le puisage de l'eau se faisait par des citerneaux rejetés à la périphérie des ouvrages.

Autres exemples urbains (dias 41-48 : citernes de Dougga et de Thuburbo Maius).

On connaît aussi des bassins destinés à recueillir de l'eau pour les cultures.

L'irrigation.

On connaît de nombreux exemples de systèmes de dérivations et même de barrages-réservoirs destinés à l'irrigation en Afrique du nord. En Afrique, 130 barrages, édifiés surtout à partir du 2^e siècle, ont été recensés.

- Barrages-poids (résiste à la poussée de l'eau par son seul poids ; massif mais très sensible aux surcharges accidentelles) : le plus connu est celui de *Cillium*/Kasserine sur l'Oued Derb (10 m de haut).
- Barrages à contreforts : contreforts soutenant un mur. Permet d'allier une économie de matériaux avec une grande résistance, spécialement sur une faible hauteur et dans des vallées évasées : par exemple arrière-pays de Lepcis Magna. Pour lutter contre les crues, on prévoyait des déversoirs aux extrémités.

Les barrages alimentaient des aqueducs d'irrigation, souvent maçonnés et dont la canalisation n'était pas couverte.

Un exemple intéressant : le système d'irrigation de Caesarea (Maurétanie, Leveau 1984 ; fig. 12 ; dia 49).

- Dans la campagne des *villae* présentent des captages de sources associés à des réservoirs/bassin ou des citernes (couvertes) qui permettaient l'irrigation de vergers (cercles noirs sur la carte).
- À proximité de la ville, toutes les têtes de vallons qui sortent en bordure du plateau contre lequel la ville est bâtie étaient équipées de bassins de captage alimentés par des drains (carrés et triangles sur la carte). Ils servaient à l'irrigation de jardins. La production de ces jardins était commercialisée en ville et il y avait ainsi une véritable ceinture maraîchère approvisionnant le marché urbain.

Dans le sud, l'irrigation conditionne en grande partie la vie agricole.

Dispositifs de rétention à partir des rebords montagneux, alimentant des réseaux de répartition qui aboutissaient à des terrasses associées.

Au pied des collines, systèmes de fossés pour capter l'eau des rigoles descendant du djebel : permet de retenir à la fois la terre cultivable et l'eau du ruissellement.

Un exemple : le Djebel Mrhila (Tunisie centrale : entre *Sufetula*/Sbeitla et *Masciliana*/Hadjeb el-Aiôun (fig. 13). Aménagements en terrasses bien étudiés (Barbery & Delhoume 1982). (Dia 50)

- Glacis allongé pente de 2° vers le SE ; des alignements géométriques sont marqués par des levées de terre rectilignes, parallèles aux courbes de niveau et perpendiculaires à la ligne de la pente.
- Ces levées de terre ont un rôle protecteur et assurent aussi une répartition de l'eau dans les parcelles, grâce à un aqueduc qui descend vers la route en alimentant les habitations, et dont des dérivations permettaient l'alimentation des champs, en particulier au moment des périodes critiques de développement végétal.

C'était une culture arboricole (oliviers) assez sophistiquée ; on a retrouvé d'anciens trous de plantation creusés à travers la croûte calcaire pour permettre aux racines d'atteindre les horizons inférieurs plus meubles. La densité des plantations était importante : une centaine d'arbres à l'hectare (écartement entre les trous = 10m). Des éléments de pressoirs ont été retrouvés (autour des sites 15 et 17 : exploitations) : huileries sur les lieux mêmes de la récolte.

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

Dans les zones de plaine, il y avait aussi des systèmes d'irrigation.

Systèmes de canaux et de barrages de terre qu'on édifie ou enlève selon les besoins (cf. Procope, Guerre vandale, 4. 19. 11-14 : canaux à partir de la rivière Amigas qui descend de l'Aurès).

Terrasses au fond des vallées retenues par des murets de pierres ou de terre ; elles barrent l'axe des vallées et retiennent l'eau et la terre en cas de crue.

Question essentielle : usage de l'eau et réglementation.

Bien entendu, l'usage de l'eau revêtait une importance vitale dans les communautés notamment rurales et il était réglé par la coutume.

Un document exceptionnel : l'inscription de *Lamasba/Merouana* (NO de Lambèse ; petite communauté implantée au sud des hautes plaines constantinoises) ; C. 8 4440 = 18587. Date du règne de Marc Aurèle et Lucius Verus. (Dia 51)

Texte découvert en 1877. Bibliographie abondante : de Pachtère 1908 ; Pavis d'Escurac 1980 (avec d'autres documents sur l'irrigation et la vie paysanne) ; Brent Shaw 1982).

Un fragment : environ 1/5 du texte primitif. (Dia 52)

Il s'agit du règlement par une commission d'arbitrage (issue de la communauté) d'un conflit survenu au sein de la communauté. Les décurions et les 81 *coloni* (citoyens exploitants) ont cherché un consensus concernant la répartition des temps d'eau en fonction de celle, très inégale, de la propriété des terres irrigables.

(Les conflits étaient fréquents ; cf. Agennius Urbicus, un arpenteur : « Comme c'est un pays très aride, la plus grande source de conflits, c'est quand quelqu'un retient l'eau pour la faire couler sur son bien ; car ils font des barrages, la reçoivent et la retiennent pour qu'elle s'y infiltre plutôt que de s'écouler »).

A chaque propriétaire était accordé un certain temps d'eau (exprimé en heures et en demi-heures), pour une date précise de la saison d'hiver², au prorata de l'importance de sa parcelle.

Ce système est fondé sur une unité de temps et non de volume. Cela suppose l'existence d'une source pérenne (*Aqua Claudiana*) dont le débit devait être à peu près constant.

L'eau devait être distribuée aux parcelles par un canal principal (en fait un aqueduc souterrain couvert d'un dallage dont on a retrouvé des vestiges) branché sur la source et qui traversait plusieurs terrasses (cf. supra). Parallèlement à ce réseau d'eau descendante, le texte mentionne l'existence d'un autre dispositif d'eau ascendant, qui devait fonctionner en alternance avec le précédent mais avec un débit moindre ; cependant le texte ne permet pas de comprendre le détail de ce dernier système.

Le texte apporte aussi des renseignements sur la structure foncière ; on y reviendra infra.

Conclusion de Brent Shaw : un système fondamentalement autochtone, perfectionné par la technologie romaine ; j'ajouterais qu'il ne s'agit pas seulement d'une technique matérielle mais aussi d'une technique normative sur la base des cadres de la communauté.

Le drainage

On l'a dit, le Maghreb est aussi une terre d'excès d'eau.

La violence de certaines précipitations saisonnières bouleverse les sédiments et provoque des crues brutales, ce qui provoque la constitution d'étendues marécageuses elles aussi saisonnières.

Il faut souligner que les deux opérations (irrigation et drainage) peuvent être nécessaires sur un même terroir à des saisons différentes :

- Les terres sont noyées l'hiver : les semences pourrissent par excès d'eau.
- La sécheresse estivale empêche la mise en culture des terres ; les récoltes sèchent sur pied.

Dans certains cas, les marais sont utilisés en prairies humides, voire mis en culture après le retrait de l'eau (*agri palustres* du Bagradas). Mais le plus souvent, un drainage est nécessaire.

Comme l'irrigation, c'est une opération qui suppose une autorité et un contrôle collectifs.

² Pluies hivernales permettant une irrigation d'hiver : Pavis 181.

C- Structure et organisation de l'espace rural

Généralités et rappels

Dans cette partie, deux questions.

La structure foncière : qui possède la terre ? Quel est le modèle foncier dominant ? Et aussi, de quelle manière la terre est-elle exploitée (c'est-à-dire qui la cultive ?)

L'organisation de l'espace rural, question qui soulève aussi, on le verra, le rôle de la ville.

Quelques rappels sont nécessaires.

Attention à bien distinguer propriété et exploitation, et exploitation directe (par le propriétaire) et indirecte (par un agent).

Dans le monde romain, Un propriétaire qui ne cultivait pas lui-même ses terres avait deux options.

- Le domaine esclavagiste dirigé par un intendant (*vilicus*) : les esclaves constituent aussi bien la main d'œuvre agricole de base que le personnel administratif ; on fait aussi appel au besoin (moissons, fenaison, récolte) à des saisonniers.

- La location de la terre (*locatio-conductio*) à des colons, éventuellement supervisés par un responsable (*conductor, procurator, actor*).

Un colon pouvait exploiter lui-même une petite exploitation individuelle avec sa famille. Il pouvait aussi, notamment sur une exploitation importante, employer des (ses) esclaves ou des ouvriers libres, qu'il recrutait lui-même ou que le propriétaire fournissait.

Il y avait des différences notables dans les conditions de location : durée du bail, montant du loyer et mode de paiement (somme fixe, pourcentage de la récolte).

Toujours dans le monde romain, il y a cinq catégories de propriétés, ou si l'on préfère cinq catégories de propriétaires.

- L'État (romain) : l'*ager publicus*, terre appartenant au *populus romanus*.

Lorsque ces terres étaient cultivées, elles étaient généralement dans les mains de possesseurs privés qui étaient locataires/tenanciers de l'État, moyennant le paiement d'un *vectigal*.

A l'origine, l'AP était immense, puisque Rome s'appropriait au moins nominalement le territoire des peuples conquis. Mais il avait diminué.

D'abord parce que Rome rendait fréquemment une grande partie de leur territoire aux peuples en question (procédure de la *redditio*) ; ces terres devenaient alors pérégrines (étrangères) et étaient soumises au paiement des tributs sauf si, par privilège spécial, elles recevaient le *ius Italicum* ;

Ensuite parce qu'une grande partie de l'AP avait été assignée aux vétérans, à des colons civils ou vendue.

L'AP se trouve essentiellement en Italie. Dans les provinces, il était très rare. En revanche, les propriétés impériales y étaient courantes.

- L'empereur (les domaines impériaux).

La manière dont l'empereur entrait en possession de ces biens était très variable.

Par transmission des domaines de ses prédécesseurs, qui relèvent de ce que nous appellerions des « biens de la couronne » et que les Romains appelaient le *patrimonium Caesaris* ; il y avait aussi les biens personnels du prince dont, depuis Antonin le Pieux ou Septime Sévère, le caractère était distingué des précédents (*res privata*).

Par héritage provenant de particuliers.

Par confiscation.

- Les cités

Les cités possédaient souvent d'importants patrimoines fonciers dont les revenus permettaient de pourvoir au moins en partie aux besoins de leur administration.

- Les sanctuaires.

Largement répandue dans le monde grec, la propriété des sanctuaires était beaucoup moins fréquente dans les parties non hellénisées du monde romain.

- Les terres privées.

On ne confondra pas ces catégories de propriétaires et de propriétés avec les trois grands types de territoire — au sens administratif — que l'on trouve en Afrique.

- Les territoires des cités.

Rappel : une cité antique (*polis, civitas*) = agglomération urbaine et son terroir ; les citoyens sont les habitants (libres) de la ville et de la campagne ; les magistrats civiques ont juridiction sur l'ensemble de la cité ainsi définie.

- Les territoires des tribus (limités par des bornages) ; dans certains cas, ils étaient rattachés à une cité (*attributi*) ; en général, ils possédaient leurs institutions propres, encore très « traditionnelles », et étaient administrés par des préfets.

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

- Et aussi, les grands domaines impériaux ou sénatoriaux ; ils échappaient au contrôle des cités (c'est une forme d'exterritorialité) ; notamment, ils payaient les impôts directement à l'administration impériale et s'occupaient eux-mêmes de la levée des recrues.

On va commencer par étudier la structure foncière, puis on s'attachera à trois questions particulières, et qui sont au cœur de cette vaste question : les domaines impériaux, l'organisation de l'espace et le rapport ville/campagne, les territoires des tribus.

La structure foncière

La grande propriété

Une idée courante : l'Afrique est par excellence le pays des grands domaines. Les contemporains eux-mêmes considéraient l'Afrique comme un pays dont la structure foncière et agraire était dominée par la grande propriété.

Témoignages des sources littéraires et techniques :

Plin Nat., 18. 35 : « Avouons-le : les grandes propriétés (*latifundia*) ont perdu l'Italie, et maintenant c'est le tour des provinces — six propriétaires possédaient la moitié de l'Afrique quand l'empereur Néron les mit à mort ». Exagération rhétorique certes, mais Plin connaissait l'Afrique où il avait été procureur dans les années 70-72.

Vitruve De architectura 8. 3. 24 : à 20 milles de Zama, la cité d'Ismuc appartient tout entière à un certain C. Iulius Massinissae filius qui a fait campagne avec César ; il est possible qu'il ait reçu une partie de ces terres en remerciement de ses services.

Pseudo-Agennius (un arpenteur anonyme de l'époque de Domitien dénommé ainsi par la tradition philologique), cf. texte monté (lignes 3-5).

Pétrone Satiricon 117 : un des personnages du roman est un gros propriétaire africain qui possède une fortune foncière de 300 millions HS ; ses esclaves, éparpillés sur les champs de Numidie, sont si nombreux qu'ils auraient pu conquérir Carthage. Ce qui est intéressant ici, c'est l'association homme riche = propriétaire africain/en Afrique.

Sénèque, Ep. 19. 5. 26 : stigmatise le fait qu'un millier de colons puissent travailler pour un seul homme ; cite deux exemples : l'Afrique et la Sicile.

À la fin de l'Antiquité, témoignage de Saint-Augustin ou des Vies de Saints montrent la permanence de la grande propriété.

En fait, il existe sur l'Afrique une tradition de lieux communs de la littérature du HE :

- grands domaines
- fertilité peu commune et récoltes extraordinaires.

Le développement considérable de la grande propriété n'est pas une spécificité africaine, mais on peut penser que les grands domaines jouaient un rôle déterminant dans la structure de l'Afrique romaine et que le degré de concentration des terres y était plus élevé qu'ailleurs dans l'Empire. Il y a à cela des raisons historiques.

Divers témoignages d'époque républicaine montrent une appropriation sénatoriale et équestre sur la partie de l'Afrique conquise après la 3^e GP. En particulier, les gouverneurs successifs et les membres de leur entourage reçurent ou accaparèrent des terres prises sur le territoire de Carthage.

Cf. analyse des noms de *saltus* (selon Carcopino et Romanelli) : *saltus Domitianus* : L. Domitius Ahenobarbus procos en 12 a.C. ; *saltus Lamianus* : L. Aelius Lamia procos ca. 15-17 p.C. ; *saltus Blandianus* : C. Rubellius Blandus : procos 35-36 p.C. ; *fundus Villae Magnae Varianae* : P. Quinctilius Varus, procos ca. 7-4 a.C.

Il faut aussi tenir compte des royaumes numides et maurétaniens.

L'annexion du royaume de Juba 1^{er} en 46 a.C. et la formation de la province d'*Africa noua* ont ouvert de nouveaux territoires à l'expansion économique des Romains. Les terres furent distribuées à des partisans ou annexées à l'AP (César, Afr., 97).

On peut supposer que les possessions des rois numides constituèrent la base du développement des grands domaines dans la région du moyen Bagradas. Cette région était la partie la plus développée de l'État numide ; c'est là que se trouvaient la plupart des résidences royales.

Officiellement intégrées à l'AP, ces terres furent d'abord sans doute occupées par des personnes privées (cf. situation des terres royales de Cyrénaïque, appartenant au dernier roi Ptolémée Appion, léguées par testament au PR ; occupées par personnes privées de la population provinciale et récupérées seulement sous Vespasien après un long litige). La différence en Afrique est que cette appropriation fut le fait de membres de l'aristocratie sénatoriale.

Il y avait aussi des domaines appartenant à des membres de l'aristocratie provinciale, indigènes romanisés et immigrants italiens : voir supra les exemples tirés de Vitruve et Pétrone.

Il y avait des domaines impériaux aussi, et bien avant Néron ; trois exemples.

- Aux environs de Calama (Guelma), sous Tibère (*ILAl*, I, 323) ;

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

- Pline l'Ancien, nat., 18. 94 : évoque des lettres de procureurs à Auguste et Néron parlant de rendements exceptionnels en Byzacène et qui semblent se référer à des domaines impériaux (12).
- Biens appartenant à des membres de la famille impériale et revenant ensuite au prince : carrières de *Simitthus*/Chemtou (passèrent à Agrippa et de là aux empereurs) ; toponymes Germaniciana : biens appartenant à Germanicus ? Localité Drusiliana : Drusilia, fille de Germanicus ?.

Toutefois, il faut peut-être mettre un bémol chronologique. Toutes ces (maigres) informations ne doivent pas être généralisées, et on peut penser que la grande propriété provinciale n'avait pas encore atteint au milieu du 1^{er} siècle p.C. l'importance qu'elle a eue ensuite. Qu'est-ce qui permet de dire cela ?

Suet., Tib., 49 : de grands personnages (*principes*) se voient confisquer leurs terres en Espagnes, Gaules, Syrie, Grèce — l'Afrique n'est pas mentionnée.

Les sénateurs d'origine africaine ne font leur apparition que plus tard et ils sont moins nombreux au 1^{er} siècle que ceux d'autres provinces.

Cf. R. Syme selon qui l'accès à la Curie dépendait aussi, à côté de la romanisation, de l'existence d'hommes riches ayant un gros patrimoine foncier. Or, avant Trajan, nous ne connaissons que 7 sénateurs d'origine africaine, dont 3 de Cirta qui était l'une des plus anciennes colonies, où l'élément italien était très fort et où la grande propriété était importante.

Bémol spatial aussi, la grande propriété concerne peut-être avant tout la Proconsulaire et l'est de la Numidie ; ailleurs structure foncière paraît plus partagée (cf. tables de Lamasba et album de Timgad, voir infra).

Pour conclure sur ce point :

Importance de la grande propriété en Afrique, surtout après 1^{er} siècle et à l'est.

Elle était due avant tout à l'existence de domaines appartenant à l'aristocratie sénatoriale d'origine italienne, à l'empereur et aux membres de sa famille.

Les grandes propriétés ne correspondent pas toujours à de grands domaines d'un seul tenant.

Lorsque les inscriptions donnent des superficies, elles ne sont jamais aussi considérables que l'on pourrait s'y attendre. C'est en particulier le cas pour les domaines impériaux. Par exemple, à Puppit (sud du Cap bon) : un domaine de 80 jugères (un peu plus de 20 ha) : *fundus Banorensis* (ILT 800) ; un autre de 133 (33,5 ha) : (*praedia*) *Zocliana C(aesarum) N(ostrum)*.

Ces propriétés sont par conséquent formées d'unités dispersées, parfois sur de grandes étendues, voire plusieurs cités et même plusieurs provinces. Dans le cas des domaines impériaux, des unités voisines mais séparées étaient placées sous une administration commune. Problème de vocabulaire : *saltus*, *fundus*, *praedia* (*saltus* = plus générique ? Selon Leveau 1993, 181, un *saltus* comporterait plusieurs *fundi* et *praedia*).

Un exemple de grand domaine : le *fundus Aufidianus*

(J. Peyras 1975)

Région entre Thuburbo Minus et Matar (nord Tunisie). (dia 53)

Les monts du Béjaoua et ceux de la basse Medjerda (Bagradas) sont une région de petites cités montagnardes, installées sur les pentes des djebels.

Par contre, les régions basses creusées par les grands oueds (du nord au sud, oued Djoumine, oued et-Tine, Medjerda), comprennent des agglomérations plus importantes (du nord au sud, Matera, Thuburbo Minus), des domaines de paysans groupés en villages et des grandes propriétés de l'aristocratie romaine.

Le *fundus Aufidianus* est connu par une inscription découverte vers 1945 (dias 55-56), au lieu-dit Bou Assid. Elle retrace la carrière d'un agriculteur originaire d'un bourg proche, devenu *conductor* du FA, domaine jusque là inconnu.

Ce site se trouve sur les dernières pentes NE du Béjaoua. Les conditions climatiques et pédologiques sont favorables à l'agriculture. (dia 54)

Il y a des traces de centuriations, particulièrement nettes sur les coteaux (moins apparentes sur les sommets et dans les régions basses). Elles sont sans doute assez anciennes (après la conquête ?). D'après les divisions internes des centurions qui subsistent, on voit que le terroir était divisé en *heredia* (voir supra) de 240 pieds de côté (70X70 m), parfois groupés en rectangles de deux *heredia*, soit 4 jugères et un ha. C'étaient des unités de labour.

Les limites du domaine peuvent être reconstituées par hypothèse (dia 54) : 4,5 km du SO au NE, 3,5 km du NO au SE, soit 1600 ha (une trentaine de centurions carrées de 200 jugères/50 ha).

Les prospections réalisées sur le site montrent plusieurs choses.

Vestiges d'habitats et de bâtiments d'exploitation ; il y avait un centre d'exploitation (à Bou Assid) avec une résidence domaniale, décorée avec soin ; il y avait aussi des fermes et des hameaux, notamment aux limites occidentales (*subcesives* avec mise en valeur plus tardive ?).

Céramique fabriquée sur place et aussi locale, provenant des ateliers de la Medjerda ; courants d'échanges régionaux.

Traces de travaux d'irrigation et de plantations d'oliviers.

L'inscription et le contexte historique

Les premières lignes sont effacées (séjour à l'air libre). On sait cependant qu'il s'agit d'un texte funéraire. D'après des critères paléographiques et la comparaison avec l'épigraphie locale, on peut dater la gravure de la deuxième moitié du 3^e siècle.

D'après le texte, on peut supposer que le domaine a été abandonné, au moins en partie, au cours du 3^e siècle.

Pourquoi ? Sans doute lourdeur des prélèvements de toutes sortes (impôts, redevances aux propriétaires, souvent absentéistes et représentés par leurs régisseurs, *vilici* ou *conductores*).

Dès le 2^e siècle p.C., on connaît des plaintes de paysans contre les exactions : les colons du *saltus Burunitanus* ont dénoncé la collusion qui existait parfois entre des fonctionnaires impériaux et les *conductores* du domaine.

Au 3^e siècle, Cyprien, et plus tard Lactance, se sont élevés contre « la cupidité des accapareurs », cause de « stérilité et de famine ».

Le soulèvement de Thysdrus en 238 fut le fait des propriétaires terriens alliés à la paysannerie contre les excès du procureur impérial.

D'autres raisons ont pu jouer dans l'abandon du *fundus* : agitation, troubles, répression : Capellianus en 238 ; brigandage ; sécheresse, inondations, peste.

L'organisation de l'exploitation et le rôle du *conductor*

Le *conductor* est un agriculteur originaire de Biha Bilta qui a été engagé comme régisseur du domaine, visiblement pour le remettre en état (*restitutor fundi*).

Le texte ne précise pas si le personnage est *conductor* du domaine ; il pourrait l'être d'un autre domaine, ou d'un impôt ; comme il pourrait être le propriétaire du domaine ; d'après le contexte, il est quand même très probable qu'il ait été fermier d'un domaine et sans doute du *fundus Aufidianus*.

D'après Peyras, il y avait une « réserve » autour de la résidence principale, car c'est là que le *conductor* avait planté une olivette. Cette réserve se trouvait certainement autour du centre du domaine qui se trouvait vraisemblablement à Bou Assid, où l'inscription a été découverte (avec éléments décoratifs)

Elle s'étendait sur les pentes septentrionales du djebel Si Belhaï.

Il est intéressant de constater qu'il n'a pas été tenu compte à cet endroit des limites de la centuriation, qui ont disparu depuis longtemps. Cela s'explique par le fait que celui qui dirigeait la réserve avait à la fois les moyens et l'autorité de supprimer les anciennes limites s'il en éprouvait le besoin. En revanche, les colons ont respecté eux les limites des parcelles.

Il est à noter que ce point a été contesté et peut être considéré comme dépassé ; voir notamment en dernier lieu l'article de Jean Andreau dans les *Mélanges Leveau*. Cette idée ne se fondait pas sur de solides preuves documentaires, et elle répondait avant tout au désir de trouver dans l'Antiquité des racines à la féodalité.] Cela dit, l'hypothèse que le *conductor* ait eu là sa résidence, et peut-être une parcelle, demeure.

On peut tirer du texte un certain nombre de renseignements concernant le statut et les compétences du *conductor*, et sur la société rurale.

- C'est un entrepreneur de culture, un spécialiste, appelé pour son expérience et ses capacités pour restaurer un domaine compromis.

- Il est muni d'un contrat de longue durée (emphytéotique) avec le propriétaire du domaine ; en effet il a réalisé des plantations arbustives qui sont des investissements à long terme (c'était sans doute une obligation du contrat). Il est mort sur place et a été enterré sur le domaine. D'autre part, il est dit *pariator*, libre de dette ; c'était essentiel pour la veuve car l'endettement pouvait remettre en cause certaines dispositions du contrat emphytéotique touchant notamment au droit de disposer entre vifs ou à cause de mort.

- Il dirigeait le domaine ; il résidait visiblement sur la réserve au centre de celui-ci ; il est dit qu'il a restauré le *fundus* et non une partie de celui-ci ; ce n'était pas un simple colon.

Un personnage de cette sorte dirigeait non seulement la réserve mais il avait des droits sur le reste du domaine³ : surveillance générale au moins technique et agricole ; droit de reprise en régie directe des terres occupées par des colons et qui n'étaient pas cultivées selon la loi ; perception de certaines taxes.

Il pouvait donc s'affirmer comme un véritable maître, surtout s'il bénéficiait d'un contrat emphytéotique perpétuel. On voit d'ailleurs qu'il reçoit dans la législation de la deuxième moitié du 4^e siècle un certain nombre d'attributions qui le rapprochent du propriétaire, comme le droit d'affranchir des esclaves du domaine.

Socialement, ces gens étaient des notables locaux, des « coqs de village ». ils étaient différents des grands propriétaires absentéistes appartenant à l'aristocratie et résidant à Rome ou à Carthage.

³ On le sait par d'autres documents : inscriptions, textes juridiques, Tablettes Albertini : cf. Peyras 1975 210.

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

Hypothèse intéressante : J. Peyras se demande si la prospérité relative de l'Afrique aux 3^e et 4^e siècles n'est pas due en partie à cette « bourgeoisie » rurale, capable de conserver ou de rétablir l'équilibre économique et social, et aussi la vie municipale.

D'ailleurs sait-on qui étaient les propriétaires du FA ? Il y a beaucoup d'Aufidii en Afrique et il est impossible de savoir auxquels ce bien pouvait se rapporter. On rappellera toutefois l'implication d'Aufidii originaires de la région d'Hippo Regius dans le circuit de l'annone (cf. infra). Dans la mesure où nous sommes proches ici des ports de Carthage, Utique et Hippo Diarrhytus, un rapprochement n'est pas interdit.

Autre exemple de grand domaine, Hitchner 1990, p. 231.

Grands centre de production agricole qui semblent avoir été le ou les centres d'un grand domaine, subdivisé en unités plus petites (« tenures »), parcelles spécialisées dans la culture de l'olivier.

Documents renseignant sur la structure foncière

- Il n'y a pas beaucoup de documents qui permettent d'avoir une idée de la structure foncière d'une communauté ou au moins de l'élite de cette communauté (aristocratie municipale des décurions/curiales ; une chose est sûre : la base de leur fortune est foncière).

On peut citer deux documents.

- La table de Lamasba (supra [dia 51-52](#)) :

Grande inégalité dans la répartition de la propriété. 63 noms de colons sont conservés et l'on peut supposer qu'il y en avait environ 400, compte tenu des dimensions supposées des lacunes de la table. Parmi ces 63 colons, une douzaine possèdent les $\frac{3}{4}$ de la surface, et au bas de l'échelle, une vingtaine n'en ont que 5%.

On note aussi une grande fragmentation des parcelles, corrigée toutefois par le fait que celles qui appartiennent aux membres d'une même famille sont regroupées. D'ailleurs, les possessions des membres d'une même famille sont en général d'importance sensiblement équivalente, comme si cela résultait d'un partage à parts égales entre héritiers.

A noter la présence de femmes parmi les propriétaires, et aussi de vétérans (on est près de Lambèse).

- L'album de Timgad/*Thamugadi* (près de Lambèse).

Cette inscription nous donne la liste de l'album, c'est-à-dire la liste des membres de la curie de Timgad en 363, sous le règne de Julien.

Ils sont 190. Parmi eux, des clarissimes ou des perfectissimes qui appartenaient à l'aristocratie de l'Empire ; aussi des fonctionnaires impériaux. Certains descendaient des colons établis par Trajan.

Tous étaient propriétaires dans la cité, car c'était nécessaire pour accéder au cens qui permettait d'y être décurion ; malheureusement, nous ne connaissons pas la superficie des propriétés respectives. Il faut tenir compte aussi du fait que les petits et moyens propriétaires qui n'atteignaient pas le cens ne sont pas pris en compte.

Cela dit, P.-A. Février s'est livré à un calcul intéressant. Il estime le territoire de la cité à 150 000 ha (1500 km²), 50 x 30 km. (Si je poursuis 150 000 ha : 190 = 789 ha. C'est une moyenne maximale, et qui masque évidemment des écarts qui devaient être considérables). Dans cet ensemble, il y avait des domaines impériaux, il y avait aussi des terres qui appartenaient à des étrangers à la cité et d'autres, bien sûr, à des gens de la plèbe de la cité.

Au total, on ne saurait envisager pour tous les membres de la curie des domaines de très grande taille. Cela dit, beaucoup de ces curiales, surtout parmi les plus riches, devaient posséder des terres dans d'autres cités, c'était là une chose courante.

- Autre donnée, archéologique celle-là : les prospections de Ph. Leveau autour de Césarée lui ont permis de diviser la superficie de la zone prospectée (500 km²/50 000 ha) par le nombre de *villae* recensées (60 à 70) = 700/800 ha.

On le voit, d'une manière générale la documentation qu'elle soit littéraire, épigraphique ou archéologique privilégie la grande propriété.

Toutefois, on doit relativiser la moyenne supérieure de la taille des domaines (cf. Février et Leveau).

D'autre part, quelques documents montrent ou laissent supposer l'existence d'une propriété moyenne et petite.

La gestion des domaines et les grands textes agraires

Attention : les « grands textes agraires » permettent de jeter un éclairage sur la gestion des grands domaines et le régime du colonat. Ils montrent aussi les conditions de l'intervention impériale. On les a souvent rapprochés des domaines impériaux dont on connaît l'existence dans la région où ils ont été découverts, mais, pour trois d'entre eux (H. Mettich, A. Djemala, A. Ouassel), rien ne prouve qu'il s'agit de domaines impériaux. Ce peut être de grands domaines privés.

La question importante ici, et celle qui a donné lieu à d'importantes recherches, est donc celle de la gestion de ces domaines et du statut de la main d'œuvre qui y était employée, dans le cadre du colonat.

Rappel : au niveau des domaines, il y a deux formes d'exploitation : système du *vilicus*/intendant (servile) dirigeant une main-d'œuvre servile ; système des tenanciers (colons) travaillaient dans le cadre d'un système de location de la terre, avec l'intermédiaire d'un régisseur *conductor* (qui a loué le domaine et sous-loue à des colons). Au niveau supérieur : groupes de domaines, ensembles régionaux ou provinciaux placés sous la responsabilité d'administrateurs impériaux (procurateurs).

En ce qui concerne l'exploitation des domaines, il y a beaucoup de variantes, en fonction des traditions locales (par exemple Égypte) et des types de terre et de cultures : baux à court ou long terme ; location directe et sous-location.

La documentation épigraphique, en particulier les grands règlements agraires laissent supposer l'existence d'une réorganisation à l'époque flavienne, qui aurait formé la base de la législation agraire pour la période impériale (et la raison du grand développement de l'agriculture africaine à partir du 2^e siècle).

Quels sont ces textes ?

Quatre grandes inscriptions qui concernent des domaines situés dans la vallée du Bagradas (oued Medjerda, à son confluent avec l'oued Siliana, au nord de Dougga) :

- Henchir Mettich (116-117 ; CIL, VIII, 25902) ;
- Aïn-el-Djemala (Hadrien ; CIL, VIII, 25943) ;
- Souk el-Khmis (180-182 ; CIL, VIII, 10570) ;
- Aïn-Ouassel (198-211 ; CIL, VIII, 26416).

On suppose l'existence d'importants domaines impériaux dans cette région (dia 58). Toutefois, P. –A. Février fait remarquer à juste titre qu'il s'agit aussi d'une région anciennement urbanisée dans laquelle des assignations viritane avaient été faites. Il y avait donc certainement d'autres catégories de propriétaires.

Ces règlements se rapportent à des textes de portée plus générale : *lex Hadriana* et *lex Manciana*, inconnus par ailleurs. Toutefois, la découverte des Tablettes Albertini (actes de vente de l'époque vandale), dont l'objet est constitué par des *culturae mancianae* vient s'ajouter à ce dossier ; on mentionnera aussi ILT 629, dédicace érigée par un *manciane cultor*.

- Dans l'inscription d'Henchir Mettich, une lettre des *procuratores* définit l'application de la *lex Manciana*, qui est donc sans doute une loi flavienne s'appliquant à la province (il n'est pas certain qu'il s'agisse ici de terres du patrimoine impérial).

Les responsables de l'exploitation sont les *domini*, les *conductores* et les *vilici*. Donc trois types d'exploitation possible. Les tenanciers travaillant la terre sont dénommés *coloni*/colons. Il est aussi question d'*inquilini* (autre catégorie de colons ?) et de *stipendiarii* (vacataires salariés)

La rente est fondée sur un partage de la récolte, avec des dispositions particulières pour les cultures arbustives récentes. Une rente en argent est spécifiée pour le bétail.

Il y a aussi des corvées de labour, semailles, moisson/fenaison que les colons devaient vraisemblablement accomplir en dehors de leurs parcelles, peut-être sur la partie que le *conductor* cultivait lui-même et n'avait pas sous-louée.

Les colons semblent être collectivement représentés par un *defensor* et un *magister*

- L'inscription d'Ain el-Djemala (C. 8 25943 ; l'inscription d'Ain-Ouassel C. 8 26416, d'époque sévérienne, semble être une copie de la même décision), est une pétition demandant une décision concernant la culture des *subcesiva* (terres marginales). Il semble que les terres en question aient été occupées par les *conductores* mais non cultivées. L'empereur, par l'intermédiaire de ses procurateurs, a autorisé les pétitionnaires qui étaient vraisemblablement des colons, à exploiter les terres délaissées par les fermiers. On peut donc interpréter cette décision comme un encouragement à cultiver les terres marginales/les friches, en rapport avec pression démographique (« accroissement des habitants », l. 12).

Deux autres précisions dans ce texte :

Le contrat repose sur un versement du tiers de la récolte au fermier, avec là aussi des dispositions particulières pour les cultures arbustives récentes.

Le fermage doit être payé durant 5 ans au fermier (*conductor*), et ensuite à l'administration (la durée d'un bail serait donc de 5 ans).

- L'inscription de Souk el-Khmis (C. 8 10570) est une pétition adressée à l'empereur. Les colons du *saltus Burunitanus* se plaignent de la conduite d'Allius Maximus et d'autres *conductores* et de leur collusion avec le procurateur. Ils se réfèrent à la *lex Hadriana*, à un « règlement perpétuel » (*perpetua forma*) et à des « circulaires » procuratoriennes (*litteris procuratorum*) qui définissent leur statut, leurs droits et leurs devoirs.

A voir ces textes, on devine que les *conductores* sont plus proches du milieu des fonctionnaires impériaux (affranchis ou équestres), comme le montre aussi une dédicace (ILAlg 1 3992) de l'époque d'Hadrien, faite à un procurateur des domaines des régions d'Hippone et Théveste, par son personnel et aussi par les *conductores* de la région d'Hippone. Une autre dédicace (ILAfr 568 ; DFH N° 59, région de Dougga) suggère que ces *conductores* pouvaient être des citoyens importants et étaient regroupés en associations plus ou moins formelles

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

pour des actions communes. Dans ce cas, à mon avis, il s'agit toutefois plutôt de *conductores* de grands propriétaires privés (l'inscription est une dédicace à A. Gabinius Datus, un grand notable de Dougga).

L'organisation de l'espace rural et les rapports ville/campagne

On peut considérer plusieurs exemples locaux.

Il ne faut pas négliger ici que l'étude et la réflexion sur l'organisation de l'espace rural ne peut se faire sans prendre en considération la ville, spécialement dans le cas d'une civilisation souvent présentée comme avant tout urbaine, et dans laquelle effectivement, d'une part la population urbaine était importante (combien ? à mon avis autant si ce n'est plus que dans d'autres régions de l'Empire, et qu'à la fin de l'Ancien Régime en France...), d'autre part les cadres d'organisation institutionnelle et sociale étaient essentiellement civiques et urbains.

- Césarée de Maurétanie/Cherchell (Leveau 1984 ; l'exemple devenu classique) (dia 59)

Ph. Leveau a prospecté (repérages au sol, ramassages de surface) toute la région autour de Césarée, soit une zone d'une trentaine de km d'ouest en est et d'une vingtaine du nord au sud. Il s'agit d'une zone morcelée qui juxtapose des zones physiques très hétérogènes.

Dans cette zone, 241 sites identifiés :

- 60 à 70 *villae*, dont 36 plans relevés, de taille variable, depuis grands centres domaniaux (plus de 2400 m²), jusqu'à des établissements plus modestes (entre 600 et 1000 m²) ;
- agglomérations de taille variable ;
- *castella* ;
- petits habitats isolés ;
- vestiges d'aménagement : réseaux de circulation et d'irrigation (supra).

En ce qui concerne plus spécialement l'habitat, Leveau a pu approfondir son analyse.

Une donnée permanente et fondamentale est celle des cabanes de paysans, sous forme de sites isolés, d'agglomérations regroupées autour de *villae*, ou d'agglomérations autonomes ; ces trois formes n'ont pas forcément coexisté.

En effet, l'élément qui caractérise et organise l'habitat à l'époque romaine est la *villa*.

Économiquement et socialement, elle constitue l'assise rurale, la structure d'exploitation par excellence des aristocraties impériales et municipales.

En ce qui concerne l'organisation de l'espace rural et le lien avec la ville, son rôle est essentiel.

En effet, la cartographie des *villae* autour de la ville dessine un demi-cercle d'une quinzaine de kilomètres de rayon. Au nord de ce cercle, une zone archéologiquement définie par la présence régulière de *villae* ; au sud quasi absence (il est important de signaler que cette limite n'est pas celle de la prospection).

D'autre part, dans la zone nord, il y a des espaces de moindre densité qui s'expliquent soit par des contraintes du milieu, soit comme des enclaves de mode de vie traditionnel. Au sud, la présence de quelques *villae* dans des secteurs éloignés de toute ville traduit l'extrême influence du modèle de la *villa* et/ou son imitation dans le cadre d'un processus de romanisation des formes d'exploitation économiques et sociales.

Qu'en déduit Leveau ?

D'abord, un double constat.

La zone prospectée, et a fortiori la zone des *villae*, ne recoupe pas le territoire de la cité, qui était certainement plus vaste et comprenait aussi des secteurs tribaux.

Elles ne correspondent pas non plus aux limites des influences urbaines, car le contrôle économique de la ville sur la campagne s'exerçait aussi sur des agglomérations paysannes dépendantes, pour certaines situées plus loin.

Ensuite, cette forme d'organisation est propre à une campagne particulière.

Il y a une limite bien connue entre la ville et la campagne, c'est celle du rempart, s'il y en a, des arcs routiers aux portes des villes et des nécropoles et allées de mausolées.

Il y a une autre discontinuité, c'est celle qui sépare une campagne « organisée par la ville », une campagne des *villae*, d'une autre campagne où se sont conservées des formes en partie antérieures à l'établissement du modèle romain, de l'économie des *villae*.

D'après Leveau, elles coexistent dans un même espace administratif et dans la même période, mais l'une est liée à la ville romaine et l'autre au monde traditionnel indigène.

Un autre élément enfin est important, celui du facteur politique. Le développement de Césarée n'est pas seulement lié à l'enrichissement et à l'installation de propriétaires fonciers qui y dépensent leur argent, c'est aussi une ville née d'une volonté politique (fondation royale de Juba II). C'est là un cas de figure qui se retrouve beaucoup en Afrique romaine.

On a d'anciennes bourgades rurales qui se développent (Dougga).

On a des fondations coloniales, impériales, militaires, vitrines de la puissance romaine.

- Autre modèle et autres questions autour de *Thysdrus*/El Jem

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

Ce n'est pas une capitale provinciale mais une simple métropole régionale aux fonctions essentiellement économiques.

On observe autour de cette ville déjà importante une série de bourgades de quelques milliers d'habitants, *Bararus/Rougga*, *Vaga*, *Zeta*, *Sarsura*. Ces petites cités, qui présentent néanmoins une architecture monumentale (notamment *Rougga*), semblent constituer un échelon intermédiaire entre la métropole régionale et le réseau des *villae*.

Modèle similaire autour de *Cirta*, l'échelon intermédiaire étant représenté là par les *pagi* cirtéens (confédération cirtéenne).

Et aussi, semble-t-il, autour de *Volubilis* et *Tocolosida* en Maurétanie tingitane (M. Euzennat).

5 *vici* = gros bourgs (dont 3 à proximité de camps militaires)

6 villages atteignant un ha ; une trentaine de hameaux.

Une soixantaine de fermes isolées ; des constructions rudimentaires et isolées.

La question de fond qui est soulevée ici est de déterminer si les bourgades sont un échelon entre la *villa* et la métropole, ou si la métropole est en relation d'une part avec les bourgades, d'autre part et indépendamment d'elles, avec les *villae*.

Autre question, celle des rapports entre *villa* et *pagus* ?

Ces questions ne peuvent trouver de réponse que dans l'épigraphie. Un exemple : l'apparition de *nundinae* (marchés) dans certains *vici* peut donner une indication sur le fait qu'ils constituent un échelon intermédiaire entre les *villae* et les cités.

- D'une manière générale, le problème soulevé ici est celui du rapport ville/campagne.

Plusieurs schémas ont tenté d'en rendre compte.

Marx et Engels, *L'idéologie allemande* : le rapport ville-campagne est fondé sur une spécialisation des tâches productives : la ville se réserve le travail artisanal et offre aux campagnes les produits de cet artisanat contre ceux de la terre. C'est donc un rapport essentiellement économique.

Werner Sombart/Max Weber et plus récemment Finley/Goudineau (*HFU*)⁴ : ville de consommation/ville rentière. La ville n'est pas un lieu de production, mais de consommation des produits de la campagne. Lewis Mumford (*La cité dans l'histoire*, Paris, 1961) a défini aussi la ville romaine comme un centre de gestion et de domination, lié à la primauté sociale de l'appareil politico-administratif. C'est aussi l'idée de Paul Veyne (*Le pain et le cirque*, Paris, 1976), quand il qualifie le notable (urbain) de « rentier du sol ».

Poussée jusqu'à son terme, cette idée va jusqu'à l'accusation de parasitisme économique et social à l'encontre de la ville antique et d'un monde finalement sur-urbanisé par rapport à ses capacités économiques. Ce serait d'ailleurs pour certains une des causes de sa chute. (Dans le cas de l'Empire, cette idée-là est largement abandonnée ; on a insisté au contraire sur l'idée qu'au moment de la crise du 3^e siècle, c'est le réseau et la structure des cités qui seraient une des causes du maintien de l'Empire).

Dans ce débat, le livre de Leveau a apporté du neuf et permis de dépasser des termes un peu figés.

Il est certain qu'il y a un drainage des richesses de la campagne vers la ville. Une grande partie des dépenses faites en ville, surtout les somptuosités évergétiques, vient de la campagne, à travers notamment la rente foncière. Cf. aussi réseau de la « grande hydraulique » des aqueducs destinés à la consommation et au confort urbain (voir supra).

La richesse des villes ne doit donc pas faire illusion et être interprétée comme le signe d'une élévation générale du niveau de vie de l'ensemble des habitants de l'Empire.

D'autre part, la ville est effectivement, en tout cas sous le Haut-Empire, le lieu de résidence des élites. Elle est une pièce essentielle du système de pouvoir, politique : de Rome sur l'Empire, et social : des notables sur les *humiliores*.

Cependant, selon Leveau, la ville — c'est-à-dire les aristocraties urbaines — joue aussi un rôle actif d'organisation au niveau de l'espace rural et des fonctions économiques (orientation et organisation de la production agricole et du commerce), en particulier à travers la mise en place et l'évolution des réseaux de *villae*. Ce rôle de la ville intervient aussi au niveau du rapport entre la société romaine urbaine et conquérante et les sociétés indigènes traditionnelles et rurales.

A noter, pour illustrer les rapports économiques et sociaux entre ville et campagne, les remarques de Claude Poinssot (1983) sur la romanisation et la société de *Dougga*.

Population et aristocratie punique et numide.

Immigrants : *conductores* et fonctionnaires en charge des domaines impériaux ; spéculateurs, commerçants. Ce sont des Italiens, des citoyens romains, groupés en collège : le *pagus Thuggensis*.

⁴ A noter que les idées et les positions de Max Weber sur ce point sont plus nuancées que ne le laissent paraître les commentateurs ultérieurs, voir sur ce point H. Bruhns 1996.

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

Ce sont de gros propriétaires, qui devaient résider une partie de l'année à Carthage, ce qui explique les liens étroits entre le *pagus* et la colonie de Carthage (participation à la vie religieuse et municipale de la métropole). Leur richesse apparaît bien à travers le nombre et l'importance des édifices publics de la ville, qui sont d'origine évergétique.

Voir aussi l'inscription des *conductores praediorum* (AE, 1921, 24).

Pour terminer, une vraie question sur la ville et la campagne en Afrique : la ville romaine y est-elle la conséquence d'un développement de la société et de l'économie africaine, ou s'est-elle développée sous l'impulsion politique et coloniale des conquérants (étant entendu que l'on parle en termes de tendance dominante) ?

Les tribus

Février 1990, 123 ; Leveau 1993, 184.

(Problème de vocabulaire : les auteurs anciens les appellent *civitas*, *natio*, *gens*, sans que nous puissions toujours faire la différence entre ces mots.)

C'est un élément important de l'histoire de l'organisation de l'espace en l'Afrique. Et aussi un objet de débats entre historiens, notamment autour de la question de la romanisation et de la « résistance » à la romanisation.

- L'exemple des Musulames.

Ils apparaissent en 5-6 p.C., aux côtés des Gétules, vaincus par Cossus Cornelius Lentulus.

Ensuite, ils sont avec Tacfarinas, dans la guerre qui l'oppose à Rome, entre 17 et 24.

Il s'agit d'un peuple puissant, dont le domaine paraît avoir été implanté entre l'Aurès et la dorsale tunisienne, jusqu'à la vallée du Muthul.

Au début du 2^e siècle, en 102, 104-105 et 116, les légats de la 3^e légion cantonnée soit encore à Théveste soit déjà à Lambèse, font placer des bornes délimitant le territoire de la tribu.

Elles remplacent peut-être un bornage plus ancien.

Elles limitent le territoire de la tribu par rapport à des cités : Ammaedara, Madaure.

Et aussi par rapport à des domaines appartenant à l'empereur ou à des particuliers.

Un domaine impérial : le *saltus Massipianus* (NE d'Ammaedara).

Un domaine de sénateur, celui de Lucilius Africanus est situé dans le territoire des Musulames (138 p.C. ; cf. SC autorisant la tenue d'un marché) ; c'est le *saltus Beguensis* (NW de Sufetula).

Si la plupart des bornes délimitent un triangle entre Madaure au nord, Ammaedara et Théveste au sud, le *saltus Massipianus* et le *saltus Beguensis* se trouvent quant à eux plus à l'est, entre Thala et Sufetula : il y a donc imbrication entre les territoires des cités, des grands domaines et celui des Musulames, lequel n'est visiblement pas d'un seul tenant.

D'autre part, Rome a ouvert une série de routes à travers le territoire musulame, notamment la grande route militaire de d'Hippone à Théveste et à Lambèse.

On peut penser qu'après la défaite de Tacfarinas, le territoire des Musulames a été en partie confisqué.

Une partie attribuée à des cités : Théveste, Thala, Madaure dont le statut évolue (Madaure reçoit des vétérans et devient colonie sous les Flaviens). Des centuriations sont implantées, notamment autour d'Ammaedara.

Une partie s'est retrouvée sous la forme de grands domaines, privés et impériaux.

Mais le reste du territoire demeura aux Musulames qui conservèrent leurs cadres politiques traditionnels. Ils furent d'abord placés sous le contrôle d'officiers romains, puis furent rendus à celui de leurs notables qui portèrent le titre de *praefecti gentis*. Ils fournirent une cohorte d'auxiliaires, la *cohors I Flavia Musulamiorum*.

Comment envisager les choses ensuite ? Philippe Leveau l'a bien dit, il y a deux interprétations possibles.

Une pessimiste : Rome établit un bornage pour refouler et cantonner les tribus, en une sorte de réserve indienne à l'américaine, qui dans les faits subit une sorte de mitage de la part de ses voisins, qui bénéficient de la passivité bienveillante, voire de la complicité du pouvoir romain.

Une optimiste : Rome établit un bornage non pas pour cantonner les tribus, mais pour protéger leur territoire. Nous nous trouvons finalement dans le cadre d'une organisation territoriale (et politique) qui cherche à délimiter l'espace au plus précis, afin de préserver les intérêts de chacun. En ce qui me concerne, j'irai plutôt dans ce sens.

En guise de conclusion — rapide — je voudrais reprendre une idée exprimée par Leveau, et insister sur l'hétérogénéité des formes d'organisation de l'espace rural en Afrique romaine, autour d'une césure entre deux grands types d'espaces : les campagnes romanisées marquées par la ville et la *villa*, et les campagnes non romanisées, ou du moins de romanisation plus faible, définie par une moindre influence des cadres romains.

Dualité qui recoupe l'opposition culturelle ressentie par les Anciens eux-mêmes entre monde urbain, civilisé et urbain, et monde indigène/barbare.

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

D- Fermes, *villae*, villages, l'habitat rural

Habitat paysan et agglomérations rurales

Dans le vocabulaire latin, il existe des mots pour désigner l'habitat paysan : *casa*, *cella (rusticana)* (saint Augustin) ; *tuguria* (Salluste, à propos des Numides).

Un certain nombre de recherches, notamment sous la forme de prospections, ont permis d'identifier et de dater (ramassages de céramique) des habitats paysans d'époque romaine.

Matériau, plan, aspect

Prédominance de la terre, ou pierre et terre ; le mortier, les briques et les tuiles sont assez rares. On a aussi des murs élevés en petits moellons, liés par de l'argile ou un mortier pauvre en chaux, ou des blocages de dalles irrégulières maintenant des petits moellons. Sur bien des sites, les seules pierres taillées sont celles du contrepoids ou de la tête du pressoir, ou un élément de porte.

Les sols devaient être le plus souvent en terre battue ou en mortier grossier.

Les pièces sont petites (2,5 sur 3 m dans certains cas). L'éclairage se fait essentiellement par la porte. Il y a parfois un étage.

Certains établissements sont plus importants. Plusieurs bâtiments délimitent une cour intérieure ; il y a un enclos, des dépendances. Parfois des fortifications.

Exemples figurés sur les mosaïques⁵.

- La « bergerie » sur la mosaïque de la famille des Laberii (fin 3^e siècle) ; (Oudna ; musée du Bardo ; une réplique est en place sur le site). (Dias 63)

Commentaire.

La plus ancienne des représentations de domaines situés à l'intérieur des terres (par opposition à celles qui figurent des propriétés de bord de mer). La date de construction de la maison où la mosaïque se trouvait remonte au milieu du 2^e siècle, mais il y a eu des réfections aux 3^e et 4^e siècles qui rendent difficile la datation précise de tous les sols. Pour cette mosaïque, la datation oscille entre le règne de Marc Aurèle et les premiers Sévères (début 3^e, plus probable).

La représentation obéit à un procédé perspectif conventionnel : les scènes sont placées chacune sur une bande de terre distincte et ces bandes s'alignent et se superposent parallèlement au cadre.

Diverses scènes empruntées à la vie quotidienne : labour (en H : nous sommes à l'automne) ; paysan au puits à balancier ; âne chargé avec un valet (transport vers la ville ?) ; traite d'une chèvre ; chasse : au bâton dans un arbre (en H à Dr), au sanglier, aux perdrix rabattues dans une grande nasse, au fauve (à G, c'est l'activité du maître).

Au centre, la « bergerie ». Ferme ou simple bergerie ? Il s'agit en tout cas d'un bâtiment assez modeste. Il y a cependant un étage (3 fenêtres ou seulement des lucarnes servant à l'éclairage et à l'aération du local ?), et un toit en terrasse. Deux portes : une basse et une plus haute pour le passage des hommes et des grands animaux qui doivent être comptés. A peu de distance de la ferme, une tente : logement des saisonniers ?

La modestie de l'établissement laisse en tout cas supposer que les propriétaires du domaine n'y résidaient pas, mais habitaient à la ville, où d'ailleurs la mosaïque se trouvait. [Soit, mais il y avait peut-être d'autres mosaïques...].

- Mosaïque d'Utique (voir infra : *Villae*) : représentation de ferme avec dépendance.

- Les huttes en osier et paillotes des mosaïques nilotiques (infra et dias 64-66)

Exemples archéologiques.

- La « ferme » d'Henrich et Touil, connue par les prospections de *Cillium/Kasserine* – Thelepte (entre 1982 et 1987, équipe USA/Tunisie ; Hitchner 1988 et 1990). (Dias 60-61)

Ces prospections ont mis en évidence une hiérarchie de sites : agglomération urbaine, village, exploitation agricole grande et petite et structures mineures. Traces aussi d'un contrôle des eaux.

Période : 1^{er} – 7^e siècles. Un certain nombre d'établissements sont abandonnés à la fin du 5^e siècle (cf. réapparition du pastoralisme ? Réintroduction des structures fiscales romaines antérieures à l'époque byzantine, sur une économie en déclin ?).

Historiquement, le développement de la région doit sans doute être mis en rapport avec la fondation des centres urbains de *Cillium* et Thelepte au 1^{er} siècle p.C., et l'introduction de l'olivier comme culture de rapport (infra).

Les archéologues ont interprété le site KS 004 comme une grande ferme.

L'unité b semble être la plus ancienne et inclure des quartiers d'habitation et des installations de pressage et de stockage de l'huile.

⁵ Sur les mosaïques : Fantar 1994 ; Slim 1995 ; Yacoub 2002.

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

L'unité a pourrait être un ensemble d'habitation plus tardif.

La série d'enclos au sud et à l'ouest (unités c, d et e) constituait vraisemblablement un ensemble de lopins cultivés (jardins) et de parcs à animaux. Les traces de tour (angle SW de l'unité a et de l'unité C ; unité e) suggèrent une fonction de surveillance.

Les agglomérations

Quelques exemples.

- Les *castella* de la plaine de Sétif.

Colonie créée à Sétif par Nerva. Un siècle plus tard, des inscriptions signalent la construction de murs par les habitants. Il s'agit de paysans de grands domaines, de *coloni*, qui se sont groupés, en gardant leur statut juridique et leurs activités économiques. Ils sont devenus des *castellani*.

Fortification qui atteste d'un degré certain de prospérité et d'une certaine autonomie de ces paysans. Exemple intéressant d'agglomération sur la base des conditions juridiques et économiques d'une population rurale.

- Ph. Leveau (1984) a repéré des agglomérations autour de Césarée. Notamment le site d'Ichérène.

Éperon au confluent de deux oueds. Trois éléments sont ici intéressants :

- Orientations orthogonales qui indiquent une voirie organisée.

- Traces de canalisation alimentant des citernes. Équipement collectif.

- Dispersion d'éléments de pressoir sur toute la superficie du site, qui prouve qu'il s'agissait bien d'une agglomération de paysans. Il y a aussi une huilerie bien conservée.

D'après la céramique, occupation au Haut-Empire, et confirmée pour la période tardive par l'épithaphe d'un prêtre, qui indique l'existence d'une communauté sans doute paroissiale d'une certaine importance.

Prospections de Cillium/Kasserine (cf. supra) : village KS 081. Construit sur le rebord d'une terrasse au bord d'un oued. Occupation 3^e – 6^e siècles. (Dias 62)

Un établissement important comprenant 8 unités.

Unité 1 : 3 bâtiments flanquant une cour ; un avec pressoir.

Unité 2 : habitation avec enclos servant comme aire de battage (?).

Unité 3 : la plus développée avec des pièces sur 3 côtés autour d'une cour triangulaire. La pièce à l'ouest contient les montants et le linteau d'un pressoir encore en place. Dans l'angle SE une autre pièce contenant un pressoir a été visiblement réaménagée en chapelle (culte ou funéraire ?), cf. présence d'un chrisme.

Unité 4 : *horrea* ?

Unité 5 à 8 : plus difficiles à interpréter ; en partie parcs à bétail ? Logements et étables.

Apparemment, les unités 1 et 3 constituent le noyau originel à partir duquel les autres se sont progressivement ajoutées. Présence de tours et d'un mur de défense.

Fonctions commerciales : les marchés (voir infra)

Les villae et l'habitat aristocratique

Généralités

La *villa* est une structure d'exploitation caractéristique de la romanisation des campagnes.

C'est un lieu de résidence rural privé⁶. En général, il s'agit d'une ferme, et aussi du centre d'un domaine foncier (*fundus*). En tant que telle, elle est le cadre d'une activité agricole, mais on peut aussi s'attendre à y trouver des activités artisanales (travail du métal, terre cuite) à l'échelle domestique, voire parfois à une plus grande échelle et éventuellement en liaison avec des sites d'activités de fabrication à grande échelle.

Selon Varron et Columelle, la *villa* est divisée en deux parties principales, la *pars urbana*, résidentielle, et la *pars rustica*, agricole. Cela est confirmé par les fouilles et les prospections aériennes.

La taille d'une *villa* est variable, depuis les petites fermes familiales (Frilford en GB, avec tout de même 22x10 m et 12 pièces) jusqu'aux véritables palais ruraux comme celui de Chiragan dans le SW de la France (la part résidentielle couvre plus de deux hectares). L'évolution vers des « châteaux » de ce genre se fit cependant tardivement et en majorité après le 3^e siècle. Comme le remarque Percival, il y a cependant un certain flou à la base, pour savoir à partir de quelle taille et de quelle allure on peut employer le terme latin de *villa*.

La question de la villa en Afrique

Retour (rapide) aux questions d'organisation de l'espace.

Leveau (cf. supra) a bien montré que les formes d'organisation de l'espace rural, autour de Césarée de Mauritanie, n'obéissent à aucun déterminisme physique ou climatique mais sont le fait du rôle des villes et des élites urbaines qui organisent l'espace environnant.

⁶ Je suis Le Roux 1998, 202 sq. et Percival 1990, 527 sq.

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

Il y a une campagne romanisée, définie par le réseau des *villae*, et une campagne non romanisée définie négativement par l'absence des *villae*.

Des constatations identiques ont été faites pour d'autres secteurs de l'Afrique, et il faut insister sur l'hétérogénéité de l'organisation de l'espace rural, spécialement en Afrique, qui fait coexister des espaces très différents.

D'une manière générale, il faut aussi noter que le nombre de *villae* connues en Afrique est sans doute moins élevé que dans d'autres régions de l'Empire, par exemple Gaules, Germanies, Espagnes. Cela est sans dû en partie au défaut de fouilles, mais aussi peut-être au fait que les riches propriétaires habitaient davantage dans des bourgades. Ph. Leveau : « Les *villae* étaient peut-être plus rares que dans les régions où les villes étaient peu nombreuses ».

L'héritage punique.

Le mot d'origine punique *mapalia* (ou *mappalia*, *magalia*) est sémantiquement proche du latin *villa*. Il désigne à l'origine une habitation rurale, qui peut être une simple ferme. Par la suite, les deux mots ont évolué pour désigner le centre du domaine.

Cf. l'inscription d'Henrich Mettich : *Villa Magna sive Mapalia Siga* : c'est ainsi que les colons appellent le centre du domaine sur lequel ils vivent.

Les Romains n'ont pas inventé la grande exploitation agricole, mais ils l'ont développée et lui ont donné une forme d'habitat et d'exploitation spécifique que l'on retrouve dans l'ensemble du monde méditerranéen occidental.

Il y a des origines carthaginoises : la « tour » d'Hannibal (Liv. 33. 48. 1) ; Appien (*Pun.*, 101) dit qu'au moment de la chute de Carthage « des Africains s'étaient réfugiés dans des tours et des châteaux qui étaient nombreux sur leur territoire ». Ceci est confirmé par les fouilles récentes. Idem pour le royaume de Maurétanie ; en Algérie, le premier état de la *villa* de Nador, entre Tipasa et Cherchell est de l'époque du roi Ptolémée.

La villa romaine en Afrique : l'apport de la mosaïque

Pas de recueil de synthèse sur les *villae* en Afrique.

Beaucoup sont connues par des prospections aériennes ou au sol. Les plans sont bien lisibles, mais la rareté des fouilles ne permet pas de saisir les évolutions chronologiques.

Pour décrire les *villae* africaines on a souvent recours aux représentations figurées des mosaïques.

Problème général : les édifices représentés reflètent la réalité ou s'inspirent-ils de cartons circulant dans le milieu des mosaïstes ?

Un débat sur ce point (voir Bertrand & Coltelloni 2005, 131) :

Picard, plutôt en faveur de représentations fidèles à la réalité (infra).

N. Duval 1986, plus réservé (cf. Fantar, La mosaïque en Tunisie, p. 151) : il est difficile de comparer avec la réalité archéologique des *villae*, mal connue en Afrique ; importance des cartons qui représentaient des modèles plus anciens et venus d'ailleurs, ce qui n'empêchait pas de prendre en compte certains détails caractéristiques (cf. loggia de Tabarka, infra).

Sarnovski 1978, mène une analyse serrée et estime qu'il s'agit de représentations qui correspondent à des constructions réelles, en particulier pour les « villas-palais ».

Pour ma part, il me semble qu'un riche commanditaire, propriétaire d'un véritable palais rural devait tenir à ce que ce soit celui-ci qui soit figuré sur la mosaïque, et non un modèle abstrait. D'autre part, le fait que l'on ait pris soin de représenter certains détails va dans le sens du réalisme.

Quelques exemples.

Première période, avec une série de mosaïques datées entre 2^e et fin 3^e – début 4^e siècles, et auxquelles on ajoutera celle d'Oudna étudiée supra et celle d'El Alia infra. Les édifices y occupent une place secondaire. Les scènes de pêche et surtout de chasse en sont le sujet essentiel et les bâtiments n'apparaissent que comme élément du décor. Nous sommes encore ici dans la tradition hellénistique, tant pour le répertoire que pour la composition et notamment le traitement de la perspective.

- *Villa* de Zliten. Je n'ai pas trouvé de représentations. S'agit-il de la mosaïque d'Hadrumète en partie détruite par les bombardements de 1943 (cf. Yacoub 203 ; Fantar 136) ?

- *Villa* d'Henrich Toungar (*Cincari*), non loin de Tébouba, dans la basse vallée de la Medjerda. Milieu 3^e siècle.

(Dia 70 : registre supérieur seul)

Commentaire.

Scènes de chasse (sanglier ; lion dévorant un cheval). Dans le registre supérieur le maître et son valet s'apprêtent à partir pour la chasse. Sur un autel est allumé un feu pour le rite des offrandes cynégétiques. Importance des représentations de chasse qui illustrent la vie du maître (*otium*) et la domination qu'il exerce à travers la maîtrise des forces sauvages.

Édifice semi circulaire à l'arrière-plan, composé de trois pavillons reliés par des galeries en arc de cercle. Deux niveaux : un rez-de-chaussée avec un grand nombre de pièces qui devaient ouvrir sur l'extérieur par de véritables portes-fenêtres ; à l'étage, chambres en retrait donnant sur une galerie.

Dans la mesure où l'édifice est parfaitement adapté à la scène à laquelle il sert de toile de fond, on s'est demandé si le mosaïste n'avait pas créé un cadre architectural artificiel. Toutefois, Picard a montré que cet édifice appartient à un type bien connu, celui de la villa de la Farnésine à Rome (règne de Tibère), repris dans un grand nombre de villas rurales, par exemple à Brioni en Istrie. On notera que d'importantes dépendances étaient d'habitude situées derrière les bâtiments semi-circulaires.

Noter aussi que nous avons ici une forme de variante de la villa à galerie façade, type fréquent en Occident, avec pavillon d'angle ou en saillie. On en verra d'autres illustrations.

- Mosaïque d'Utique, provenant de la maison dite des Protomés, sans doute fin du 3^e siècle. (Dia 71)

Commentaire.

Campagne au relief accidenté (plaine resserrée et collines aux versants plantés ; ressemble aux environs d'Utique) ; plantée de vignes montées sur cerceau, d'oliviers et de cyprès ; scènes de chasse et de cueillette. D'après Mohamed Yacoub, il s'agirait d'un domaine voué exclusivement à l'arboriculture.

Dans le registre inférieur, il y a un bâtiment de petites dimensions, avec des lucarnes et une porte ouverte (rappelle celui de la mosaïque d'Oudna, supra) ; il est jouté par une petite construction voûtée munie de deux fenêtres : ferme et dépendance.

En haut, tour carrée assez massive, construite en grosses pierres de taille et surmontée d'une corniche ; en contrebas, fontaine ou moulin. Il s'agit sans tour d'une tour de surveillance, comme les propriétaires avaient l'habitude d'en édifier sur leurs domaines.

Cf. Leveau 1993, 168. Il mentionne le phénomène des *turres*, habitations civiles fortifiées qui s'organisent autour d'une cour intérieure. Rez-de-chaussée : magasins et étables/écuries ; étage pour les hommes. Conçues sans doute pour recevoir les habitants d'un domaine en cas de troubles. Cela dit, elles apparaissent tôt — dès le 2^e siècle — dans certains secteurs comme la Libye, et ne paraissent pas être liées forcément à un contexte d'insécurité. D'ailleurs, tradition des *pyrgoi*, dans la Méditerranée orientale et en Afrique carthaginoise même (tour d'Hannibal, supra).

Deuxième période. Imposante série de mosaïques tardives (4^e – 6^e siècles). Les paysages cèdent la place à des habitations rurales présentées dans un cadre domanial. Évolution de la composition aussi : on passe d'un rendu illusionniste de l'espace à un système de registres juxtaposés et de perspective aplanie. Deux exemples particulièrement connus : Julius et Tabarka.

- Exemple le plus célèbre : mosaïque du seigneur Julius ; (4,50 x 5,65 m) ; ornait la salle en abside d'une demeure de Carthage.

Commentaire.

Trois registres superposés. Celui du milieu d'abord.

Imposante demeure à étages avec dépendances ; presque un château fortifié. Construction en pierres de taille bien appareillées.

Corps de logis à deux étages avec tours carrées aux angles. Rez-de-chaussée massif et aveugle avec ouverture cintrée et solide porte cochère à deux battants.

(Contra : hypothèse de restitution de N. Duval ; la villa serait représentée en perspective aplanie : mur d'enceinte et galerie façade ; les tours deviennent des pavillons d'angle).

Étage : immense galerie de 15 arcades en marbre (?) blanc. Corniche.

Derrière : palmier qui évoque l'idée d'un parc.

Bâtiment rectangulaire en pierre avec toit en tuiles à double pente : pièce d'apparat et de réception ? (Duval, cf. *oecus* : salle de réception à colonnade interne souvent placée dans l'axe de la maison).

Quatre tours rondes couvertes en coupoles (une grande, trois petites avec fumée) : certainement thermes.

Autres éléments du décor : Activités du maître (réception, chasse) et de la maîtresse (toilette, repos) qui sont représentés en vedettes au registre inférieur ; c'est autour d'eux et surtout de la demeure que le tableau s'ordonne. On notera le statisme et presque le hiératisme des personnages. Le maître reçoit un message sur lequel est inscrit : *D(omi)no Iu(lio)*.

Vie du domaine. Travaux agricoles, élevage, pâturage, cueillette, viticulture.

- La villa de Tabarka. Fin 4^e – début 5^e siècles. Trois tableaux circulaires d'une salle en *trifolium*.

1^{er} tableau. (Dia 72)

Commentaire.

Villa assez proche de celle du seigneur Julius ; entourée d'un jardin. Surmontée à l'étage d'un portique avec tours/pavillons d'angle aux extrémités. Toits en pente avec tuiles. Fenêtres à croisillons.

1^{er} plan : huit petites pièces à coupole : thermes ou greniers ? Bâtiment à gauche avec large porte et trois fenêtres cintrées : grange/remise/écurie ?

Mur de clôture percé de cinq fenêtres carrées à croisillon ; à droite, grande porte cochère cintrée avec linteau formé de voussoirs en pierre taillée. Cette porte semble avoir été « rabattue » en avant sur la façade (voir les

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

restitutions : c'est le procédé de « représentation » synthétique cher à l'art de l'Antiquité tardive qui permet de représenter sur un même plan tous les éléments de la maison, cf. N. Duval). C'est une « façade iconographique ».

Là aussi plusieurs hypothèses de restitution : Duval et Sarnowski. (Dia 73)

2^e tableau. (Dia 74)

Commentaire.

Trois groupes de bâtiments au milieu d'un vignoble sur cerceaux complanté d'arbres fruitiers.

Le plus important (1) est formé d'un ensemble assez hétérogène : bâtiment central, fenêtres dont une avec persiennes. Sur les côtés, annexes dissymétriques.

Au premier plan (2), bâtiments couverts de chaume avec de nombreuses fenêtres.

Interprétation. 1 : maison de l'intendant avec cellier et pressoir ? 2 : bureaux/magasins/étables-pigeonniers et/ou habitations destinées au personnel exploitant (ouvriers, esclaves) ?

3^e tableau. (Dia 75)

Commentaire.

Paysage champêtre avec bergère et quenouille. Édifice avec toits en terrasse et murs crépis. Mais une *villa* tout de même avec galerie façade, pavillons d'angle et pièce d'apparat (? Cf. maison Julius). À droite un escalier qui était peut-être aménagé au fond de la cour (perspective aplanie et représentation synthétique). Une originalité : sorte de loggia à droite, qu'il est bien difficile d'articuler avec l'ensemble.

Là encore plusieurs hypothèses de restitution : Duval et Sarnowski. (Dia 76)

Interprétations d'ensemble.

(P. Romanelli) 1 : *villa urbana* ; 2 : *villa fructuaria* (greniers) ; 3 : *villa rustica* (Columelle) ; mais les bâtiments représentés ne me semblent pas correspondre à la description de Columelle, en particulier le 3^e tableau (greniers).

Je me demande aussi s'il n'y aurait deux résidences pour le maître sur le domaine (été/hiver ; réception/plus intime).

Les mosaïques traduisent bien la domination sans partage des grands propriétaires sur les campagnes au 4^e et au début du 5^e siècles.

Lien avec la vie urbaine et municipale : la mosaïque de Iulius se trouvait à Carthage, même si elle représente un domaine qui devait se trouver dans les environs ; le propriétaire se partageait entre résidence en ville et domaine(s) rural(-raux). Cf. le moissonneur de Mactar, déjà au 3^e siècle (CIL, VIII, 11824, l. 22) qui déclarait avoir une *domus* et une *villa*. L'aristocratie se partage donc entre la ville et la campagne. Elle tire ses ressources de la terre et y mène une vie seigneuriale (domination économique et sociale), mais elle est aussi présente en ville, où elle exerce des responsabilités et charges civiques.

L'apport de l'archéologie : les *villae* de la région de Cherchell (Leveau 1984).

Les prospections de Philippe Leveau autour de Caesarea ont permis de repérer 36 établissements agricoles de type *villa*.

Les plans sont très divers, mais si l'on cherche un type de *villa* africaine dont les établissements observés dans la région de Cherchell seraient typiques, on pourrait le définir selon quelques caractéristiques que l'on retrouve d'ailleurs en d'autres endroits (région de Théveste, Algérie occidentale).

Situé sur une hauteur ou un éperon ; terrassé avec mur de soutènement (ce qui fait qu'on les a souvent pris pour des forts, d'autant plus qu'il y a souvent aussi des murs d'enceinte).

Plan ramassé ; cour/péristyle intérieur.

Alimentation en eau assurée par des citernes (souterraines).

Entrée marquée par une porte monumentale.

Les *villae maritimae* et le littoral

La *villa* maritime est un phénomène ancien en Afrique. La plus ancienne connue est celle de l'îlot de Mogador, situé à 400 m de la côte marocaine. Bâtie à l'époque d'Auguste, elle occupait une centaine de mètres de front de mer. On en connaît d'autres en Tripolitaine, à proximité de Lepcis Magna, par exemple celle dite de l'« Odéon maritime ».

Là aussi, exemples d'après des mosaïques du Bardo.

- La mosaïque avec paysage nilotique (El Alia, au sud de Mahdia ; Musée du Bardo). (Dias 64-66)

Commentaire.

Deux mosaïques qui pavaient les salles de réception d'une somptueuse demeure du 2^e siècle. Elles célébraient la gloire du dieu Nil, dans la tradition picturale hellénistique de la perspective. En quelque sorte des « planches géographiques ». On s'est demandé toutefois si le mosaïste ne s'était pas aussi inspiré du paysage local, et notamment de la falaise d'El Alia ou d'un de ces petits golfes comme il en existe sur le littoral au nord et au sud

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

de Mahdia (il semble bien que le paysage soit finalement plus marin que celui d'une plaine inondée ; les poissons sont marins).

Beaucoup de bâtiments sont représentés.

Villa à cour ouverte (dia 64) : type courant dans l'Empire ; rappelle les maisons de plaisance du littoral campanien évoquées par les peintures pompéiennes.

Villa à cour fermée (dia 66), avec pavillons d'entrée et tours, jardin

Huttes en osier ; maisons avec jardins intérieurs qui sont sans doute des pavillons de plaisance en bord de mer ; chapelle tétrastyle avec statue de divinité.

Noter les larges fenêtres (dia 65), à mettre en rapport avec l'invention du verre à vitre à cette époque, qui rend possible ces larges ouvertures.

Le thème des résidences littorales a souvent été traité par les peintres et les mosaïstes. C'était un des *must* de l'art de vivre à la romaine. Ici, il est difficile de distinguer la part du genre et de la convention, mais il semble bien que le carton soit ici inspiré en grande partie par le paysage des environs de Carthage où, de tous temps, ont existé de nombreuses « stations balnéaires », avec de belles résidences d'été.

- La mosaïque des thermes de Sidi Abdallah, près de Bizerte. (Dia 77)

Très abîmée et restaurée. D'après une inscription, le domaine représenté est le *Fundus Bassianus*, qui appartenait à un certain Sidonius. Belle villa avec galerie en bord de mer.

E- Productions et échanges

Je l'ai dit, la richesse agricole de l'Afrique était proverbiale. Dans la *Guerre de Jugurtha* (17), Salluste la qualifie d'*ager frugum fertilis*, terre riche en productions.

D'ailleurs, l'Afrique est aussi une des rares régions où la qualité d'agriculteur est reconnue et fait l'objet de mentions élogieuses sur des inscriptions. Trois exemples au moins :

le plus connu : le moissonneur de Mactar ;

l'épithaphe de Q. Vetidius Iuvenalis qui avait rempli toutes les fonctions municipales et fut le père de trois chevaliers romains : il y est dit *agricola bonus* (IIAlg 1362) ;

l'*agricola, conductor* du *Fundus Aufidianus*.

Fondamentalement, trois grandes productions — la trilogie méditerranéenne traditionnelle — blé, vigne, olivier (cf. leur représentation fréquente, en association, sur des mosaïques). Ne doit pas faire négliger d'autres produits moins connus, à cause de leur moins grande visibilité documentaire : fruits et légumes, pêche et produits de la mer, bois.

Le problème clé ici est celui de la croissance ; il se pose particulièrement en ce qui concerne l'oléiculture et la production de l'huile.

Le blé et les céréales

La bibliographie sur la production du blé en Afrique est assez pauvre. Pas d'études spécifiques.

Le blé dans l'Antiquité est une culture politique. Il est certain que le pouvoir romain est intervenu très tôt, dès l'époque républicaine, pour encourager la production de blé pour l'alimentation de la ville de Rome. Le pouvoir impérial poursuivit et systématisa cette politique.

Cette question sera abordée plus particulièrement dans l'appendice consacré à l'Afrique et l'approvisionnement de Rome.

Pour l'instant, je rappelle seulement un point capital : le rôle déterminant de l'Afrique dans l'approvisionnement de Rome en céréales n'est pas lié à une fécondité et à une productivité particulièrement importantes, mais à sa situation coloniale. Les Romains, c'est-à-dire le pouvoir romain (l'empereur et une poignée de grands propriétaires), exportaient une partie de la production locale sans se soucier d'éventuelles pénuries locales. En dehors de cette exportation destinée à l'annone de la capitale impériale, le blé d'Afrique n'était guère présent dans le commerce de l'Empire.

La céréaliculture est ancienne en Afrique, aussi bien dans le domaine punique que dans celui des royaumes de Numidie.

Elle côtoyait une arboriculture qui était considérée comme plus rentable et donc préférable dans le cadre d'une production destinée à la commercialisation et à l'exportation. C'est pour cette raison qu'au lendemain de la chute de Carthage, les Romains firent couper les arbres du territoire de la cité. Deux raisons : supprimer la concurrence des produits issus de l'arboriculture carthaginoise ; constituer une terre d'approvisionnement pour l'annone de Rome.

Par la suite, l'arboriculture ne revient en force qu'à partir du 1^{er} - 2^e siècle p.C., surtout avec la culture de l'olivier. La culture de la vigne semble s'être davantage maintenue.

Les espèces céréalières.

Rappel : en latin *frumentum* est un terme générique qui désigne toutes les céréales à épis, par opposition aux *legumina*. Deux autres mots existent dans l'usage courant pour désigner le blé : *triticum* et *far* (qui est plutôt un sens alimentaire).

Parmi toutes les variétés de céréales, deux semblent être plus particulièrement répandues en Afrique.

- La principale est l'orge (*hordeum*) : il convient à des sols légers et caillouteux et a un cycle végétatif plus rapide. Cependant, elle n'avait pas très bonne réputation auprès des agronomes latins (Columelle) qui la considéraient comme une « céréale de disette » à cause de sa faible valeur nutritive.

- Le blé indigène paraît être le blé dur (*triticum durum*). Il devait fournir l'essentiel des quantités exportées vers Rome. Le blé tendre (*triticum vulgare*) n'était pas absent mais demeurait cantonné à des zones particulièrement fertiles, par exemple des oasis ou des terres irriguées.

Les façons culturales

Par la précocité et la sécheresse de sa saison estivale, le climat méditerranéen exerce une contrainte spécifique sur la vie agricole. La sécheresse printanière a pour conséquence l'échaudage des graines (dessèchement sous l'effet de l'insolation). Il est donc préférable d'ensemencer à l'automne (d'octobre à novembre, à la suite des pluies qui caractérisent cette saison en zone méditerranéenne) pour que la récolte ait lieu en juin (il faut sept

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

mois au moins pour que le grain arrive à maturité). Ce sont ces céréales d'hiver qui assurent les meilleurs rendements et les meilleures qualités.

C'est ce cycle de culture qui détermine l'assolement, c'est-à-dire la succession de cultures variées sur un même sol, à intervalles réguliers, pour en faciliter la régénération.

Il faut préciser que l'usage de l'assolement résulte en effet de ce que certaines plantes ne peuvent pas être cultivées indéfiniment sur les mêmes sols sans que celui-ci s'appauvrisse, et cela même s'il est fumé abondamment et régulièrement.

Il est donc nécessaire de procéder à une rotation, voire de laisser la terre sans récolte (jachère). Rappelons quelques fondamentaux.

- *Rotations de cultures* :

À une plante gourmande en azote, comme les céréales, on fera succéder une légumineuse fourragère, comme le lupin (dont Plinius a beaucoup célébré les mérites). La plante peut en effet servir au fourrage des animaux, ou servir d'engrais vert (herbe et feuille que l'on enfouit vertes avec le labour pour servir d'engrais). Elle enrichit aussi la terre en azote.

On pourra aussi intercaler une légumineuse alimentaire (pois, fèves, lentilles...) qui aura une vertu « nettoyante ». En effet, les céréales sont des plantes « salissantes », elles ne permettent pas de nettoyer la surface du champ des mauvaises herbes qui l'envahissent et coexistent avec elles (pas de pesticides ni de désherbant !) ; à contrario, les légumineuses exigent un gros travail de sarclage.

D'autre part, chaque espèce de plante a ses parasites spécifiques : le fait d'alterner empêche donc le développement durable de ces parasites.

- *Jachère* : ce n'est pas à proprement parler un repos de la terre, mais une période d'improductivité durant laquelle on effectue des travaux de préparation, notamment des labours : au printemps pour défoncer la terre avant que ne s'installe la croûte sèche et y fixer l'azote emprunté à l'air ; en été pour maintenir la terre meuble ; à l'automne, après le semis, pour enterrer la graine. La jachère bien faite est donc coûteuse en travail.

Dans l'Antiquité, et en Afrique, ces questions d'assolement et de jachère doivent être traitées avec prudence car beaucoup de données nous échappent.

On connaît le texte de Plinius (*Nat.*, 18. 187) qui cite la recommandation de Virgile (*G.*, 1. 73-76) selon laquelle il faut laisser reposer la terre un an sur deux avec une rotation légumineuse-blé. Il semble que c'était la pratique la plus courante. Des systèmes de rotation triennale devaient exister, avec l'association d'une deuxième céréale ou d'une deuxième légumineuse, mais on n'en a pas de trace autre que littéraire (Columelle, 2. 10. 7 : navet, froment, fève ; Plinius, 18. 191 : millet, épéautre, orge, ou millet, rave, froment).

Les rendements

Ils sont mal connus ; ordinairement, ils tournaient autour de 10 pour un (chiffre donné par Saint-Augustin pour la Gétulie). Des records sont mentionnés par les textes (1/100 [Varron, *Rust.*, 1.44-45], 1/150 [Plinius, *Nat.*, 17.41] pour la Byzacène), mais il s'agit de conditions particulièrement favorables sur des espaces restreints.

Les principales régions productrices

Elles étaient situées :

sur les terres phosphatées de la Tunisie centrale, à l'ouest de Sousse (Byzacène) ;

dans les hautes vallées de la Medjerda

sur les plateaux de la région de *Cirta*/Constantine, Guelma, Constantine (Numidie).

sur le plateau de Sétif et la plaine de la Medjana (Algérie orientale)

dans la plaine de Sidi-bel-Abbès et les plateaux de Tiaret et du Sersou (Algérie occidentale).

L'huile et le vin (voir le cours sur ce sujet présenté à part)

Autres productions

Vergers

On se rappelle que l'*agricola* du *fundus Aufidianus* a aussi planté un « verger avec des treilles ».

Il est question aussi du verger dans l'inscription d'Henrich Mettich (l. 58) : il paraît avoir été limité en superficie et localisé obligatoirement près de la maison du colon.

Quels étaient les arbres plantés dans ces vergers ? On le sait d'après les sources littéraires et aussi les mosaïques qui les représentent fréquemment, à côté des résidences domaniales : le figuier était très courant, et aussi les pommiers et poiriers, amandiers et pistachiers, grenadiers, dattiers.

Des fruits secs étaient produits et exportés.

Cultures maraîchères et fruitières, dans les faubourgs des grandes villes (*suburbium*). Horticulture de luxe (*pastio villatica* de Varron).

Bois

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

C'est une production mal connue. Il est un secteur qui devait pourtant en employer beaucoup, c'est celui de la construction, cf. les forums, temples et capitoles ; ensuite les basiliques chrétiennes : la cathédrale de Tipasa avait une nef centrale de 14 m.

Cela implique une exploitation de la forêt et plus spécialement des essences capables d'être utilisées pour de tels volumes.

Il y avait aussi une exploitation de bois précieux, qui est connue par des constitutions constantiniennes.

Exploitation du sous-sol

La seule carrière qui a une importance à l'échelle de l'Empire est celle de *Simitthu*/Chemtou, qui produit du marbre jaune. Elle a fait l'objet d'une exploitation intensive, comme le montre le réaménagement et le pavement de la voie Carthage-Thabraca en 129 par Hadrien : c'était l'axe par lequel les marbres étaient acheminés. Exportation en particulier vers Rome.

Carrières de marbre aussi à Hippo Regius (blanc à veines bleutées) ; exportation vers Ostie/Rome aux 2^e – 3^e siècles.

Chasse, pêche et activités dérivées

Bêtes sauvages pour le cirque ; consommation locale et exportations. (représentations fréquentes sur les mosaïques)

La pêche était une activité importante, souvent représentée sur les mosaïques. (Dia El Alia)

Son étude entre maintenant dans le domaine de l'archéologie mais pas d'étude d'ensemble pour l'Afrique.

En revanche, on connaît bien une industrie de transformation liée à la pêche : les salaisons (*salsamenta*) et sauces de poisson (*garum*). C'étaient des produits caractéristiques du goût romain. Ils étaient exportés dans des amphores (notamment Africaines II A et II C ; Bonifay 2004, 472 [dia 101]) et se sont diffusés dans les provinces (en particulier par le marché militaire), en donnant lieu à un commerce intense.

La production du *garum* a connu un essor considérable à partir du 1^{er} siècle, en Italie (Pompéi), mais aussi en Bétique, Lusitanie, Maurétanie Tingitane, Afrique.

Les bancs de poissons bleus saisonniers (maquereaux, thons, sardines) quittaient le golfe de Guinée pour se diriger vers le nord au moment de la reproduction. Ils longeaient les côtes, passaient le détroit de Gibraltar, puis faisaient le chemin inverse après le frai.

Lors de ces déplacements, ils étaient repérés par des guetteurs depuis la côte et pêchés en grande quantité.

Les prises étaient ensuite traitées dans des fabriques de salaison qui jalonnaient les régions côtières. Il y avait des salines à proximité qui fournissaient le matériau indispensable à la fabrication.

Deux catégories de produits étaient fabriqués :

les *salsamenta* (salaisons de poisson ; poisson salé) : chair du poisson découpée, déposée dans des cuves avec de la saumure puis mise dans des amphores à col large et expédiée ;

le *garum*, obtenu par la macération du poisson avec des herbes, puis filtrage et mise en pot ou amphore.

Cette activité se faisait dans des installations spécialisées placées sur le littoral. On peut prendre deux exemples, situés dans deux régions différentes de l'Afrique :

- L'« usine » de Cotta (Ponsich 1988, 150 sq.).

Située au Maroc, sur la côte atlantique, au pied du ras Achacar, près de Tanger. Grand édifice de 56 x 40 m, situé à 100 m de la plage. 1^{er}-3^e siècles. Trois parties. (Dias 94-95)

Salle de préparation (B) pour nettoyer et couper les poissons ; les supports des tables de découpage sont encore bien visibles.

Salle de salaison/saumurage, au milieu (A) ; cuves pour la macération des morceaux noyés dans le sel ; chaufferie ; magasin. Elle est entourée par un couloir de circulation.

Magasins de stockage (C) des amphores avant expédition.

- L'« usine » de Nabeul (Slim et al. 1999).

Un résultat des recherches récentes sur le littoral de la Tunisie : importance des industries dérivées de la pêche, dans cette région où leur présence était jusque-là sous-estimée. Sur l'ensemble du littoral prospecté (dia 96), on a identifié pas moins de 38 points de production, dont une dizaine d'importance majeure.

L'usine s'est installée à la fin du 1^{er} siècle, vers 60-80. (Dias 97-100)

Cour centrale (XII-XXII) reliée à la mer par un chemin dallé (réception du poisson) ; elle est entourée par une galerie, des bassins, un entrepôt (?) (salle XIII). Les sols sont en béton de tuileau pour imperméabiliser les pièces. La cour devait être utilisée pour la préparation des poissons avant leur saumurage dans les bassins ; il y avait apparemment une grande table de découpage au milieu.

Modifications à la fin du 2^e siècle : de nouveaux bassins sont creusés, les galeries sont refaites avec un nouveau béton (*opus figlinum* : béton avec inclusion de tessons). Certains bassins sont remplacés par une habitation avec une cour à péristyle sur laquelle ouvrent des chambres et une pièce noble avec mosaïque.

Courant 3^e siècle : abandon progressif des installations industrielles ; quelques bassins restent utilisables jusqu'à la fin du 4^e siècle.

L'augmentation du nombre de bassins, l'amélioration de la qualité des sols et l'apparition d'une habitation avec pièce d'apparat sont signes d'un enrichissement des propriétaires. On peut supposer donc un développement de leur activité qui coïncide avec la période de prospérité des 2^e et 3^e siècles.

On a pu analyser des restes de poissons qui montre que l'usine produisait du *garum* et des poissons salés (sardines, anchois, rougets, maquereaux) ; en effet certains bassins montrent des traces de décomposition et de brassage typiques de la fabrication du *garum* ; un autre bassin montre au contraire que les dépôts n'ont pas été brassés, ce qui correspond à celle des *salsamenta*. (Dia 100)

Il y a des sites d'ateliers de potiers à proximité qui ont pu produire des amphores (Africaine II) susceptibles d'avoir servi au transport des salaisons. Le sel pourrait provenir de Korba, ce qui expliquerait la présence de plusieurs usines dans la région du Cap Bon.

Élevage

Élevage de luxe dans les viviers des *villae*. Aussi : volaille, oiseaux rares (*pastio villatica*).

Usage d'abord aristocratique et lié à la consommation des grands centres urbains, apparu d'abord à Rome puis en Italie et dans les grands centres provinciaux.

Pour l'élevage courant, il est difficile de dresser un tableau parce que les études d'archéozoologie sont encore rares en Afrique. Les races en particulier sont très mal connues (peu de sources en dehors des mosaïques et des reliefs funéraires).

L'élevage bovin était important depuis la protohistoire (cf. restes d'offrande funéraires) et cette importance s'est maintenue durant toute la période historique, à côté des ovins, moutons et chèvres.

L'onomastique, connue par les données épigraphiques, révèle un certain nombre de noms dérivés de métiers liés à l'élevage ; cf. *Celtianum* dans le Constantinois : Asellarius : l'ânier, Caprarius : le chevrier, Catervarius : le marchand de bestiaux, Oriara : la marchande d'oies

Autre document épigraphique : le tarif de Zarai (près de Lambèse ; Troussat 2002-2003 ; dia 102) fait une très large place aux animaux d'élevage habituels : chevaux, mulets, ânes, bœufs, porcs, moutons et chèvres, et aussi aux produits dérivés de l'élevage. Sur 38 articles, 20 au moins sont à ranger dans cette catégorie. On en a donc conclu avec raison qu'il s'agissait d'une région à forte vocation pastorale.

Enfin, on ne sait pratiquement rien des aspects juridiques et économiques, par exemple les rapports entre l'élevage et l'activité agricole ou les relations entre agriculteurs et éleveurs (cf. CIL, VIII, 23956, qui fait allusion à des conflits, mais le texte est lacunaire).

Les échanges locaux : marchés et *nundinae*

On évoquera les échanges et les transferts à l'échelle régionale et extérieure dans l'appendice consacré spécialement à la question de l'approvisionnement de Rome, et dans le retour sur le vin et l'huile.

Quelques mots sur les échanges locaux, d'après l'article de Brent Shaw (1981), et celui de Moheddine Chaouali (2002-2003 ; récapitule les sources épigraphiques).

Les marchés ruraux périodiques de l'Afrique du nord antique étaient une institution économique et sociale très importante, mais qui a été peu étudiée. Quelques précisions peuvent toutefois être apportées.

La périodicité des marchés est une caractéristique essentielle mais variable :

foires annuelles des régions montagneuses qui restent en marge de l'autorité romaine ;

marchés bi-mensuels ou hebdomadaires attestés dans certaines cités et surtout sur le territoire des grands domaines.

- Les fonctions des *nundinae* ne se réduisaient pas aux échanges commerciaux, même si ceux-ci étaient bien sûr essentiels. Elles étaient aussi administratives, en rapport avec les attributions et les agents des cités (dans le cadre du système romain), et aussi avec la gestion des grands domaines, par exemple : contrôle des déplacements de populations nomades ; contrôle des populations locales ; location de main d'œuvre temporaire ; circulation de l'information ; paiement des impôts et taxes.

(Les marchés font d'ailleurs l'objet d'une surveillance militaire afin de ne pas risquer de troubles à l'ordre public : Chaouali 2002-2003, 381).

Les fonctions étaient aussi culturelles : expression des rites locaux ; diffusion des croyances nouvelles.

- Moheddine Chaouali (2002-2003) insiste aussi sur le fait que les marchés dans les grands domaines constituent un moyen d'enrichissement important pour les propriétaires (par la levée de droits divers, y compris impériaux, et par les dépenses faites par les colons dont certaines profitent au propriétaire), et que c'est une des raisons pour lesquelles ils en recherchaient la création (cf. inscription d'Henchir El Begar, texte polycopié).

Les marchés étaient donc un centre névralgique de la vie rurale, à la fois relais et substitut de la cité et élément essentiel du système domanial.

F- La société rurale

Nous avons déjà en bien des endroits de ce cours abordé des aspects de la société rurale. On peut à présent centrer davantage notre propos sur cette question qui est relativement bien connue grâce à des sources assez abondantes.

Les strates supérieures de la société provinciale : les *honestiores*

Il s'agit du groupe social qui concentre la fortune foncière : grands propriétaires et qui détient le pouvoir social et politique : sénateurs, chevaliers, notables municipaux.

C'est l'aristocratie provinciale et aussi celle de l'Empire, il n'y a pas de césure à ce niveau. Ce sont ceux que l'on commence à appeler sous le Haut-Empire, les *honestiores*. C'est le signe d'une stratification sociale qui accorde une place de plus en plus importante aux clivages économiques et sociaux par rapport aux statuts juridiques (citoyenneté : la différence riche/pauvre devient de plus en plus déterminante par rapport à la distinction citoyen/non citoyen).

Qui sont-ils ? Qui compose ce groupe ? Quelle est l'origine de leur richesse ?

Il y a d'abord un groupe de gens qui constituent le sommet du panier et peuvent être définis comme des magnats et des seigneurs de la terre. Ils forment la strate supérieure de l'aristocratie provinciale et appartiennent de ce fait à l'aristocratie impériale. C'est parmi ce groupe que se recrutent ceux qui font partie ou qui intègrent les ordres supérieurs de l'Empire, l'ordre sénatorial et l'ordre équestre.

Il y a les descendants des chefs indigènes ralliés aux grands *imperatores* à la fin de la République, et de ceux ralliés ensuite à l'empereur.

Aussi les descendants des nobles romains qui avaient reçu des terres lors de la phase de conquête, notamment au moment de l'établissement des centuriations. Ils ont aussi profité d'héritages transmis par des provinciaux qui voulaient s'assurer leur patronage. Dans bien des cas, ils ont aussi accaparé des terres illégalement.

Un autre ensemble est celui des chevaliers romains qui ont investi une partie de leurs profits dans la terre africaine.

A l'échelon inférieur, les notables municipaux appartiennent aussi de plein droit au groupe des *honestiores*.

Un groupe important : celui des agriculteurs qui viennent des profondeurs de l'économie africaine, pour reprendre une formule de Paul Veyne à propos de Trimalcion. On connaît l'exemple du moissonneur de Mactar. Un cas très significatif est celui de Q. Vetidius Iuvenalis — dont il a déjà été question supra — dit *agricola bonus* dans son épitaphe (IIAlg 1362). Il avait rempli toutes les fonctions municipales et il fut le père de trois chevaliers romains, ce qui suppose une assise foncière importante et montre une famille en pleine ascension sociale dans les structures sociales et administratives de l'Empire.

Parmi les notables municipaux, il y a aussi les vétérans (ils sont d'ailleurs considérés comme tels d'un point de vue juridique), surtout les anciens centurions ou décurions. Beaucoup utilisaient leur capital et leur prime de congé pour acquérir des terres, dans leur région d'origine ou dans celle où ils avaient servi. Ils se voyaient fréquemment intégrés dans les institutions municipales. En raison de leur expérience et de leur autorité, ils y jouaient un rôle important.

N'oublions pas d'ailleurs que l'armée jouait un rôle économique productif (je ne parle pas ici de son rôle de marché) non négligeable : la 3^e légion a son territoire (*prata legionis*) ; la main d'œuvre militaire intervient dans les travaux agricoles : à El-Mahder, une *vexillatio* a fait graver une dédicace alors qu'elle se trouvait là pour couper les foin : *morantes ad fenum sec[andum]* (D. 2484).

Autre catégorie importante, celle des *conductores*. Il y a deux catégories de fermiers, comme le dit le *Digeste* (*De iure fisci*) (49. 14. 3. 6) : *conductores uectigalium publicorum et agrorum*, c'est-à-dire :

fermiers des grands domaines, impériaux et autres ; ils disposaient donc de capitaux importants, d'une expérience et d'un savoir faire approfondis ; comme je l'ai dit c'étaient des entrepreneurs de culture qui faisaient fructifier les domaines qu'ils exploitaient et leur propre fortune ;

fermiers des travaux et surtout revenus publics (les impôts, *uectigalia*) ; publicains.

Il y avait parmi eux des personnages de haut niveau, notamment des chevaliers, plus spécialement dans la catégorie des fermiers d'impôts. Mais il y avait aussi des personnages qui pour être d'un rang plus modeste, n'en occupaient pas moins une place importante dans la société locale et faisaient partie des notables qui siégeaient dans les assemblées municipales.

On mentionnera bien sûr ici le *conductor agricola* du *fundus Aufidianus*, et aussi les *conductores* des domaines de la région de Dougga qui ont dédié une statue à un grand notable de cette ville, A. Gabinius Datus (cf. Khanoussi & Maurin 2000, 159) ; ils devaient être ses fermiers. On rappellera encore les *conductores* des *quattuor publica Africae* (les « Quatre revenus publics d'Afrique ») connus par la documentation épigraphique (CIL VIII 997 ; 8588).

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

À la période tardive, on a un maintien de cette structure socio-économique de l'élite africaine. Le témoignage de saint Augustin en particulier est formel à cet égard : grands propriétaires de niveau impérial, notables et propriétaires municipaux.

Le monde des petits exploitants

Ils sont souvent désignés dans les sources par le terme *possessor* (*possessores*). Normalement, ce terme n'a pas de connotation sociale précise, mais seulement une implication juridique.

Il peut désigner de grands propriétaires, comme des plus petits.

Il peut aussi traduire la situation de gens qui ont reçu une terre en fonction de baux à très long terme (*emphythéotiques*).

Par exemple, les *possessores* qui font refaire des routes dans la région de Cirta sont des riverains, grands et petits (D. 5873). Toutefois, ceux qui sont désignés ainsi, notamment dans les textes épigraphiques, sont le plus souvent des gens de condition modeste. C'est le cas des vétérans de la 3^e légion installés à *Verecunda*, sur des terres qui leur ont été assignées (D. 6850).

Le terme colon(s) comporte la même ambiguïté. Il désigne essentiellement celui qui cultive la terre, le « cultivateur » : il peut s'agir d'un paysan propriétaire ou d'un tenancier qui cultive une parcelle contre le paiement d'une redevance ;

Il peut y avoir des inégalités parmi les colons ; l'inscription de Lamasba montre que les 90 colons dont les noms sont connus (sur un total probable de 400) exploitaient des surfaces inégales.

D'autre part, le colon est un homme libre, et non une sorte de serf attaché au domaine.

On présente souvent le colon sous l'angle individuel, mais il s'insérait aussi dans des cadres collectifs.

L'ensemble des colons d'un domaine forme une communauté de fait qui est visiblement désignée dans les textes par des expressions telles que *populus plebeius* ou *plebs fundi*.

Les colons peuvent se regrouper dans des agglomérations, localisées sur le domaine.

Ils formaient des associations et c'était spécialement le cas des petits, les *tenuiores*, car cela leur permettait de sortir de leur isolement. Dans l'Empire romain, le droit d'association était strictement réglementé, et en milieu urbain, les métiers utilisaient le biais religieux pour former des *collegia* et des *corpora* qui étaient en fait des associations de secours mutuel qui garantissaient en particulier le paiement d'obsèques à leurs membres.

En milieu rural, il semble que ce phénomène soit resté embryonnaire. Cependant on doit noter sur certains grands domaines, impériaux et privés, l'apparition d'organisations dirigées par des *magistri* qui avaient pour but de défendre les colons contre les excès des *conductores* et des procureurs (cf. pétition des colons ; inscription de Souk el-Khemis). Plus tard, à partir de 368 sont mentionnés des *defensores plebis* auxquels les paysans peuvent s'adresser pour assurer leur défense.

Esclaves et ouvriers

Ce n'est pas le lieu de rentrer dans le débat sur le rôle de l'esclavage dans la production agricole et le monde rural. Rappelons simplement que ce type de main d'œuvre présentait des avantages mais aussi beaucoup d'inconvénients, parmi lesquels son coût et le fait qu'il s'agissait d'un capital finalement fragile que le propriétaire perdait si l'esclave venait à mourir. [Comparaison avec la main d'œuvre constituée par les colons ; pourquoi cette dernière semble l'emporter en Afrique ? Cf. Kolendo 29 et 41]

Sur l'esclavage en Afrique romaine, il n'y a pas grand-chose à ajouter, en l'état actuel des connaissances, à l'article de Gsell (1932).

Quelques témoignages littéraires sont toujours cités et doivent donc être connus :

un personnage fictif du Satiricon qui avait assez d'esclaves pour prendre Carthage (117. 8) ;

Pudentilla, l'épouse d'Apulée de Madaure donne 400 esclaves ruraux à ses enfants ;

au début du 5^e siècle, Mélanie la jeune affranchit les milliers d'esclaves qu'elle possédait sur ses domaines (*Vie de sainte Mélanie*, 34).

D'autre part, les documents épigraphiques nous font connaître nombre d'esclaves, mais d'un niveau social assez élevé, puisqu'ils devaient avoir les moyens de se payer un monument funéraire ou votif. Ce sont pour l'essentiel des agents qui étaient responsables de la gestion de domaines ou de l'organisation de la production/fabrication (*uilici*) (Carlsen 1991), ou bien des agents appartenant à des *conductores* ou des publicains et affectés à leurs activités, ou encore des esclaves (et affranchis) impériaux employés notamment dans l'administration financière et fiscale. Beaucoup d'entre eux vivaient en concubinage et avaient fondé une famille.

En dehors de ces activités de gestion, les esclaves tenaient une place importante dans deux secteurs : la domesticité (cf. mosaïques) ; on sait que Pudentilla avait 15 domestiques ; la main d'œuvre agricole.

Dans ce secteur, les choses étaient cependant plus compliquées, car il y avait aussi des esclaves tenanciers (*casarii*) que les sources juridiques tardives distinguent des tenanciers libres (*Cod. Theod.*, 9. 42. 7) ; et aussi des ouvriers agricoles libres, des *mercennarii* ; pour les travaux saisonniers (récoltes), et encore, comme le recommande Varron, pour les travaux dangereux, afin de ne pas perdre le capital que représente un esclave.

Rappelons à cet égard que le moissonneur de Mactar dit avoir commencé sa carrière ainsi, en se louant, avant de devenir « chef d'équipe » (*manceps*). De même, Suétone rapporte qu'un grand-père de Vespasien avait conduit une équipe de moissonneurs.

On peut en déduire que la main d'œuvre servile était certainement assez répandue en Afrique. Les raisons en étaient les mêmes qu'ailleurs, par exemple la pauvreté qui amenait à l'abandon d'enfants. Ce phénomène est attesté, mais il est impossible d'en mesurer l'ampleur, et risqué d'en faire un phénomène de masse. Il faut aussi évoquer la reproduction des esclaves.

À la fin de l'Antiquité, les lettres de saint Augustin montrent que l'esclavage reste toujours une réalité. Il mentionne l'activité de marchands d'esclaves (*mangones*), et mentionne des prix qui semblent assez modiques et traduisent donc peut-être l'abondance de la main d'œuvre servile en Afrique.

Un autre facteur résidait dans la fréquence des conflits. Il était peut-être plus fort en Afrique qu'ailleurs, à cause de la proximité de la frontière et de la fréquence des conflits sur les confins et au-delà, jusque dans l'intérieur de l'Afrique (la mosaïque des Laberii à Oudna montre un ouvrier/esclave qui paraît être noir).

Ordre et désordres

Cette structure sociale était propice aux mécontentements. L'épisode le plus célèbre où on le voit s'exprimer est celui des « circoncellions ». On peut le définir comme une sorte de jacquerie qui affecta la Numidie dans les années 340-350.

A l'origine, on trouve la révolte d'ouvriers agricoles qui étaient regroupés en une sorte d'association et qui louaient leurs services sur les marchés. Après plusieurs années sèches, ils ont de plus en plus de mal à trouver du travail, et à des salaires sûrement de plus en plus bas. Cette révolte s'élargit à d'autres groupes, qui s'expriment à travers des slogans réclamant l'abolition des dettes (petits exploitants) et la libération des esclaves.

Dans ces circonstances, l'armée intervenait pour réprimer les troubles.

Elle jouait aussi le rôle d'une sorte de gendarmerie rurale. Ainsi, une unité auxiliaire (aile de cavalerie) protégeait les gens de *Sala* en Tingitane. Ceux-ci offrirent une statue à son préfet pour le remercier d'avoir mis fin « aux incursions et vols de bétail », d'avoir rétabli « le libre accès aux forêts et aux champs » et protégé ceux qui y travaillent. Il ne s'agit pas ici d'un contexte de révolte, mais d'un brigandage et d'une insécurité endémiques liés à la proximité de populations indigènes.

CHAPITRE 2 : LE COLONAT AGRAIRE EN AFRIQUE ROMAINE

Introduction

(Base du cours : Kehoe 1988 ; Kolendo 1991).

L'Afrique est la seule province avec l'Asie mineure et l'Égypte dont nous connaissons un peu précisément le mode d'exploitation agraire. Cela est dû à l'existence d'un assez grand nombre de documents concernant le colonat. Pour la plupart, ils datent du 2^e siècle, c'est-à-dire avant la période à laquelle se rapportent les informations contenues dans les codes justinien et théodosien.

Ces documents permettent de considérer le problème de la genèse du colonat et de son évolution, ainsi que la question du statut et de la situation des colons d'une façon plus précise que pour les autres territoires de l'Empire. Bien entendu, ils posent eux-mêmes de multiples problèmes et ont donné lieu à une énorme bibliographie.

Ces documents se présentent d'abord sous la forme de grandes inscriptions normatives qui concernent des domaines situés dans la région de Dougga (**Dia/carte des grands domaines**) : Henchir Mettich (116-117) : sur l'oued Khalled ; Aïn-el-Djemala (Hadrien) : idem ; Souk el-Khmis (180-182) : sur l'oued Medjerda (Bagradas) ; Aïn-Ouassel (198-211) : sur l'oued Arkou.

On y ajoutera quelques textes fragmentaires et certains encore inédits (le dernier notamment découvert à l'automne 1999 par une équipe italienne, à Lella Drebbia, à 5 km d'Aïn-Ouassel).

Ces règlements permettent de connaître certaines tendances générales propres à la politique menée par l'administration des domaines impériaux, et par conséquent, indirectement, des tendances générales du développement de l'agriculture africaine.

Ils se rapportent à des textes de portée plus générale : *lex Hadriana* et *lex Manciana*. Ces lois ne sont pas connues par ailleurs, sauf de manière là aussi indirecte par les Tablettes Albertini, découvertes dans les années 50, qui sont des actes de vente de l'époque vandale dont l'objet est constitué par des *culturae manciana* et l'inscription *ILT 629*, dédicace érigée par un *manciane cultor* (infra).

On dispose aussi d'un certain nombre d'autres sources épigraphiques : dédicaces érigées par des colons, bornes limites, inscriptions évoquant le personnel administratif des domaines impériaux.

En ce qui concerne les documents archéologiques, il y a un problème : les régions où il y a des traces de centuriations (région littorale de l'actuelle Tunisie, régions d'*Ammaedara*, de *Sufetula*), ne sont pas documentées en ce qui concerne le colonat. Inversement, dans les régions où l'on dispose de documents épigraphiques, et où le système agraire est un peu connu, les traces de centuriation sont très peu lisibles. En revanche, les prospections récentes y ont mis en évidence des vestiges archéologiques liés à l'activité agraire (huileries notamment, cf. De Vos 2001, Corda 2002).

La question du colonat soulève plusieurs problèmes. Parmi ceux-ci, deux sont étroitement liés, celui de ses origines et celui de son extension géographique.

Il ne faut pas penser que le colonat est a) spécifiquement lié à l'époque romaine, b) spécifiquement lié à l'Afrique.

Certes, on a tendance à parler de colonat quand le terme *colonus* apparaît dans les sources. Or, il y avait des formes de dépendance semblables au colonat dans diverses régions du monde méditerranéen, et certaines ont existé même souvent avant la conquête romaine. La conquête et l'intégration d'un territoire n'entraînaient pas forcément un changement radical des conditions agraires.

En Afrique ces problèmes se compliquent en raison de la coexistence de deux zones : celle où l'agriculture était développée avant la conquête romaine : territoire de Carthage et une partie du royaume numide ; celle occupée par population nomade et semi-nomade où la vie agraire n'apparaît qu'après la conquête.

Trois parties dans le chapitre.

La question des origines et du développement de la grande propriété et du colonat en Afrique

Le régime du colonat d'après les grandes inscriptions agraires

Le colonat de l'époque tardive.

A- Les origines et le développement de la grande propriété et du colonat agraire en Afrique romaine

Les origines de la grande propriété en Afrique

Les sources littéraires montrent que les Romains considéraient l'Afrique comme un pays dont la structure agraire était dominée par les grands domaines.

Pline, *Nat.*, 18. 35 : « Avouons-le : les grandes propriétés (*latifundia*) ont perdu l'Italie, et maintenant c'est le tour des provinces — six propriétaires possédaient la moitié de l'Afrique quand l'empereur Néron les mit à mort ». Exagération rhétorique certes, mais Pline connaissait l'Afrique où il avait été procureur dans les années

70-72. De plus, il est notable qu'il donne l'Afrique à titre d'exemple pour une province dominée par la grande propriété.

Cf. autres témoignages : Petr. *Sat.*, 48 et 117 ; Sen., *Ep.*, 19. 5. 26.

En fait, une tradition de lieux communs de la littérature du Haut-Empire concernant l'Afrique : grands domaines, fertilité peu commune et récoltes extraordinaires. Cf. aussi une source juridique et technique : texte du Pseudo-Agennius *infra*.

On peut sans doute en déduire que les grands domaines jouaient un rôle déterminant dans la structure foncière de l'Afrique au milieu du 1^{er} siècle p.C., et que le degré de concentration des terres y était plus élevé qu'ailleurs dans l'Empire.

Divers témoignages d'époque républicaine montrent une appropriation sénatoriale et équestre sur la partie de l'Afrique conquise après la 3^e GP.

L'annexion du royaume de Juba 1^{er} en 46 a.C. et la formation de la province d'*Africa noua* ouvrent de nouveaux territoires à l'expansion économique des Romains. Ils sont surtout situés dans la région du moyen Bagradas, directement après la *Fossa Regia*, qui séparait le royaume numide de la province romaine.

La Numidie avait visiblement une agriculture développée et disposait de surplus importants de céréales : cf. aux 3^e et 2^e siècles, on voit que les rois possèdent des stocks importants qui sont destinés à l'exportation vers l'Italie ou l'Orient hellénistique ; à plusieurs reprises entre 200 et 170 on entend parler de livraisons, gratuites ou non, aux Romains.

Un faisceau d'indices convergents montre que les rois numides et leur famille possédaient des domaines importants en Numidie bien sûr et aussi en *Africa uetus* (données aux enfants de Massinissa en récompense de leur aide durant la 3^e guerre punique).

Après la défaite et la mort de Juba 1^{er}, ils furent confisqués, et probablement annexées à l'*ager publicus* (AP) (Caes., *Afr.*, 97).

Et ensuite ? On sait que les carrières de marbre de *Simitthus* (Chemtou) passèrent à Agrippa et ensuite aux empereurs, et on peut supposer que les possessions des rois numides constituèrent la base du développement des grands domaines dans la région du moyen Bagradas. L'argument principal est que ce terrain coïncide avec la partie de l'État numide la plus développée économiquement où se trouvaient la plupart des résidences royales.

On peut voir une situation similaire dans les royaumes hellénistiques.

Officiellement intégrées à l'AP, ces terres furent d'abord louées à des publicains. Ensuite, elles passent aux mains de l'empereur et des membres de sa famille.

Dans certains cas, des terres royales furent illégalement occupées par des personnes privées. Il y a un exemple en Cyrénaïque : les terres du dernier roi Ptolémée, Appion, sont léguées par testament au PR. Devenues AP, elles sont cependant occupées par personnes privées de la population provinciale. Elles sont récupérées seulement sous Vespasien, après un long litige.

La différence en Afrique est que cette appropriation fut le fait de membres de l'aristocratie sénatoriale, par exemple ceux dont parle Pline.

Cf. analyse des noms de *saltus* (selon Carcopino et Romanelli) : *saltus Domitianus* : L. Domitius Ahenobarbus procos en 12 a.C. ; *saltus Lamianus* : L. Aelius Lamia procos ca. 15-17 p.C. ; *saltus Blandianus* : C. Rubellius Blandus : procos 35-36 p.C. ; *fundus Villae Magnae Varianae* : P. Quinctilius Varus, procos ca. 7-4 a.C.

Les proconsuls profitaient apparemment de leur passage pour acquérir des biens fonciers.

Il y avait des domaines impériaux aussi, et bien avant Néron :

aux environs de Calama (Guelma), sous Tibère (*ILAlg*, I, 323) ;

Pline l'Ancien, *nat.*, 18. 94 : évoque des lettres de procurateurs à Auguste et Néron parlant de rendements exceptionnels en Byzacène et qui semblent se référer à des domaines impériaux (12).

biens appartenant à des membres de la famille impériale et revenant ensuite au prince : carrières de *Simitthus* (supra) ; toponymes Germanicana : biens appartenant à Germanicus ? Localité Drusiliana : Drusilia, fille de Germanicus ?.

Il y avait aussi des domaines appartenant à des membres de l'aristocratie provinciale : indigènes romanisés et immigrants italiens.

Cf. Vitruve, *Arch.*, 8. 3. 24 : domaine d'Ismuc (à 20 milles de Zama Regia), appartenant à C. Iulius Massinissae filius. Sans doute un domaine pré-romain hérité par un C. Iulius (naturalisé par César ou Auguste) de ses aïeux qui appartenaient vraisemblablement à la famille royale de Numidie (Massinissa est un nom très rare en Afrique). Autre hypothèse : on ne peut exclure que ce C. Iulius, ou son père, ait reçu cette propriété de César, avec le droit de cité, en récompense de services rendus ; dans ce cas il s'agirait de terres provenant de biens confisqués par César à Juba 1^{er}. Dans les deux cas, le domaine existait sans doute déjà à l'époque numide, et C. Iulius est très probablement un indigène.

Pétrone, *Sat.*, 117 : un riche Africain possédant des biens éparpillés dans toute la Numidie.

Toutefois, ces maigres informations ne doivent pas être généralisées, et on peut penser que la grande propriété provinciale était encore assez peu développée au milieu du 1^{er} siècle p.C. Qu'est-ce qui permet de dire cela ?

Suet., *Tib.*, 49 : de grands personnages (principes) se voient confisquer leurs terres en Espagnes, Gaules, Syrie, Grèce — l'Afrique n'est pas mentionnée.

Les sénateurs d'origine africaine ne font leur apparition que plus tard et ils sont moins nombreux au 1^{er} siècle que ceux d'autres provinces.

Cf. R. Syme selon qui l'accès à la Curie dépendait aussi, à côté de la romanisation, de l'existence d'hommes riches ayant un gros patrimoine foncier. Or, avant Trajan, nous ne connaissons que 7 sénateurs d'origine africaine, dont 3 de Cirta qui était l'une des plus anciennes colonies, où l'élément italien était très fort et où la grande propriété était importante.

Pour conclure :

Il y avait une énorme concentration de terres en Afrique proconsulaire au milieu du 1^{er} siècle p.C. ; elle était due avant tout à l'existence de domaines appartenant à l'aristocratie sénatoriale d'origine italienne, à l'empereur et aux membres de sa famille.

La seconde moitié du 1^{er} siècle voit cependant le commencement de la formation de domaines sur des régions jusque là non exploitées et occupées par la population nomade et semi-nomade.

Le développement de la grande propriété sous le Haut-Empire

Cela pose la question des étapes du développement de la vie agricole en Afrique.

Pour ce que l'on peut savoir, au 1^{er} siècle p.C., en Proconsulaire, l'agriculture était essentiellement développée dans la zone côtière, dans les vallées du Bagradas (Medjerda) et de l'oued Miliane et dans le Haut Tell (région de Mactar, Dougga).

Urbanisation et expansion agricole

Pour essayer de déterminer les étapes de l'expansion agricole vers le sud et le sud-ouest durant la période romaine, on peut estimer que ce phénomène a accompagné le processus de naissance et développement des villes, et mettre en parallèle : le processus d'urbanisation et de promotion juridique des cités (municipe, colonie) d'une part, et l'exploitation agricole et la pénétration économique romaine d'autre part.

Les étapes en sont assez bien connues grâce à un certain nombre d'études récentes (Vittinghoff, Gascou, Pflaum, Kotula).

Un grand nombre de villes obtiennent leur statut juridique privilégié sous César et Auguste ; pour l'essentiel, elles sont localisées dans la zone côtière et dans les riches terres à blé des vallées du Bagradas et de ses affluents, et de l'oued Miliane⁷.

Période Tibère-Néron = stagnation.

Flaviens = renouveau dans la vie municipale : la création de la colonie de Madaure, d'*Ammaedara* et la fondation probable du municipes de *Sufetula* attestent une progression vers l'ouest et le sud-ouest.

Ce n'est qu'avec Trajan que commence la grande période de municipalisation, dans les secteurs excentriques et faiblement romanisés de la Proconsulaire (colonies de Theveste, Thelepte et *Thamugadi* ; municipes de Cillium et Capsa).

Donc, il n'apparaît pas que l'on puisse parler d'une mise en culture de nouveaux terroirs en Proconsulaire dans la première moitié du 1^{er} siècle⁸. Ce processus d'expansion économique commence avec les Flaviens et se renforce avec les Antonins.

(En fait, au début de la domination romaine en Afrique, l'extension de la surface des terres cultivées s'est plutôt faite par occupation des terrains encore en friches dans les zones qui étaient exploitées depuis longtemps [l'existence de terres en friches dans la vallée du Bagradas est encore confirmée par les grandes inscriptions]).

Conquête et expansion agricole

L'exploitation du secteur méridional est liée aussi et surtout à sa pacification définitive marquée par le déplacement du camp de la légion d'*Ammaedara* à Théveste (sous les Flaviens) puis à Lambèse (sous Trajan).

C'est au début du 2^e siècle que l'on commence à disposer d'éléments sur la structure foncière dans cette région.

Dans les années 102-105 et 116, on a procédé à une délimitation du territoire attribué à la tribu des *Musulami*. Des bornes ont été retrouvées qui marquaient les limites avec leurs voisins, en des points assez éloignés les uns des autres. On peut donc voir qui étaient ces voisins.

Dans deux cas, il s'agit de propriétés impériales (*ILAlg.* 1 2988 et 2989 ; 2939 bis).

Dans deux cas, des territoires de cité (*Madaurenses* : *ILAlg.* 1 2080 et 2828 ; *Amaederenses* : 2939)

⁷ Voir Maurin, L. (1995) : « Implantations vétérans dans la vallée de l'oued Miliane. Le dossier épigraphique », et Ferchiou, N. (1995) : « Camps et vétérans dans la moyenne vallée de l'oued Miliane : les *Pagi Fortunales* et *Mercurialis* et la colonie d'Uthina », *MEFRA*, 107, 1, 97-135 et 137-181.

⁸ À ce sujet, Kolendo 1991, 15-16, réfute l'hypothèse d'une mise en valeur des terres méridionales de la Proconsulaire suite à la révolte de Tacfarinas. La centuriation mise en place à ce moment ne correspond pas à un lotissement mais à un arpentage ayant un but politique et peut-être fiscal, mais pas économique.

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

Dans un cas, un domaine « exterritorial » appartenant à une certaine Valeria Atticilla (*ILT* 1653).

On sait par ailleurs qu'en 138, le sénateur Lucilius Africanus obtient le droit de tenir un marché sur ses terres (Henchir el-Begar, 27 km au sud de Thala), qui se trouvent sur le territoire qui appartenait aux *Musulames* (*CIL*, VIII, 1193 et 2358).

Origines et développement des domaines impériaux

On peut en juger d'après plusieurs éléments.

- Le développement de l'appareil administratif.

Au début, un procurateur sexagénaire résidant à Carthage, à côté du procurateur ducénaire chargé des finances dans la province, était responsable de la gestion de ces domaines ; cf. Baebius Massa *e procuratoribus Africae* (Tac., *Hist.*, 4.50) ; Publilius Memorialis, *proc. Aug. in Africa* (C. 11 7554).

Ensuite, l'accroissement territorial du patrimoine impérial, en particulier dans le sud et l'ouest de la Proconsulaire, nécessite le développement et la décentralisation de l'administration domaniale. De nouveaux centres administratifs apparaissent : Hadrumète, Théveste, *Hippo Regius* ; le premier procurateur de ce genre que nous connaissons porte le titre de *proc. Augusti praediorum saltu(u)m Hipponiensis et Thevestini* (*ILAlg.* 1 285 et 3992) ; l'inscription date du début du règne d'Hadrien, mais on a tendance à croire que l'apparition des nouvelles procuratèles remonte au règne de Trajan.

Désormais, il y a quatre circonscriptions : le *tractus Karthaginiensis*, les *regiones Hadrumetina, Hipponiensis, Thevestina*. On peut supposer qu'au début, elles étaient des divisions internes du *tractus* de Carthage. Mais ensuite elles en ont été détachées pour former des circonscriptions autonomes.

- Pour saisir la méthode de création des nouveaux domaines impériaux, on peut aussi se servir de certaines analogies avec la Maurétanie, notamment le processus *definitio – defensio* (expliqué par Rostovtzeff), qui consistait en une sorte de mise en réserve d'immenses territoires incultes, placées dans la propriété de l'empereur ou de membres de sa famille.

L'application de cette procédure avait pour effet une interdiction de laisser paître le bétail (c'est le sens du mot *defensio*). C'est donc un moyen de lutte contre le (semi-)nomadisme, et aussi une façon de bloquer la mise en culture.

Une partie des terres accaparées de cette façon était vendue, l'autre était constituée en grands domaines.

Exemple : les terres appartenant à Matidia (nièce ou petite nièce de Trajan), sur lesquelles on implante des colons sous Sévère Alexandre (il y a parfois un temps assez long entre occupation par *definitio – defensio* et mise en culture).

(Cf. aussi domaines de la *ratio priuata*).

Conclusion : ces quelques éléments montrent un processus d'occupation de terres incultes dans le sud et l'ouest de la Proconsulaire (entendue au sens large, c'est-à-dire comprenant la Numidie jusqu'à Septime Sévère). Ce processus permet la constitution de grands domaines. Il faut maintenant examiner quel type de main d'œuvre va travailler sur ces domaines. C'est la question du colonat.

Les origines du colonat

Le colonat a-t-il des origines préromaines ?

Deux origines possibles ont été évoquées par l'historiographie.

L'origine numide avait été envisagée par Rostovtzeff ; par l'intermédiaire des royaumes numides, il supposait des analogies avec les structures agraires de l'Orient hellénistique par le biais d'une influence des législations des États hellénistiques.

L'origine carthaginoise a été évoquée sur une base documentaire plus précise (Polybe 1.72 : au temps de la Première guerre punique, les Carthaginois percevaient la moitié des récoltes de la population indigène et avaient doublé le montant des prestations imposées aux villes ; Liv. 21.45.5 : discours d'Hannibal avant la bataille du Tessin, promesse de donner aux soldats des terres *immunes*). [Voir aussi dossier de l'*oppidum* d'Ismuc, Kolendo 25-26]

Ces sources semblent indiquer que les Carthaginois imposaient de lourdes charges à la population rurale, cependant elles n'autorisent pas à voir dans l'État carthaginois des formes quelconques rappelant le colonat. On peut simplement dire que les prestations en nature que la population indigène devait fournir ont pu préparer le développement futur du colonat.

Les premiers témoignages sur le colonat à l'époque romaine

Le texte du Pseudo-Agennius (époque flavienne).

On a longtemps pensé, et c'est encore une opinion répandue que l'auteur de ce passage était Frontin, chez qui Agennius Urbicus, un compilateur de l'époque flavienne, l'aurait repris.

Mais on pense aussi aujourd'hui qu'Agennius Urbicus s'est fondé sur une autre source inconnue de l'époque de Domitien, qu'on appelle le Pseudo-Agennius.

Dans le contexte des controverses *de iure territorii*, c'est-à-dire du droit des territoires (de la « souveraineté sur les terres » dit Kolendo), le texte aborde la question des controverses entre les grands propriétaires, y compris l'empereur, et les cités (*res publica*). Ces conflits surviennent lorsque les domaines privés sont aussi grands que les territoires de cités, comme en Afrique, et lorsque les grands propriétaires tendent à s'affranchir des diverses charges (prestations municipales, fourniture de recrues, charges de transport) que les cités voulaient imposer aux colons.

En effet, le « peuple plébéien » (*populus plebeius*), désigne certainement les colons, pour trois raisons. Il ne peut s'agir d'esclaves (voir infra). Le mot *colonus* n'est pas employé car il s'applique aux habitants d'une colonie. Enfin, dans *CIL*, VIII, 23022, les colons utilisent eux-mêmes l'expression *plebs* pour se désigner.

Il constitue donc l'information la plus ancienne dont nous disposons sur le colonat en Afrique.

Ce passage corrobore ce que nous avons dit plus haut des grands domaines en Afrique. Le fait que la superficie de certains domaines soit aussi grande que des territoires de cités n'est pas une exagération. Dans certains secteurs de l'Afrique, le réseau urbain est très dense et les agglomérations urbaines n'étaient distantes que de quelques kilomètres : les terroirs civiques n'étaient donc pas très étendus. Par exemple, dans le Haut Tell, 14 villes dans un rayon de 13 km autour de *Thugga*.

D'autre part, on qualifiait de ville en Afrique (*civitates, urbes, oppida, castella*) des établissements qui devaient être de très petite taille. Par exemple, *AE* 1963 96 (époque de Trajan) : évoque les 64 *civitates* du pagus de *Thusca* et *Gunzunzi*. Une autre inscription *CIL*, VIII, 23599, cf. 622, évoque un préfet des 70 cités. Il s'agit du pays de Mactar. Ce ne sont pas des villes à proprement parler, dont on n'a d'ailleurs aucune trace, mais probablement des agglomérations autour de points d'eau potables, ou des villages fortifiés. Cela nous donne un renseignement indirect sur l'existence d'un habitat aggloméré en Afrique.

Au bout du compte, le texte du Pseudo-Agennius apporte plusieurs éléments qui montrent que le colonat était déjà très répandu en Afrique au 1^{er} siècle : grands domaines « exterritoriaux » (expression [peu heureuse] de Kolendo signifiant que ces domaines tendent à se dégager des structures civiques[?]) ; habitats agglomérés ; communautés de travailleurs ruraux libres (*populus plebeius*).

Autres sources

Pratiquement rien dans les sources littéraires sur le colonat : Sénèque, *Ep.*, 19.5 (114).26 évoque les *milia colonorum* qui travaillent pour satisfaire les besoins d'un seul homme. Mais emploie-t-il le terme de colon dans un sens précis et technique (colon), ou dans un sens plus général, synonyme d'agriculteur ?

Les sources épigraphiques sont plus fournies :

colons du *fundus Ver...* (*CIL*, VIII, 11736-11737), du *saltus Massipianus* (*CIL*, VIII, 587-588, 11731, *ILAfr*, 194) : région de *Thala* (non loin d'*Ammaedara*) ;

plusieurs mentions provenant des zones frontalières : Menaa (Aurès), dédicace élevée par des colons en 166 (*CIL*, VIII, 17958) ; Aïn Soltan (au sud du Chott el Hodna ; *CIL*, VIII, 8781 et 18017, Sévère Alexandre) ; Si-Aoun (sud de la Tunisie), construction d'un *praesidium* menée par le *praepositus coh(ortis) II Fl(aviae) Afr(orum) et n(umeri) col(onorum)*, (*ILAfr*, 9) ;

grandes inscriptions agraires (infra).

• On doit ajouter que les sources littéraires font quelques rares allusions à la présence d'esclaves agricoles en Afrique :

Pétrone, *Sat.*, 117 (cf. supra) : un propriétaire en Numidie possède des esclaves si nombreux qu'ils auraient pu conquérir Carthage.

Columelle, *Re rust.*, 1.1.120 : déconseille d'acheter des domaines dans un pays lointain, vu l'impossibilité de surveiller ses esclaves ; il pense à l'Afrique.

Bilan provisoire

Des formes d'assujettissement de la population rurale à l'époque préromaine, que les Romains ont pu reprendre à leur compte dans le secteur des terres mises en culture avant l'annexion romaine.

Présence importante du colonat sous le Haut-Empire.

Deux problèmes se posent maintenant pour aborder l'histoire du colonat en Afrique romaine.

D'où vient la main d'œuvre qui, sous le Haut-Empire, alimente l'expansion du colonat ?

Question connexe, celle de l'esclavage. On ne peut négliger la possibilité qu'une main d'œuvre servile ait aussi été utilisée dans les grands domaines africains. Quelle a pu être son importance par rapport au colonat ? Sur la base de quels critères des choix ont-ils pu être faits, à un moment ou un autre, entre main d'œuvre servile et travail des colons.

La formation de la main d'œuvre du colonat

Délimitations de territoires et sédentarisation des populations (semi-)nomades.

D'après Kolendo, une source très importante de main d'œuvre a été constituée par la population nomade et semi-nomade, dans le cadre des changements qui sont intervenus dans la région aux 1^{er}-3^e siècles, changements économiques et sociaux et aussi changements dus à l'action directe de Rome.

Processus qui permet d'affecter aux différents peuples des terres bien définies et délimitées, et qui aboutit à un processus plus ou moins rapide/complet de sédentarisation.

Deux exemples.

- Celui de Tullius Pompaianus Capito.

Tullius Pompaianus Capito, légat d'Auguste (extraordinaire) en Afrique sous Hadrien ; dans la région de Thagaste il procède à la délimitation entre *Suppenses* et *Vofricenses*.

Il a aussi réalisé une opération de bornage visant à assigner des terrains à deux autres peuples, les *Suburbures Regiani* et les *Nicibes*, terrains qui appartenaient à la cité de Cirta (Cirta possédait d'immenses territoires ayant le statut d'*agri publici* de la ville).

Capito était légat en mission extraordinaire, son action ne s'est certainement pas limitée à ces deux opérations.

- Celui de L. Munatius Gallus, légat de Numidie en 102, mène des opérations semblables sur le territoire des *Musulames* ; elles sont poursuivies par L. Minicius Natalis en 104-105, puis par Acilius Strabo en 116 (voir supra).

D'autres opérations de délimitation et de bornage du même genre sont connues en Numidie et Maurétanie, entre la fin du 1^{er} siècle et le début du 2^e.

Le but recherché par les Romains devait surtout être de limiter le nomadisme et de faire en sorte que les peuples ainsi délimités et dotés en terre ne dépassent pas les limites qui leur étaient assignées ; cf. les texte porté sur une borne (*CIL*, VIII, 8369) : *ut sciant Zimizes non plus in usum se habere*.

On voit d'ailleurs que certaines opérations ont dû être répétées plusieurs fois, par exemple pour les *Musulames*, ce qui montre qu'il y avait des résistances, au moins passives. Dans certains cas — par exemple les *Suppenses* et *Vofricenses* — des bornes ont été enlevées (sous Domitien), et ensuite rétablies (sous Hadrien, par Capito, voir supra).

Ce processus s'est très probablement accompagné d'un passage à la vie sédentaire et d'un établissement sur des grands domaines en tant que colons.

On n'en a pas de preuve, mais il y a un fort ensemble d'éléments convergents qui vont dans ce sens. D'une part, la naissance de villes et de grands domaines privait la population indigène d'une part importante des terres, et généralement les meilleures. D'autre part, les domaines de leur côté avaient besoin d'un nombre important de travailleurs.

On ignore de quelle manière se faisait l'établissement des colons sur les domaines. La contrainte directe a pu être employée, notamment sur les terres de l'empereur ou de grands personnages. Des moyens de pression indirects aussi, comme le contrôle des points d'eau par les grands propriétaires. Mais le facteur le plus important a sans doute été l'évolution des conditions économiques et sociales elles-mêmes ; il devenait certainement difficile pour beaucoup d'indigènes de mener une vie (semi-)nomade, ce qui les obligeait à s'employer en tant que colons sur des domaines nouvellement créés.

Mise en culture des terres incultes et abandonnées

Une autre source de main d'œuvre pour le colonat se laisse deviner d'après un certain nombre de documents, en particulier les grandes inscriptions agraires.

Ces textes montrent un phénomène qui est celui de l'accroissement de la superficie du *saltus*, par la mise en culture de terres en friches (subcésives : en dehors des domaines ou rattachées aux domaines, cf. Kolendo 1991, p. 37), et/ou de terres vacantes (c'est-à-dire cultivées auparavant et abandonnées), et de l'introduction de nouvelles cultures intensives comme l'olivier et la vigne.

Ce phénomène a concerné la région du Haut Tell, qui est celle d'où proviennent ces textes (supra), mais les mêmes tendances ont dû se retrouver dans d'autres régions du sud et de l'ouest de la Proconsulaire (incluant la Numidie d'avant la partition sévérienne). [NB : problème toujours pendant de savoir si ces textes ont été promulgués seulement pour l'Afrique ou pour tout l'Empire].

Les inscriptions d'Aïn-el-Djemala et Aïn-Ouassel notamment comprennent une série de prescriptions relatives à ces questions qui se réfèrent au texte d'une *lex Hadriana de rudibus agris et iis qui per X annos continuos inculti sunt*. Ces prescriptions, élaborées par l'administration impériale, étaient des textes d'application qui avaient pour but de régler certaines situations compliquées. Il s'agit de ce qu'on appelle le *sermo procuratorum*.

Ce n'est pas encore le lieu d'entrer dans le détail de ces textes. Concentrons-nous sur ce que l'on peut en déduire dans le cadre de la question qui nous intéresse ici.

On constate d'abord qu'il y a eu d'autres mesures de ce genre : cf. une loi de Pertinax qui permettait d'occuper les terres incultes, même appartenant à l'empereur (Hérodien, *Hist.*, 2.4.6). Les prescriptions d'applications ont elles aussi été fréquemment répétées, notamment à l'époque de Septime Sévère (inscription d'Aïn-Ouassel).

Cela ne prouve pas forcément l'échec de la politique impériale de mise en valeur, mais plutôt l'étendue des terres non cultivées, et l'importance que l'administration impériale attachait à cette question.

Cela montre aussi que cette mise en valeur des terres incultes se heurtait à certaines difficultés, liées notamment aux divergences d'intérêt entre les fermiers (*conductores*), les colons, et les propriétaires (l'administration impériale, en l'occurrence le *fiscus*, dans le cas des domaines du prince).

Un exemple de ces contradictions : les *conductores* avaient des contrats de 5 ans, ils étaient donc surtout intéressés par des profits immédiats ; une agriculture plus rationnelle avec des investissements à rendement différé, comme les cultures arbustives, ne les motivaient guère. En revanche, les colons qui jouissaient de baux à long terme, voire perpétuels, étaient intéressés par ces investissements, de même que les propriétaires qui avaient intérêt à ce que le domaine soit amélioré pour pouvoir le donner à ferme pour une somme plus importante durant la période suivante de 5 années.

Les *conductores* pouvaient craindre aussi que l'engagement des colons sur des terres incultes, recommandée par l'administration, ait pour contrepartie un désinvestissement et donc des récoltes moins abondantes sur les autres parcelles, ce qui aurait entraîné des redevances moins importantes.

L'administration impériale s'était donc souciee de trouver des moyens de surmonter ces contradictions, par exemple en intéressant les *conductores* aux mises en valeur de nouvelles terres.

Qui se chargeait de la mise en culture des terres incultes ?

Cette question a été discutée notamment en rapport avec l'inscription d'Henchir Mettich qui évoque l'origine des hommes qui peuvent occuper les subcésives. Malheureusement, le texte est mutilé à cet endroit et plusieurs interprétations sont possibles : colons (ou enfants de colons) établis déjà sur le domaine (c'est la *communis opinio*) ; hommes établis en dehors du domaine (Saumagne) ?

Kolendo 1991, 41, retient une définition assez large, selon laquelle tous ceux qui en exprimaient le désir pouvaient occuper les terres incultes.

Colons, même s'ils étaient obligés de surmonter l'opposition des *conductores*.

Nouveaux colons = hommes qui devenaient colons après avoir mis en parcelles des terres incultes faisant partie des domaines.

Où se recrutaient ces gens ? (On revient à la question des sources de la main d'œuvre du colonat).

Kolendo évoque la catégorie des « ouvriers saisonniers loués » (cf. inscription dite du « moissonneur de Mactar » ; cf. aussi les circoncellions), dont certains pouvaient essayer de progresser et d'abord de rechercher une certaine stabilité en s'installant sur des terres incultes, sur des domaines nouvellement créés ou en expansion.

Cela montrerait selon lui qu'il y avait des gens qui, librement et sans contrainte, venaient travailler sur les grands domaines.

Autre remarque : il faut tenir compte de différences régionales : dans le nord de la Proconsulaire, il y avait de nombreuses villes où il y avait toujours moyen de s'installer, d'essayer de gagner sa vie et de profiter des équipements et moyens de subsistance collectifs ; dans le sud, le tissu urbain était beaucoup moins dense, et le fait de devenir colon était souvent le seul moyen de gagner sa vie.

Colonat et main d'œuvre servile

On a déjà évoqué supra la faible présence de l'esclavage agricole dans les sources en ce qui concerne l'Afrique. Il faut maintenant y revenir sur un plan plus large, en envisageant les choses sous un angle économique.

La mise en valeur de l'Afrique proconsulaire dans son ensemble sur la base d'une main d'œuvre servile aurait exigé des quantités d'esclaves considérables, ce qui aurait représenté un investissement financier énorme de la part des propriétaires, certainement en fait au-delà de leurs possibilités.

En effet, sous l'Empire, l'afflux d'esclaves bon marché qui avait caractérisé la fin de la République s'est tari. La main d'œuvre servile est plus rare, plus chère et plus précieuse ; elle est globalement moins rentable.

En comparaison, la main d'œuvre libre, dans le cadre du colonat, est devenue plus économique et tout simplement plus nécessaire. Ce phénomène est visible en Italie dès le 1^{er} siècle, et il s'étend à l'Afrique à une échelle encore plus grande.

D'autre part, le travail du colon comporte de nombreux avantages, particulièrement sensibles pour certains dans les conditions africaines :

pas d'investissement en achat de main d'œuvre au départ ;

pas de risques liés à la maladie ou à l'accident ; pas de frais d'amortissement. Pas de frais d'équipement : le colon apporte son matériel.

Ces deux facteurs sont particulièrement importants lorsqu'il s'agit d'introduire des cultures à rendement différé qui nécessitent des investissements et ne rendent rien les premières années.

Le colon est intéressé au résultat de son travail, ce qui entraîne une rentabilité globale plus forte.

Le risque de la gestion de l'exploitation repose sur le colon.

Enfin, économie de frais de gestion : il n'était pas nécessaire d'avoir un appareil de gestion très développé, à l'opposé du domaine esclavagiste ; il suffit de percevoir les prestations des colons, et un

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

mode de gestion indirect par un intermédiaire (*conductor*) est ici tout à fait adapté à l'intérêt des propriétaires absenteïstes.

La meilleure preuve de l'intérêt économique du colonat est l'établissement d'esclaves sur des parcelles de terres, avec une situation proche de celle des colons.

En conclusion, on peut donc dire que le colonat constitua un mode d'exploitation agricole bien adapté à la grande propriété absenteïste. Il se développa grâce à la possibilité de disposer d'une main d'œuvre libre abondante et peu coûteuse en Afrique, et fut une des causes du développement agricole de l'Afrique sous l'Empire.

B- Le régime du colonat au Haut-Empire d'après les grandes inscriptions agraires

Présentation des textes des GIA

L'inscription d'Henchir Mettich (HM)

- Présentation

Il s'agit d'une lettre des procureurs définissant l'application de la *lex Manciana* (infra).

Le texte de l'inscription contient un ensemble de règles destinées à accroître la production dans un domaine, le *fundus Villae Magnae Varianae* ; elles précisent dans quelles conditions les colons pourront exploiter des terres non cultivées, appelées *subcesiuu*.

Les procureurs ont autorisé les colons à cultiver ces terres à deux conditions.

Ils devront le faire sur la base de la *lex Manciana*.

Ils devront exercer sur ces terres un droit d'*usus proprius* (usage personnel).

L'inscription sur la base (« protocole ») suggère que le texte a été publié et gravé à l'initiative des colons. Cela indique que, très probablement, les colons ont pétitionné pour obtenir ce droit, et l'administration impériale a répondu favorablement (infra).

- Analyse

Kehoe a divisé le texte en sections et intercalé des titres. J'introduis quelques modifications personnelles.

[Protocole (sur la base, cf. p. 37)]

[1] Préambule (1.1-6)

[2] Autorisation à cultiver les subcésives (1.6-10)

(À la condition du droit d'*usus proprius*, défini en 4.2-9.)

[3] Procédure du partage des récoltes sur les subcésives (1.10-20) ; accord nécessaire entre colon et fermier (forme de *pactio* ?)

[4] Taux des parts de récoltes versées au propriétaire (1.20-2.6)

[5] Pénalités pour des fraudes dans la production du miel (2.6-13)

[6] Incitations pour des cultures spéculatives (2.13-3.12)

[7] Disposition concernant les champs ensemencés en fourragères et redevances sur les pâtures et (3.12-20)

[8] Pénalités pour des dommages causés aux récoltes par des colons (3.20-4.2)

[9] Droit de léguer et d'utiliser comme gage les nouvelles cultures (4.2-9)

(Cf. supra section 2 ; droit d'*usus proprius*)

[10] Confiscation des terres négligées par les colons (4.9-22) **Compléter cette clause sur l'exemplier.**

[11] Prestations de travail (4.22-35).

Les inscriptions d'Aïn-el-Djemala et Aïn-Ouassel (AD et AOu)

- Présentation

AD (époque d'Hadrien). L'ordre est celui de Flach 1978 et de Kehoe 1988 ; les chiffres entre crochets sont ceux de la numérotation traditionnelle.

[IV] « Protocole » accompagnant la transmission d'une lettre, et d'une (autre) lettre pour affichage.

[I] Pétition d'un groupe de cultivateurs demandant à cultiver des terres en marécages et broussailles conformément à la *lex Manciana* (sur le sens de cette formule, Kolendo 1991, 51 et infra : « conformément à ses prescriptions concernant le statut des colons »).

[II et III] Lettre écrite par des procureurs impériaux (*sermo procuratorum*) pour autoriser l'occupation de terres incultes ou abandonnées, sur la base d'une *lex Hadriana de rudibus agris et iis qui per annos X continuos inculti sunt*.

AOu (époque de Septime Sévère)

Le *sermo procuratorum* a été publié à nouveau sous Septime Sévère par un procureur nommé Patroclus.

- Analyse

[E]larinus et Doryphorus sont les procureurs responsables de la publication de l'inscription de AD. Leur objectif est d'augmenter la production d'un (ou de plusieurs) établissements sous l'autorité de Primigenius en autorisant les colons à occuper des terres incultes.

Ils incluent le *sermo* dans l'inscription parce que ce texte avait précédemment établi dans quels termes les colons pouvaient occuper de telles terres.

Le « protocole » de la colonne IV (numérotation de l'*editio princeps*) devait donc se trouver plutôt au début du texte. Ainsi les instructions données par [E]arinus et Doryphorus à Primigenius devaient se référer à tous les documents de l'inscription, et pas seulement à la lettre de Verridius Bassus qui les suit immédiatement.

La disposition des documents suit un ordre qui remonte dans le temps, du plus récent au plus ancien, selon l'habitude de la correspondance officielle romaine.

On peut reconstituer l'ordre suivant.

1- [IV] [E]arinus et Doryphorus invitent Primigenius à prendre connaissance d'une lettre de Tutilius Pudens. Il était probablement *procurator tractus Karthaginiensis*, ou haut fonctionnaire à Rome. Cette lettre autorisait probablement [E]arinus et Doryphorus à publier les autres documents présents sur l'inscription.

2- La lettre de Veridius Bassus et Ianuarius est une réponse à la pétition dont les fragments suivent [= I] ; elle autorise les colons à cultiver des terres incultes sur un domaine impérial, selon la *lex Manciana*.

3- Ces colons avaient eux-mêmes mentionné à l'appui de leur pétition un précédent, à travers le cas d'un domaine voisin, le *saltus Neronianus*. Il devait y avoir un document joint précisant la situation de ce domaine. (Le verbe *iubeas* au début de la colonne II devait donc conclure une lettre des procureurs accordant des privilèges au *saltus Neronianus*, et le contenu de cette lettre devait être similaire à celui de la lettre de Verridius Bassus).

4- [III] Le *sermo procuratorum* est le plus important des documents de l'inscription, et probablement le plus ancien. Rédigé par des procureurs inconnus, pour préciser les conditions dans lesquelles une nouvelle législation concernant l'occupation des terres en friches (la *lex Hadriana de rudibus agris*) pouvait être appliquée aux établissements placés dans leur juridiction. Il s'agit donc d'un texte normatif qui, même s'il avait été rédigé pour des établissements particuliers, pouvait être appliqué par d'autres procureurs.

Cela avait dû être le cas pour le *saltus Neronianus* ; de même Verridius Bassus a utilisé le *sermo* pour appliquer la *lex Hadriana* dans les établissements dont il avait la charge, qui incluaient celui des pétitionnaires de la colonne I.

Finalement, [E]arinus et Doryphorus ont ordonné la publication de ces différents documents pour les colons de leur juridiction. Ils ont utilisé les règles du *sermo* pour appliquer la *lex Hadriana* et ils mentionnent les précédents des pétitionnaires de la colonne I et du *saltus Neronianus*.

La republication du *sermo* par Patroclus, le procureur de Septime Sévère, montre que ce document avait acquis une grande autorité. Patroclus autorise les colons de sa juridiction à cultiver les terres en friches selon la *lex Hadriana* et le texte d'application du *sermo*.

L'inscription de Souk el-Khemis (SEK)

- Présentation et analyse

Pétition à Commode par des colons de plusieurs domaines impériaux (année 182) ; porte-parole Lurius Lucullus. Plainte au sujet de la collusion entre le procureur et les *conductores*, notamment Allius Maximus. Ce dernier a augmenté le loyer des colons, ainsi que les corvées et prestations d'attelage. Le procureur a envoyé des soldats et fait battre des colons, dont des citoyens romains.

Après un long rappel qui remplit les colonnes II et III (la colonne I est perdue), l'inscription se termine avec un rescrit de Commode (IV), dans laquelle l'empereur ordonne au procureur de veiller à ce que cessent les abus.

D'autres inscriptions, plus fragmentaires, portent des textes contemporains du même genre (Aïn Zaga, *CIL*, VIII, 14451 [mentionne aussi Lurius Lucullus] ; Gasr-Mezuar, *CIL*, VIII, 14428, 181 p.C.).

- Remarques

Le texte montre que les colons du *saltus Burunitanus* cultivaient leur terre dans des conditions similaires à celles qui étaient en vigueur dans les établissements des inscriptions HM et AD. C'étaient des métayers et ils devaient des corvées aux *conductores* (6 jours par an). Les colons de Gasr-Mezuar doivent eux 12 jours par an. Ils étaient tenanciers perpétuels et se qualifient eux-mêmes d'*alumni saltuum tuorum*.

L'inscription SEK ne mentionne pas la *lex Manciana*. Le contrat de bail est désigné par la formule *perpetua forma* (règlement perpétuel). Celui-ci établissait apparemment les termes du bail dans les domaines de la région, et s'il ne s'agit pas de la *lex Manciana*, ce devait en être un texte très proche.

Le texte se réfère à une *lex Hadriana* ; les colons semblent en avoir bénéficié : ils se réfèrent à des dispositions de cette loi qui diffèrent de celles que nous voyons mises en pratique dans le *sermo* (in AD et AOu), notamment celle qui interdit de modifier les redevances au détriment des colons.

[D'après Kolendo 1991, 52, il s'agissait d'une autre *lex Hadriana*, sans doute un règlement impérial promulgué à l'occasion de controverses entre colons et *conductores* au sujet du montant des prestations].

Les textes de référence : *lex Manciana* et *lex Hadriana*

Les GIA se réfèrent à un certain nombre de textes, principalement la *lex Manciana* (LM) et la *Lex Hadriana de rudibus agris* (LH) ; d'autres textes sont également cités mais de manière plus secondaire et parfois plus implicite (cf. supra).

La lex Manciana

- Les sources

Elle est connue par les inscriptions HM et AD, où elle est nommément citée (*e lege Manciana, ex consuetudine Manciana* [HM § 2, 3, 4 ; AD § I]), et aussi par d'autres sources.

L'inscription de C. Aufidius Utilis, *manciane cultor* (ILTun 629 ; 202-205 p.C.) ; elle vient de Jenan-ez-Zaytoûna, localité située aux abords de la *Fossa regia* sur l'ancien territoire numide. Il s'agit donc d'un homme cultivant la terre selon les conditions prévues par la LM, qui définit donc son statut juridique.

Les tablettes Albertini sont des actes d'achat et de vente de l'époque vandale, 493-496. Elles ont été trouvées au sud de la Proconsulaire, à 100 km au sud de Théveste et 65 km à l'ouest de Capsa. Elles mentionnent des parcelles de terre *culturae mancianae*, dans le formulaire d'achat et de vente qui était beaucoup plus ancien que les documents constitués par les tablettes elles-mêmes.

Trois remarques sur ces documents.

Le fait que la LM soit mentionnée indirectement par des documents des 3^e et 5^e siècles montre qu'elle est restée en vigueur en Afrique pendant une période assez longue.

D'autre part, les lieux d'où proviennent nos informations sur la LM se trouvent dans la région du Haut Tell (Medjerda, oued Khalled), anciennement mise en valeur, et aussi dans les régions méridionales de la Proconsulaire, mises en culture plus tard, à partir du 2^e siècle. On peut en déduire que la LM a été appliquée dans une grande partie de la Proconsulaire et peut-être même dans toute la Province (et ailleurs ?).

La LM était en vigueur aussi bien dans les domaines privés que dans ceux de l'empereur. AD parle de son application dans le *saltus Neronianus* qui appartenait à l'empereur, alors que les colons des tablettes Albertini se trouvaient *sub dominio Fl(auius) Gemini Catullini*.

- L'auteur de la LM

Le seul candidat possible à notre connaissance est L. Curtilius Mancianus consul suffect en 55, légat de Germanie en 56-58.

Hypothèse communément admise.

Elle a été émise par Rostovtzeff qui s'est fondé sur la présence dans le texte HM des termes *domini* (= grands propriétaires privés), à côté des *vilici* et *conductores* [§ 3], pour estimer que le texte procédait d'une législation impériale (concernant la mise en culture des subcésives), qui s'appliquait à l'ensemble des domaines, privés et impériaux. Selon lui, cette loi aurait été mise en place sous le règne de Vespasien, Mancianus étant alors probablement légat en mission spéciale en Afrique. Cette position a été adoptée par une grande partie de l'historiographie postérieure.

On a insisté sur l'idée que le pouvoir impérial avait à ce moment un intérêt spécial pour l'agriculture africaine (cf. Le Glay 1968) : confiscations de Néron ; arpentages sous Vespasien (bornages ; en particulier *Fossa regia*).

La LM pourrait donc avoir été un élément de la (ré)organisation agraire de l'Afrique.

Ainsi, l'inscription HM serait l'application à un établissement particulier d'une loi publiée 50 ans auparavant.

Autre hypothèse (Kehoe 1988).

Mancianus était un propriétaire privé, vraisemblablement dans la vallée du Bagradas ; c'était peut-être le consul de 55, mais en ce n'est pas en tant que haut responsable impérial en mission qu'il est à l'origine de ce texte, mais en tant que propriétaire privé. Il s'agirait donc à l'origine d'un contrat de bail privé.

Ensuite, ce type de contrat aurait été adopté par l'administration impériale (en l'occurrence le *fiscus*) pour les domaines impériaux, et se serait étendu à d'autres domaines privés.

- Portée de la LM (domaine d'application)

Les historiens sont divisés sur cette question : deux positions.

Portée limitée. Pour Rostovtzeff et d'autres, notamment Saumagne, la LM était une loi concernant l'occupation et la mise en valeur des terres incultes, pour lesquelles elle réglait les rapports entre propriétaires et colons ; et le texte HM l'appliquait dans le cadre d'un domaine particulier, la *Villa Magna Variana*.

[Se pose alors le problème des rapports avec la LH (qui elle concerne assurément la mise en culture des terres incultes) cf. Kolendo 1991, 51-52 ; pour lui les deux textes réglaient des questions complètement différentes].

Portée plus générale. Pour Kolendo, et aussi Kehoe, la LM avait un caractère beaucoup plus général. Elle réglait les rapports entre les propriétaires et les colons, pour toutes les catégories de terres (Kolendo 1991, 52 et aussi 129).

Et c'est précisément parce qu'elle concernait toutes les catégories de terres qu'elle est citée dans les prescriptions ayant trait à l'occupation des subcésives dans le *fundus Villae Magnae Varianae* et dans l'inscription AD. Les expressions *e lege Manciana* ou *ex consuetudine Manciana* signifient « conformément aux prescriptions de la LM » et qualifient le statut juridique du colon.

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

- La LM et le colonat

Il est clair que la LM concerne des colons. C'est le terme qui est utilisé dans le règlement des procurateurs de HM qui reprend les dispositions de la LM : *coloni*, et *colonicae partes* pour les redevances.

Il s'agit aussi bien des anciens colons que de ceux qui viennent de s'installer sur des terres défrichées.

On peut donc dire que la LM définissait la situation des colons, qu'il s'agisse de subcésives, de terres incultes ou abandonnées, ou bien sûr de terres cultivées.

Ce sont ces colons qu'on peut appeler les *cultores manciae*, d'après l'inscription de Jenan-ez-Zytoûna ; et les parcelles qu'ils cultivaient étaient, conformément aux tablettes Albertini des *culturae manciae*.

On peut aussi, pour appuyer la thèse selon laquelle ces *cultores manciae* sont des colons, faire le parallèle entre la formule employée dans les tablettes Albertini :

particellae agrorum ex culturis suis manciatis sub dominio Fl(aui) Gemini Catullini

et la définition du colon donnée par Saint-Augustin (CD, 10.1.2) :

appellantur coloni, qui condicionem debent genitali solo, propter agriculturam sub dominio possessorum.

NB : la LM réglementait la situation des colons, mais cela ne doit pas faire oublier qu'il y avait dans les domaines d'autres groupes de population ; deux sont mentionnés dans HM (§ 11) les *coloni inquilini* et les *stipendiarii*, sur lesquels nous ne savons que très peu de choses.

La Lex Hadriana de rudibus agris (LH)

Le cas de la LH est plus simple car son objet est clairement défini par son titre complet : *lex Hadriana de rudibus agris et iis qui per X annos continuos inculti sunt*.

On peut souligner que cette loi procède d'une volonté impériale connue aussi par d'autres mesures du même ordre (supra). Elle exprime aussi un contenu idéologique dans le considérant de l'arrêté des procurateurs, qui insiste sur le fait que cette loi témoigne du souci incessant que l'empereur a du bien de l'humanité.

La condition du colon

On peut résumer en trois points les éléments essentiels d'un contrat mancien qui déterminent le statut et les conditions de vie du colon.

Les colons mancien étaient des **métayers** versant généralement un tiers de leurs récoltes au titre de la rente.

Ils bénéficiaient d'un **bail perpétuel**, tant que leur terre demeurerait cultivée. Ils pouvaient la léguer avec les améliorations qu'ils y avaient apportées, et les utiliser comme caution ou gage (HM § 9, **clause à compléter sur l'exemplier**).

Des intermédiaires (*conductores*) géraient le domaine et collectaient les redevances. Dans certains cas, ils étaient représentés par des intendants serviles, les *vilici*. De plus, les colons devaient effectuer des corvées pour les *conductores*.

On étudie maintenant quelques points d'une manière plus détaillée.

Les prestations du colon

- Les redevances

Parmi les prestations du colon, les plus importantes sont les redevances en nature, appelées *partes* (HM), *partes colonicae* (HM) ou *partes agrariae* (SK).

Cette dénomination montre qu'il ne s'agissait pas d'une quantité fixe a priori, mais d'une part variable dépendant de l'importance des récoltes.

Cela s'explique par les conditions climatiques de l'Afrique, en particulier la pluviosité qui est très variable d'une année sur l'autre, et qui peut faire varier dans des proportions importantes le volume de la récolte.

Le système de partage des récoltes est bien défini par la clause du texte HM concernant les terres mises en culture (I.10-20).

Le partage a lieu sur l'aire

Il y a une procédure du type *pactio (ad aream)* : les colons déterminent eux-mêmes le volume global de la moisson ; ensuite un accord intervient avec les *conductores* ; cet accord est consigné par écrit : on écrit sur des tablettes cachetées le montant des parts que les colons doivent remettre. Ce document vaut engagement entre les deux parties.

Nous ne savons pas de quelle manière ils se mettaient d'accord (probablement une procédure de gré à gré), ni qui tranchait les litiges éventuels (procurateurs ? cf. infra).

Le montant était en général fixé au tiers des récoltes. Cette proportion était apparemment stipulée par la LM et valable en général (cf. AD III.5 : dans certains paragraphes du *sermo procuratorum*, la proportion n'est même pas précisée, on se borne à dire que les prestations doivent être effectuées *e lege Manciana*).

Il y avait des exceptions à ce montant. On en trouve une dans le texte HM en ce qui concerne le miel : un setier (*sextarius*) par ruche (780 gr), soit moins du tiers récolté dans une ruche ; on s'accorde toutefois à penser que ce

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

principe valait dans le cas de possession de 5 ruches au plus ; si ce chiffre était dépassé, une autre règle s'imposait que nous ne connaissons pas.

En gros, les exemptions au principe de la redevance du tiers ne concernaient pas le blé mais les fruits destinés directement à la consommation domestique ; cf. le texte AD (*sermo* III) exclut du partage les fruits des oliviers nouvellement plantés qui étaient destinés à la consommation personnelle ; seuls sont soumis à redevance les récoltes qui sont destinées à être vendues.

Les colons devaient remettre aux *conductores* les *partes agrarias* prêtes à être enlevées et transportées.

Le blé était livré sur l'aire, après battage.

Les olives et le raisin devaient être transformées en huile et en moût (jus de raisin avant fermentation alcoolique).

[Qu'en est-il du raisin de table ou des olives conservées pour une consommation directe ?].

Les corvées

Ce sont des *operae* (HM 4.25, SK 3.8).

D'après les textes, on peut supposer une règle de 6 jours par an : 2 jours/labours, et 2 jours/moisson, 2 jours/sarclage. Cependant, dans certains cas, ces chiffres étaient dépassés.

Domaine connu par la pétition de Gasr-Mezuâr (*CIL*, VIII, 14428, A.12) : 12 jours.

Les *conductores* et les procurateurs s'efforçaient souvent d'en tirer le plus possible, ce qui entraînait des conflits fréquents, cf. pétition du *saltus Burunitanus* (SK 3.4).

Il faut bien voir les enjeux et les implications du système des corvées.

Elles servaient aux *conductores* à cultiver les terres qu'ils exploitaient directement ; ces terres étaient pour eux d'un excellent rapport puisqu'ils y disposaient de la totalité de la récolte.

Dans l'absolu, ces corvées peuvent paraître minimales, mais en fait elles devaient être assez lourdes, surtout dans les périodes de gros travaux agricoles.

Je laisse de côté ici la question des redevances en argent et celle des dons en nature (Kolendo 1991, 60-61).

Le mode d'exploitation et l'administration des domaines

- Les *conductores* et la régie directe

L'exploitation des domaines concernés par le colonat pouvait prendre deux formes

L'affermage à des *conductores* était apparemment la pratique la plus développée en Afrique.

On connaît une inscription de Tamagra près de *Mascula* (D. 6022) qui dit : *in hiis praedi(is) priuatis [Ju]niani Martialani c. v. uectigalia locantur*. Le texte indique donc que le propriétaire afferme les produits des redevances dues par les colons établis sur ses terres.

Les *conductores* louaient ainsi l'ensemble des revenus d'un domaine : ceux des parcelles cultivées par des colons et ceux de leurs propres parcelles cultivées directement par eux-mêmes, avec l'appoint des corvées (en général bail de 5 ans).

Il y avait un autre mode d'exploitation, celui de la régie directe, effectué par des esclaves/affranchis ou employés libres du maître (*procuratores, actores, vilici*).

[Problème : apparemment les *conductores* employaient des *vilici* (cf. répétition de l'expression *conductoribus uilicisue eius fundi* dans le texte HM)].

On notera que le fermage assurait au propriétaire un revenu régulier bien que peu élevé. Sous quelle forme ?

En nature ? (Il pouvait être important pour le propriétaire, notamment pour l'empereur, de disposer de stocks de céréales ou d'huile, vin).

En espèces ? On a très peu de renseignements sur ces contrats (voir du côté des contrats de *locatio-conductio* pour les mines et certains impôts).

Les procurateurs

Pour les patrimoines les plus importants, à commencer par celui de l'empereur, la gestion des domaines était assurée au niveau supérieur par des procurateurs.

En ce qui concerne les domaines impériaux, nous connaissons un assez grand nombre de ces procurateurs, mais leur hiérarchie ne nous apparaît pas très clairement. On peut néanmoins proposer le schéma suivant.

Au niveau supérieur, ce sont des chevaliers.

Au niveau inférieur, ce sont des affranchis qui sont soit adjoints des procurateurs équestres (système de la collégialité inégale), soit procurateurs de petits districts regroupant plusieurs domaines (*saltus* ; cf. Kolendo [1991, 63-66] pour les textes de HM, AD, SK), et regroupés ensuite dans une *regio*.

Exemple : le *tractus* de Carthage était divisé en 7 *regiones*, dont les procurateurs étaient des affranchis ; ils étaient subordonnés directement au procurateur équestre (centenaire) de Carthage, assisté d'un procurateur affranchi. Il n'y avait donc pas ici de *procuratores saltus*.

Les procurateurs supervisaient la gestion des domaines.

Ils produisaient des règlements dont les textes des GIA nous donnent une idée : prescriptions édictées pour le *fundus Villae Magnae Varianae, sermo procuratorum* (AD), *litterae procuratorum* (SK).

Ils arbitraient les litiges entre *conductores* et colons.

L'administration impériale exerçait aussi une surveillance policière sur les domaines.

On notera par exemple que le procureur du *tractus* de Carthage avait à sa disposition un certain nombre de soldats provenant de la cohorte urbaine de Carthage ou d'autres unités.

[Cf. envoi de soldats sur le *saltus Burunitanus* SK ; cf. aussi sous Dioclétien, un chrétien arrêté par un *praepositus saltus*].

Tensions sociales

Bien sûr, les GIA, qui sont surtout des actes normatifs, nous donnent une image assez statique de la situation des colons. Il faut faire un effort pour restituer les rapports entre les colons, les *conductores* et l'administration impériale.

Nous avons aussi, cependant, la chance de disposer de quelques textes qui nous permettent d'avoir une idée des tensions sociales. Il s'agit de l'inscription de SK (182 p.C.), et dans une moindre mesure de celle de Gasr-Mezuâr (*CIL*, VIII, 14428 ; 181 p.C.), qui est très fragmentaire.

Ces textes sont intéressants d'abord parce qu'ils proviennent des colons eux-mêmes : ce sont des pétitions adressées à l'empereur, à la suite de conflits avec les *conductores*, dans les années 180.

Les deux sites de Souk el-Khemis et de Gasr-Mezuâr, plus celui d'Aïn Zaga, dont provient aussi un fragment, forment les extrémités d'un triangle de 30 à 40 km de côté. Ce sont donc des localités assez proches, qui ont visiblement connu un état de tension sociale dans cette période de la fin des années 170 et du début des années 180.

Plus largement, nous pouvons supposer que ces conflits n'étaient pas rares, ne serait-ce que parce que ces documents contiennent des références à d'autres textes, réglementaires ceux-ci, émis auparavant par l'administration dans des circonstances comparables.

Dans l'inscription de Gasr-Mezuâr, sont cités des dispositions de 139 (ou 140, 145 ?) et de 149 portant sur le montant des corvées, qui apparemment faisait encore l'objet de litiges en 181. L'état du texte empêche de savoir si ces dispositions émanaient des procureurs ou de l'empereur lui-même.

Dans l'inscription SK, les colons se réfèrent à trois textes.

Kaput legis Hadrianae (3.4-9), un chapitre de la loi Hadrienne (rappel : il ne s'agit pas de la loi du même empereur portant sur la culture des terres en friches ; celle-ci interdisait aux *conductores* et à l'administration d'augmenter les redevances et corvées). Ce texte était joint à la pétition des colons et vraisemblablement gravé dans la partie non conservée de l'inscription.

Perpetua forma (3.16), règlement perpétuel. Il a été gravé sur une table de bronze. C'était sans doute un texte reprenant les dispositions de la *lex Manciana*. Cette *perpetua forma* a elle-même été confirmée par le texte suivant.

Litterae procuratorum (3.9-11 et 17), circulaires procuratoriennes conservées dans le *tabularium tractus Karthaginiensis*.

Donc, nous voyons que l'empereur, depuis Hadrien, a été amené plusieurs fois à intervenir dans les conflits entre colons et *conductores*, pour rappeler à l'ordre et préciser ou réaffirmer des dispositions légales antérieures.

D'autre part, l'administration impériale, c'est-à-dire en l'espèce, les procureurs sont intervenus eux aussi, pour régler des litiges ou accompagner par des circulaires des décisions impériales.

- Objets des litiges.

Les textes insistent constamment sur la nécessité pour les *conductores* de respecter les normes en matière de redevances et corvées, ce qui montre que la tendance était forte de chercher à les augmenter.

C'était bien sûr leur intérêt, et il découlait du système lui-même : les *conductores* avaient des contrats limités dans le temps, en général 5 ans, et ils désiraient naturellement réaliser les plus gros profits possibles au moindre coût dans ce temps limité.

Dans cette perspective, les litiges pouvaient avoir diverses causes.

Dans le cas du *saltus Burunitanus* et des domaines voisins, c'était le montant des corvées (*operae*) qui était en cause, ce qui montre que ces redevances n'étaient pas négligeables, et que cette question de la main d'œuvre était un enjeu important. Les colons protestent contre les tentatives des *conductores* et de l'administration et s'appuient sur un *kaput* de la *lex Hadriana*, ce qui prouve que ce type de conflit n'était pas nouveau.

Dans l'inscription de Gasr-Mezuâr, le montant des corvées est deux fois plus élevé que dans le *saltus Burunitanus* et le *fundus Villae Magnae Varianae*, ce qui pourrait montrer que les colons avaient ici échoué à défendre leurs droits.

Il y avait aussi des conflits dus à la tentative d'augmenter les redevances en nature (*partes agrariae*). Dans l'inscription de Gasr-Mezuâr, il est question des redevances de céréales et aussi de redevances de paille hachée pour la fabrication des briques. Dans le *saltus Burunitanus*, la question des redevances en nature n'occupe pas le

devant des revendications des colons, mais elle devait se poser puisque la *lex Hadriana* mentionne clairement l'interdiction de les augmenter.

Dans ces conflits sur les redevances en nature, qu'est-ce qui était en cause ? Ce n'était pas le principe ni les taux de répartition, mais le montant des récoltes qui était déclaré par les colons. En effet, selon la *lex Manciana*, c'était cette détermination qui décidait du montant des *partes agrariae*.

Cette procédure avait lieu sur l'aire, et elle devait donner lieu à un accord de gré à gré entre colon et *conductor*, qui devait ensuite être formalisé par écrit. Le colon pouvait donc jouer sur les quantités déclarées, et le *conductor* pouvait quant à lui rejeter l'estimation et la déclaration faite par le colon.

Ce genre de litige était ponctuel, et il était réglé au cas par cas sans doute par l'administration impériale. Par définition, il ne pouvait donner lieu à une décision de valeur générale, et ne pouvait servir de référence.

Il y avait aussi le miel, qui faisait l'objet d'une prescription spéciale : le texte HM prévoit la confiscation des essaims, du miel et des outils apicoles au cas où les colons les transféreraient du domaine dans la terre octonaire. On ignore ce qu'est celle-ci mais on devine qu'il était facile de soustraire à la redevance en miel une partie de la production, notamment en transportant la ruche hors du domaine. La punition était donc d'autant plus sévère.

Il y avait un autre sujet de litige qui était l'occupation des terres incultes. Les *conductores* pouvaient s'y opposer pour plusieurs raisons.

D'abord parce qu'ils devaient mettre à profit beaucoup de ces terres incultes et subcésives comme pâturages, notamment si elles se trouvaient comprises dans les domaines qu'ils avaient pris à ferme (sans cela, quel intérêt auraient-ils à les prendre à ferme ?).

Ensuite, parce qu'ils pouvaient craindre que l'investissement des colons dans la mise en culture des terres incultes ne les distraie de leur parcelle et ait pour résultat des récoltes moins abondantes et donc une diminution des redevances.

Il y avait donc des intérêts divergents entre les *conductores* et les colons à ce sujet, ce qui explique les requêtes adressées à l'empereur par ces derniers au sujet de l'occupation des terres incultes.

Mais il y avait aussi divergence entre les *conductores* et l'administration impériale, et leurs intérêts étaient de fait un peu contradictoires.

Les *conductores* désiraient comme on l'a dit plus haut s'assurer des profits maximum pendant leur période de bail ; ils visaient donc une exploitation maximale à court terme, et non une mise en valeur rationnelle du domaine sur le long terme. Kolendo 1991, 35, parle de « pillage ».

L'administration était plus soucieuse de mise en valeur et de développement de son patrimoine. Elle devait se préoccuper de pouvoir donner à ferme le domaine pour la période suivante pour une somme au moins aussi importante, et éventuellement plus, que la précédente.

Ses intérêts rejoignaient donc ici ceux des colons.

C'est ce qui explique que l'empereur et l'administration impériale, dans les réponses apportées aux colons, aient fait droit à leur demandes concernant la mise en valeur des terres incultes, et même accordent aux pétitionnaires plus que ce qu'ils avaient demandé.

(Cf. AD) Les colons demandent à occuper les terres marécageuses et boisées ; ils en appellent à la *providentia* du pouvoir impérial et se réfèrent au précédent du *saltus Neronianus*.

L'administration répond en autorisant d'occuper non seulement les *agri silvestres et palustres*, mais toutes les catégories de terres incultes.

Le *sermo procuratorum* évoque même toutes les terres que les *conductores* auraient laissées à l'abandon : *loca neglecta a conductoribus*.

L'administration essaie aussi d'intéresser matériellement les *conductores* : dans le *sermo procuratorum*, il est précisé que les céréales plantées sur ces nouvelles terres donneront lieu à redevances au *conductor*. Ce n'est pas le cas en revanche pour les autres cultures, vignes, oliviers qui ne donnaient pas de fruits les premières années. On comprend dès lors que les *conductores* ne devaient pas être enclins à encourager ces cultures, et que les colons durent ici surmonter cette opposition. Apparemment, ils bénéficièrent pour cela du soutien et de l'encouragement du pouvoir impérial.

- Les moyens de lutte des colons

Les colons ont fait appel à diverses méthodes de lutte et à divers arguments auprès du pouvoir impérial, l'administration et éventuellement le prince lui-même, qui apparaît donc comme un garant et une structure d'appel. Il est peu probable en revanche que le pouvoir impérial soit intervenu de lui-même, dans une perspective volontariste voire réformiste ; il devait être sollicité pour le faire (mais il peut y avoir débat sur ce point). D'autre part, ces appels à l'empereur permettaient aussi de populariser l'image du bon prince, attentif au bien et à la sécurité de ses sujets (cf. SK).

Ces appels au pouvoir impérial, voire à l'empereur lui-même, ne devaient pas être toujours faciles. Si l'affaire était instruite en Afrique, il y avait des risques de collusions d'intérêts et de solidarités locales, et il n'était pas facile d'atteindre l'empereur, à Rome ou ailleurs.

On peut en juger d'après le texte SK.

Les démarches auprès du procureur sont restées vaines, en raison de sa collusion avec le *conductor* (Allius Maximus).

Devant cet échec, les colons se sont adressés à l'empereur, avec l'espoir de recevoir un rescrit ; une démarche de ce type suppose de remettre un *libellus*, une requête, et d'avoir un moyen d'accès direct à l'empereur.

Cette démarche a été punie par le procureur, qui s'en est même pris à des citoyens romains, qui devaient être les personnes les plus importantes du *saltus*. Outre le refus d'effectuer les corvées, le procureur a dû ici justifier le recours aux soldats (probablement détachés de la cohorte urbaine ou de la légion) par le trouble à l'ordre public et l'atteinte à la majesté impériale.

Malgré cette répression, les colons adressent une nouvelle requête et obtiennent cette fois-ci gain de cause.

La requête et le rescrit impérial ont été gravés à l'initiative des colons.

Il y a une chose intéressante, le texte n'a pas été seulement gravé dans le *saltus Burunitanus* ; en effet on en retrouve aussi un fragment gravé sur un bloc en remploi dans le fort byzantin d'Aïn Zaga, localité située à 30 km de Souk el-Khemis. L'inscription n'a certainement pas été transportée sur cette distance et à travers un relief assez accidenté ; il n'est pas possible de supposer non plus que le même domaine s'étendait entre les deux localités. Il faut donc admettre que le texte a été affiché à Aïn Zaga parce que la situation des colons y était similaire ; ceux-ci devaient donc s'y référer pour défendre leurs droits (cf. fréquentes allusions dans les textes eux-mêmes à la situation sur d'autres domaines).

Il y avait un argument très fort que les colons ont apparemment souvent employé, c'est la menace de quitter le domaine si leurs revendications n'étaient pas satisfaites, pour aller *ubi libere morari possumus* (inscription de Gasr-Mezuar, A.6).

On retrouve en effet cette menace dans d'autres pétitions (Aga Bey Koy en Lydie, Dagei dans la Dobroudja [Dacie], Scaptopara en Thrace). Les colons de Lydie menaçaient même de quitter le domaine impérial pour s'installer sur des terres privées.

Même si on ne doit pas sous-estimer le caractère rhétorique de telles menaces, elles montrent au moins que les colons étaient libres de le faire.

Lactance, qui était originaire d'Afrique, mentionne d'ailleurs (*De mort. persec.* 7) l'abandon de terres par des colons écrasés d'impôts.

De plus, le texte AD mentionne (4.7) des terres abandonnées (*si qui agri cessant*).

Le texte HM (4.9-15) prouve quant à lui que ce cas était prévu par la *lex Manciana*, et qu'alors le colon perdait la parcelle dans un délai de deux ans ; elle ne pouvait donc pas être relouée tout de suite et c'était une perte pour le *conductor* aussi bien que pour le *fiscus*.

D'autre part, ces menaces montrent aussi que les colons ne devaient pas avoir trop de mal à retrouver une exploitation en un autre lieu, dans des domaines nouvellement créés ou en expansion, ainsi que dans des villes. Il semble qu'au moment où l'agriculture africaine s'est développée, le rapport entre l'offre et la demande en matière de travail était très favorable à la main d'œuvre.

-On a vu tout à l'heure que les démarches entreprises par les colons n'étaient pas toujours faciles. On doit se demander comment les plaintes des colons étaient reçues, auprès de l'administration et, si cela ne suffisait pas, auprès de l'empereur. Plusieurs paramètres sont à prendre en considération.

Dans certains cas, il y avait des divergences d'intérêt entre les *conductores* et les procureurs du *fiscus* (supra), et les colons savaient pouvoir en profiter. Il faut aussi rappeler que les charges excessives imposées par les *conductores* aux colons ne rapportaient rien au *fiscus*. De plus, un domaine ainsi pressuré, avec des colons ruinés par des redevances trop élevées, pouvait s'avérer difficile à louer pour la période suivante. Enfin, l'accroissement des corvées pouvait aussi nuire à la mise en culture de nouvelles terres que l'administration encourageait.

Dans d'autres cas, il y avait collusion entre le(s) procureur(s) et le(s) *conductor(es)*. On le voit bien dans le texte SK, et les colons le dénoncent à l'empereur en soulignant d'ailleurs que le procureur agit non seulement contre le bon droit (*fas*) mais aussi au détriment des revenus de l'empereur, ce qui est une façon habile d'associer les intérêts de l'empereur à ceux des colons.

Les *conductores* étaient souvent du pays, comme les procureurs ; il pouvait y avoir des solidarités sociales ou familiales, notamment au niveau inférieur de l'administration. Il faut faire la part aussi de la corruption, sous forme de cadeaux et de pots-de-vin (SK 3.20).

D'une manière générale cependant, les procureurs étaient censés jouer un rôle d'arbitre, et ils devaient effectivement être attentifs à éviter les vagues, à éviter ou désamorcer des conflits qui ne pouvaient que nuire aux intérêts du *fiscus* et à leur carrière elle-même.

On voit que dans leurs démarches, les colons avaient une certaine organisation. À sa tête, il y avait des *magistri* [HM, et aussi SK 4.29 : *cura agente C. Iulio P[el]oipe Salaputi mag(istro)*]. On rencontre également la fonction de *defensor* (HM, et aussi Lurius Lucullus dans le texte SK 4). On peut toutefois se demander s'il s'agit d'un colon ou d'une personne extérieure.

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

Il y avait visiblement aussi des ententes locales entre représentants de plusieurs domaines (les plaintes avaient plus de chances d'aboutir si elles étaient envoyées en grand nombre, ce qui montrait aussi qu'un territoire pouvait être menacé de troubles).

Nous n'avons aucune idée du nombre de démarches qui aboutirent. De toute façon, les colons ne faisaient graver que les décisions qui leur étaient favorables. Les inscriptions dont nous disposons peuvent être considérées aussi bien comme le signe de succès fréquents que comme la marque de rares victoires.

En prenant en considération l'évolution du colonat sur une longue période, on peut néanmoins supposer que sa situation est allée en s'aggravant.

C- L'évolution du colonat à l'époque tardive : le renforcement de la contrainte publique

(Base du cours : Carrié 1999, 611-615 et 680-687, qui donne d'autres références ; voir aussi Vera 1987, 1992).

Il semble bien qu'en Afrique, comme dans d'autres régions du monde romain, le statut des colons des domaines s'est détérioré au cours du 4^e siècle.

On l'a vu, au Haut-Empire, le colon est un locataire, un preneur à bail, qui cultive une parcelle contre le paiement d'un loyer, avec un bail emphytéotique et la possibilité de la quitter quand il le désire.

Au Bas-Empire, il perd ce droit de quitter le domaine, et d'autre part doit passer par l'intermédiaire du propriétaire pour payer l'impôt personnel à l'État.

Voilà pour les données essentielles. Quelques points sont maintenant à préciser.

La réforme fiscale de Dioclétien (287 p.C.)

Un nouvel impôt — ou plutôt une nouvelle organisation de l'impôt provincial traditionnel — qui combine les deux tributs traditionnels ; *tributum soli* (impôt foncier, acquitté par les propriétaires, sauf *ius Italicum*) ; *tributum capitis* (impôt personnel acquitté par les habitants de l'Empire, sauf les citoyens romains et un certain nombre de communautés et d'individus pérégrins). C'est la *iugatio-capitatio* (voir Carrié 1999, 593-611).

L'*adscriptio* : attachement à une *origo*

La réforme tétrarchique de la fiscalité a entraîné des conséquences importantes sur la société parce que son fonctionnement impliquait une inscription des individus dans des registres locaux et catégoriels, et l'astreinte à y demeurer. C'est l'*adscriptio* : une attache territoriale et professionnelle, c'est-à-dire dans la résidence géographique (*origo*) et le cadre socio-économique, où chacun se trouve et doit rester, et où devront aussi demeurer ses enfants.

La mise en place de la réforme s'est certainement effectuée avec l'attachement de l'ensemble des habitants à une *origo*, et il est significatif que désormais, les grands domaines (*praedia*) soient reconnus comme *origo*, à côté des cités et des villages (CJ, 4.49.9 [293 p.C.] mentionne la *capitatio praedii uenditi* et donc l'institution antérieurement à cette date de la *capitatio* avec l'attache au *praedium* et à la population qui y est adscrite).

Cette obligation fiscale a en effet particulièrement concerné les tenanciers agricoles, c'est-à-dire surtout les colons (mais pas seulement, les catégories urbaines sont concernées aussi).

L'expression *colonus adscriptus* (« colon adscrit ») apparaît dans une série de constitutions impériales qui définissent ce qu'on appelle désormais le *ius colonatus* (« droit ou statut des colons »).

Par exemple, une loi de 332 (Cod. Theod., 5.17.1) qui décrète que « le colon qui médite la fuite doit être enchaîné comme un esclave, pour être ainsi contraint par l'effet d'une condamnation servile, à satisfaire aux obligations des libres ».

C'est-à-dire que le colon est libre et reste libre, mais qu'on peut le contraindre à respecter son attache à la terre (« obligations des libres ») en utilisant les mêmes moyens qu'emploierait un maître pour son esclave fugitif.

Attention : il s'agit d'une obligation de droit public et non de droit privé. Le colon est lié par une obligation à l'égard de l'État et non du propriétaire dans le cadre du rapport contractuel de *locatio-conductio*. Le *ius colonatus* est un droit de l'attache au lieu d'origine pour les catégories socioprofessionnelles assujetties à l'impôt.

On peut donc dire que le colon reste libre à l'égard du propriétaire, mais lié à la terre par une obligation à l'égard de l'État, et pour laquelle l'État délègue au maître son pouvoir de contrainte pour faire appliquer la loi.

On l'a dit, cette obligation à l'égard de l'État est de nature fiscale :

- le pouvoir impérial veut maintenir les colons sur place afin de garantir le bon rendement de l'impôt ;
- ils payent cet impôt par l'intermédiaire du *dominus* ; ceux-ci ont donc reçu la responsabilité de lever eux-mêmes l'impôt de leurs colons. Les domaines ont été constitués en unités autonomes de perception.

L'État se préoccupe ainsi de ses intérêts, c'est-à-dire la stabilité des cadres fiscaux, en particulier par l'attache des paysans (des motivations identiques se retrouvent dans la législation sur les curiales et les obligations liturgiques, et pour d'autres catégories).

Une autre façon de voir doit être présentée. On ne peut exclure que des intérêts communs aient existé entre l'empereur et la classe des grands propriétaires. En effet, l'avantage du système du colonat reposait notamment sur une certaine stabilité des tenanciers sur le domaine. Sans aller jusqu'à avancer comme certains l'idée que l'attache au sol aurait été une sorte de cadeau juridique de l'État à ces derniers, il faut rappeler que l'empereur était lui-même un grand propriétaire intéressé à maintenir une main d'œuvre sur ses terres. Cette législation aurait donc eu plusieurs objectifs et servi aussi une sorte de solidarité de classe entre l'empereur et les grands propriétaires (contra en partie Carrié 1999, 685).

Conséquences sur les rapports et les équilibres sociaux.

D'abord concernant les colons, pour lesquels bien sûr, elle se traduit des restrictions pour la libre disposition de leur personne. [Même si du strict point de vue statutaire, le colon demeure un libre ; en fait, le législateur peine à définir un nouveau concept statutaire et recourt aux modèles des rapports propriétaire/esclave ou patron/affranchi, cf. Carrié 1999, 682-683].

Presque fatalement, l'approximation avec laquelle le législateur avait défini les droits des personnes a amené les propriétaires à abuser de leur position et à traiter les colons comme s'ils leur étaient personnellement soumis. Du coup, le pouvoir a dû rappeler les propriétaires à l'ordre, ce qui a donné lieu à toute une législation rappelant les droits des colons (ce qui montre que la réforme n'avait pas pour but de protéger les intérêts des propriétaires et va contre l'idée exprimée supra) et aboutissant à compliquer encore plus les choses (Carrié 1999, 682-683 et 686).

L'impact social de la réforme a sans doute été variable selon les régions, en fonction des situations préexistantes. Dans certaines régions, comme la Gaule ou l'Asie Mineure, la main d'œuvre agricole était traditionnellement enserrée dans des liens de forte dépendance. En Afrique, au contraire, la condition des colons semble avoir été plus favorable, ce qui s'explique sans doute à la fois

par un rapport plus avantageux en faveur de l'offre de main d'œuvre au moment où l'agriculture africaine a connu sa grande phase d'expansion ;

par des attitudes plus solidaires et revendicatives des colons (cf les pétitions du 2^e siècle).

La mise en place de la réforme entraîne le phénomène du *patrocinium*, qui est un nouveau type de patronage par lequel de grands propriétaires, dont des personnages de haut rang, protègent des « multitudes de colons » et « les empêchent de pouvoir accomplir leurs loyaux services », c'est-à-dire le paiement des impôts (*Cod. Theod.*, 11.24). Cela contribue sous le Bas-Empire à un puissant mouvement d'évasion fiscale (Garnsey & Humfress 2004, 63 et 125), contre lequel les empereurs eurent à lutter.

Enfin, la réforme a aussi provoqué des conflits entre les propriétaires fonciers à propos de la « possession » de la main d'œuvre (voir texte *Lettre à Salvius*, in Lorient & Badel 825-826).

Conclusion générale

Les historiens modernes ont beaucoup recherché les causes de l'apparition et du développement du colonat, et de son évolution au Bas-Empire.

Pour beaucoup, il est apparu comme la « porte de sortie de l'économie esclavagiste » (Carrié 1999, 684). Dans la mesure où l'arrêt des grandes guerres de conquête avait rendu moins attractif le modèle du grand domaine servile, l'affermage des terres, en particulier sous la forme du système de *locatio-conductio* et du colonat, offrait une alternative attrayante.

L'Afrique présentait une situation particulière puisqu'en dehors peut-être de la région de Carthage à la fin de la République et au début de l'Empire, l'esclavage rural ne semble pas y avoir été développé. En revanche, la disponibilité sur place d'une importante main d'œuvre libre, notamment issue des populations nomades et semi-nomades, a été un facteur essentiel de la formation du colonat et de l'expansion d'un système de grande propriété, concourant ainsi à la prospérité agricole de la région.

APPENDICE : TEXTES SUR LE COLONAT AGRAIRE EN AFRIQUE ROMAINE

1- Pseudo-Agennius, 45, 16-46, 7 Th ; trad. H. Marchand.

Entre les collectivités publiques et les particuliers, ce n'est pas aisément que sont suscitées de telles controverses (il parle des controverses sur le droit des territoires) en Italie, mais fréquemment dans les provinces, surtout en Afrique où les particuliers ont des *saltus* aussi grands que les territoires de la *res publica* : au contraire même, de nombreux *saltus* sont de loin plus grands que les territoires. Dans les *saltus* les particuliers ont beaucoup de peuple plébéien et des *vici* autour de la *villa*, à la façon des municipes. Les collectivités publiques doivent susciter des controverses au sujet du droit du territoire parce qu'elles proclament soit qu'il convient d'imposer des charges dans cette partie du sol, soit de choisir une recrue du *vicus*, soit d'imposer des transports ou des troupes à transporter, une bonne fois aussi à partir d'une certaine partie du sol, (Th 46) bien que ces controverses doivent recevoir un autre statut général, controverses qui sont suscitées au sujet d'un lieu étendu. Cependant, si

les collectivités publiques sont en procès avec des particuliers, elles ont l'habitude de revendiquer comme par le droit du territoire et instituent ce statut général, pour ces lieux que les autorités publiques s'efforcent de s'approprier. Elles ont des procès de ce genre non seulement avec de simples particuliers mais aussi la plupart du temps avec César (l'empereur) qui, en province, possède beaucoup.

2- Le moissonneur de Mactar (*CIL*, VIII, 11824 ; début III^e s)

Je suis né d'une famille pauvre ; mon père n'avait ni revenus, ni maison à lui. Depuis le jour de ma naissance, j'ai toujours cultivé mon champ. Ma terre ni moi n'avons pris aucun repos. Lorsque revenait l'époque de l'année où les moissons étaient mûres, j'étais le premier à couper mes chaumes ; lorsque paraissaient dans les campagnes les groupes de moissonneurs, qui vont se louer autour de Cirta, la capitale des Numides, ou dans les plaines que domine la montagne de Jupiter, alors j'étais le premier à moissonner mon champ. Puis, quittant mon pays, j'ai pendant douze ans moissonné pour autrui sous un soleil de feu ; pendant onze ans, j'ai commandé une équipe de moissonneurs et j'ai fauché le blé dans les champs des Numides. A force de travailler, ayant su me contenter de peu, je suis enfin devenu propriétaire d'une maison et d'un domaine : aujourd'hui, je vis dans l'aisance. J'ai même atteint les honneurs : je fus appelé à siéger au Sénat de ma cité, et de petit paysan je devins censeur. J'ai vu naître et grandir autour de moi mes enfants et mes petits-enfants ; ma vie s'est écoulée paisible et honorée de tous.

3- Inscription d'Henchir Mettich (*CIL*, VIII, 25902).

I - [1] Pour le salut de – notre Auguste, l'empereur César Trajan, prince excellent, vainqueur des Germains et des Parthes, - et de toute la maison divine. Règlement reproduit par Licinius Maximus et Felicior, affranchi d'Auguste, procurateurs, conformément à la loi Manciana.

[2] A ceux d'entre eux qui habitent dans le domaine de Villa Magna Variana c'est-à-dire de Mappalia Siga, il est permis de cultiver, conformément à la loi Manciana, ces champs qui constituent les subcésives (champs non allotis), c'est-à-dire que celui qui les aura mises en culture en aura l'usage personnel.

[3] Des fruits qui naîtront en ce lieu, (les cultivateurs) devront, en vertu de la loi Manciana, fournir des parts aux propriétaires, fermiers ou chefs d'exploitation de ce domaine, dans les conditions que voici : les colons porteront à leur convenance, aux fermiers ou chefs d'exploitation de ce domaine, la totalité des fruits de chaque culture qu'ils destinent à être transportés et traités sur l'aire ; et si les fermiers ou chefs d'exploitation de ce domaine leur ont déclaré en réponse que telles sont bien les parts (?) qui doivent leur être remises, les colons prendront garde de noter sur des tablettes cachetées le montant des parts de ces fruits qu'ils doivent remettre ; les colons devront remettre aux fermiers ou chefs d'exploitation de ce domaine les parts qui leur reviennent statutairement.

[4] Les personnes domiciliées sur le domaine de Villa Magna ou Mappalia Siga qui occupent ou occuperont des fermes appartenant au propriétaire du domaine fourniront aux propriétaires ou aux chefs d'exploitation le montant exact des parts de fruits, de vendanges, conformément à la coutume mancienne, soit :

pour le blé, la tierce part livrée sur l'aire ;

pour l'orge, la tierce part livrée sur l'aire pour la fève, le quart (ou le cinquième) livré sur l'aire ;

pour le vin, un tiers du vin recueilli dans la cuve ;

pour l'huile, la tierce part ;

pour le miel, un setier de miel par ruche.

II - [5] Celui qui aura plus de cinq ruches au moment de la récolte, devra remettre aux fermiers ou chefs d'exploitation de ce domaine ce qu'il a récolté. Quiconque aura transféré, hors du domaine de Villa Magna, des ruches, des essaims, des abeilles ou des pots de miel dans sa « terre octonaire », dans des conditions telles qu'il en est résulté une fraude quelconque au détriment des propriétaires, fermiers ou chefs d'exploitation, les ruches, essaims, abeilles, pots de miel et le miel qui s'y trouvera, appartiendront en totalité aux fermiers ou aux chefs d'exploitation de ce domaine.

[6] Pour les figuiers et autres arbres plantés hors du verger, inclus dans les limites de la ferme elle-même, et sous la réserve que la récolte [---] le colon fixera à son gré la part des fruits recueillis à remettre aux fermiers ou chefs d'exploitation.

Pour les figueraies et olivettes qui ont été plantées avant cette loi, le colon fournira aux fermiers ou chefs d'exploitation la part de récolte fixée par la coutume.

Si plus tard, (après la publication du présent règlement), une figueraie venait à être créée, il est permis à celui qui l'aurait plantée, d'en percevoir à son gré la récolte pendant cinq années consécutives ; après la cinquième récolte, le colon devra fournir aux fermiers ou chefs d'exploitation de ce domaine la part fixée par la même loi mentionnée ci-dessus.

Il est permis de planter et de cultiver de nouvelles vignes à la place des anciennes aux conditions suivantes : celui qui les aura plantées percevra à son gré la récolte pendant cinq années consécutives à la plantation ; et de

même après la cinquième vendange, il devra donner aux fermiers ou aux chefs d'exploitation de ce domaine la tierce part de la récolte, fixée par la loi Manciana.

III - Il est permis de planter et de cultiver une olivette dans un lieu auparavant en friche aux conditions suivantes : il lui sera permis de percevoir à son gré la récolte de cette olivette qu'il a ainsi plantée, pendant dix récoltes consécutives à la plantation ; et de même après la dixième récolte, il devra remettre aux fermiers ou chefs d'exploitation de ce domaine la tierce partie de l'huile produite. Quiconque greffera des oliviers sauvages devra verser un tiers de la récolte au bout de cinq ans.

[7] Dans le domaine de Villa Magna Variana, autrement dit Mappalia Siga, le revenu des champs qui sont ou seront ensemencés de plantes fourragères, à l'exception de ceux ensemencés de vesces, devra être remis aux fermiers ou chefs d'exploitation ; les gardiens ont pouvoir de le percevoir.

Pour le bétail qui pâturera à l'intérieur du domaine de Villa Magna Mappalia Siga, une redevance de quatre pièces de bronze par tête de bétail sera versée aux fermiers ou aux chefs d'exploitation des propriétaires de ce domaine.

[8] Si quelqu'un coupe, détruit, emporte ou détourne, brûle ou arrache une récolte sur pied ou sur arbre, parvenue ou non à maturité, le détriment causé au fermier ou au chef d'exploitation de ce domaine sera à la charge du colon, (qui devra payer double part à son créancier).

IV - [9] Quiconque aura planté ou plantera des arbres fruitiers sur le domaine de Villa Magna ou Mappalia Siga, a droit de léguer par testament à ses enfants, issus d'un mariage légitime, l'usage de cette plantation [---] (I.7-9).

Si quelqu'un met ou a mis en culture une terre jusque-là inculte, plante ou a planté une maison et si quelqu'un qui a cultivé cesse de le faire, du moment où la terre cesse d'être cultivée, le droit de culture est préservé et le demeurera dans le délai de deux ans après le jour d'interruption de la culture. Après deux ans, les fermiers, ou les chefs d'exploitation (cultiveront la terre).

[10] Quand une pièce de terre a été cultivée l'année précédente, et cessera ensuite de l'être, les fermiers ou chefs d'exploitation de ce domaine signifieront à celui qui est dit avoir l'usage de cette terre d'avoir à la remettre en culture ; si, après cette signification, celui-ci continue à différer la reprise du travail et s'il persiste l'année suivante, au terme de cette seconde année, les fermiers ou chefs d'exploitation de ce domaine cultiveront la terre [---].

[11] Les colons qui habiteront le domaine de Villa Magna autrement dit Mappalia Siga devront fournir aux propriétaires ou à leurs fermiers ou chefs d'exploitation, chaque année et pour chaque homme, deux jours de travail à la charrue, deux jours à la moisson et deux jours de sarclage pour chaque sorte de culture.

Les colons résidant sur le domaine donneront leurs noms aux fermiers ou chefs d'exploitation de ce domaine et chacun devra fournir des corvées de gardiennage dans les champs. Quant aux *stipendiarii* qui habiteront dans le domaine de Villa Magna ou Mappalia Siga, ils devront fournir aux fermiers ou chefs d'exploitation [---] (I. 34-40).

[Protocole (sur la base)]

Cette loi a été écrite par Lurius Victor, fils d'Odilon, *magister* et Flavius Geminius, *defensor* ainsi que par Felix, fils d'Annobal, fils de Birzil.

4- Inscriptions d'Aïn-el-Djemala (*CIL*, VIII, 25943) et Aïn-Ouassel (*CIL*, VIII, 26416 ; *ILT*, 1373).

[IV] - [E]arinus et Doryphorus à notre cher Primige[nius], salut ! – Nous te donnons pour ton information copie de la lettre que nous adresse Titulius Pudens, *egregius vir*, et nous te prescrivons d'assurer la publication, par exposition dans les lieux les plus fréquentés, des documents que nous joignons ci-dessous.

Verridius Bassus et Ianuarius à notre cher Martialis, salut ! – S'il se trouve dans cette circonscription (*tractus*) des terres abandonnées ou vierges, ou bien si elles sont de nature forestière ou palustre, à ceux qui veulent (les mettre en culture) en vertu de la *lex Manciana* [---]

[I] – [---] Nous vous demandons de vouloir bien, ô procureurs, en vertu de la providence (*providentia*) que vous exercez au nom de César, nous donner ces terres qui sont situées dans les endroits marécageux et boisés, afin que nous les plantions d'oliviers et de vignes, par application de la *lex Manciana*, comme cela a été fait pour le *saltus Neronianus*, dont nous sommes voisins [3 l. *manquantes* et 8 l. *manquantes*].

[II] - Arrêté (*sermo*) des procureurs de l'empereur César Hadrien Auguste.

Attendu que notre César, dans le zèle infatigable qu'il met constamment à veiller aux besoins de l'humanité, ordonne que soient mises en culture toutes les parcelles de terre capables de produire aussi bien des oliviers ou des vignes que des céréales, pour ce motif, par délégation de sa providence : le pouvoir est donné à tous d'occuper aussi les parcelles qui, dépendant de centuries soumises au fermage des *saltus Blandianus* et *Udensis* avec les parcelles des *saltus Lamianus* et *Domitianus* jouxtant le *saltus Tuzritanus*, ne sont pas cultivées par les *conductores*. A ceux qui auraient occupé ces terres est conféré ce droit de les posséder, d'en jouir et de les

transmettre à leur héritier, droit contenu dans la *lex Hadriana* sur les terres vierges et celles restées incultes pendant dix années consécutives.

[III] - Des *saltus Blandianus* et *Udensis* ne seront exigées que les parts de fruits [qu'autorise la *lex Manciana*]. S'il s'agit de parcelles que leurs *conductores* ont laissées à l'abandon, celui qui les aura occupées paiera la redevance coutumière qui est de la tierce part de la récolte. Pour ce qui est également des régions qui dépendent des *saltus Lamianus* et *Domitianus* jouxtant le *saltus Tuzritanus*, il sera soumis aux mêmes prestations. Des oliviers que chaque occupant aurait soit plantés en trous soit greffés sur des oliviers sauvages, aucune part des fruits cueillis ne sera exigée durant les dix premières années. Par contre, pour les autres fruits, l'exonération ne sera que de sept années. Et aucun autre fruit n'entrera dans la masse pour le calcul des parts, que ceux que les *possessores* destinent à être vendus. Quant aux parts frumentaires de fruits que chaque occupant a l'obligation de fournir, durant les cinq premières années, il les fournira au *conductor* dans le bail de qui sera comprise la terre qu'il aurait occupée. Passé ce laps de temps, il les livrera au trésor (*ratio*).

5- Inscription de Souk el-Khemis (CIL, VIII, 10570)

(Il faut que tu sois informé) de la collusion de ton procureur, qu'il a pratiquée non seulement avec Allius Maximus notre adversaire, mais avec presque tous les fermiers, contre le bon droit, et au détriment de tes revenus, sans garder aucune mesure. En sorte qu'il s'est abstenu depuis plusieurs années de tenir compte de nos démarches, nos supplications, de nos appels à Votre Divin Rescrit. Et en outre, cédant aux manœuvres de ce même Allius Maximus, qui est dans ses meilleures grâces, il a envoyé les soldats dans ce même domaine de Buruni, a fait arrêter et maltraiter certains d'entre nous, en a fait enchaîner d'autres, et battre de verges et de bâtons quelques-uns qui étaient pourtant citoyens romains. Tout cela sous prétexte que, en présence d'une injustice si grave eu égard à notre faiblesse, et si évidente, nous avions, en implorant Ta Majesté, écrit une lettre incorrecte [---]

Cela nous oblige, misérables que nous sommes, à supplier de nouveau ta Divine Prévoyance. C'est pourquoi nous te demandons, Empereur Très Sacré, de nous secourir ; qu'en vertu du paragraphe cité ci-dessus de la loi Hadrianienne, qui supprime ce droit, soit supprimé aux procureurs et fermiers le droit d'augmenter au détriment des colons les redevances sur les cultures, les corvées et les prestations d'attelages. Que conformément aux circulaires procuratoriennes qui sont conservées dans le bureau impérial du district domanial de Carthage, nous ne devions pas plus de deux jours par an respectivement pour les labours, les sarclages et les moissons. Il ne doit pas y avoir de discussion sur ce point, établi dans le Règlement Perpétuel, gravé sur bronze, qui a été appliqué de tous côtés à tous nos voisins, et qui est confirmé par les circulaires procuratoriennes citées ci-dessus. Viens à notre secours, car nous sommes de pauvres paysans, gagnant notre vie par notre travail manuel, incapables de rivaliser auprès de tes procureurs avec le fermier, qui s'assure leurs bonnes grâces par de somptueux cadeaux, et qui est bien connu d'eux parce qu'il a maintes fois renouvelé son contrat. Aie pitié de nous, et daigne ordonner par Ton Rescrit Sacré, que nous n'ayons pas à fournir plus que ce qui est prescrit par la loi Hadrianienne et les circulaires procuratoriennes, soit trois fois des corvées de deux jours chacune. Ainsi, par la bonté de Ta Majesté, nous tes paysans, nés et élevés sur tes domaines, nous ne serons plus tourmentés par les fermiers des terres impériales [---]

Rescrit de Commode

L'empereur César Marcus Aurelius Commodus Antoninus, Auguste, Sarmaticus, Germanicus Maximus, à Lurius Lucullus et autres.

Les procureurs, en application de la loi et de mes décisions, auront soin que vous n'exigiez pas plus de trois corvées de deux jours chacune, ni rien qui soit injuste et contraire au Règlement Perpétuel.

CHAPITRE 3 : LE VIN ET L'HUILE DE L'AFRIQUE ROMAINE

Introduction

Cette question a un très grand intérêt thématique, c'est un sujet très large qui touche à toute la vie économique et sociale de l'Afrique romaine.

Elle se nourrit d'un ensemble de sources très large, qui couvre en fait tous les types de documentation et de méthodes en histoire ancienne : textes littéraires et épigraphiques, documents figurés, archéologie traditionnelle (monuments, céramique), et aussi techniques d'analyses des sols, des anciennes végétations et des contenus d'amphores.

Elle a aussi une grande portée problématique. En effet, on a mis en évidence depuis déjà un certain temps qu'il y avait eu une grande croissance de l'économie africaine au 2^e siècle (agricole et fabrication : sigillée). Quelle est la part de l'huile dans cette croissance ? Et quels sont les facteurs qui expliquent, sur un plan plus sectoriel, l'essor de l'oléiculture africaine ?

Plan du chapitre :

Le vin : il faut en dire un mot car c'est aussi une culture arbustive et spéculative, proche de la vigne par ses conditions de production et de commercialisation.

Sur l'huile :

Mise en perspective historique.

Culture et production (techniques, régions).

Propriété et exploitation.

Consommation et marchés.

Transferts et commerce.

Préalable

Un point doit être évoqué au préalable. L'oléiculture, comme la viticulture, sont des secteurs pour lesquels on suppose que l'initiative impériale a été importante. À l'origine de cette idée, on trouve les grandes inscriptions agraires, qui émanent effectivement de l'administration impériale. Présentation rapide.

Quatre grandes inscriptions qui concernent des domaines situés dans la vallée du Bagradas (oued Medjerda, à son confluent avec l'oued Siliana, au nord de Dougga) :

Henchir Mettich (116-117 ; CIL, VIII, 25902) ;

Aïn-el-Djemala (Hadrien ; CIL, VIII, 25943) ;

Souk el-Khmis (180-182 ; CIL, VIII, 10570) ;

Aïn-Ouassel (198-211 ; CIL, VIII, 26416).

Ces règlements se rapportent à des textes de portée plus générale : *lex Hadriana* et *lex Manciana*, inconnus par ailleurs. Toutefois, la découverte des Tablettes Albertini (actes de vente de l'époque vandale), dont l'objet est constitué par des *culturae mancianae* vient s'ajouter à ce dossier ; on mentionnera aussi ILT 629, dédicace érigée par un *manciane cultor*.

On ignore aussi si ces textes s'appliquaient à l'ensemble de l'Empire ou seulement à l'Afrique ; l'hypothèse parfois retenue (Piganiol) est que la *LH* s'appliquerait à tout l'Empire et la *LM* seulement à l'Afrique. Autre incertitude : ces textes concernent-ils seulement les domaines impériaux ou tous les domaines ?

Ces textes ont été gravés sur la demande d'associations de paysans pour rappeler leurs droits. Deux nous intéressent plus particulièrement, dans l'optique de l'oléiculture et de la viticulture.

Dans l'inscription d'Henchir Mettich, une lettre des *procuratores* définit l'application de la *lex Manciana*.

Les responsables de l'exploitation sont les *domini*, les *conductores* et les *vilici*. Donc trois types d'exploitation possible. Les tenanciers travaillant la terre sont dénommés *coloni*/colons. Il est aussi question d'*inquilini* (autre catégorie de colons ?) et de *stipendiarii* (vacataires salariés)

La rente est fondée sur un partage de la récolte, avec des dispositions particulières pour les cultures arbustives récentes : elles sont exemptées de redevances pendant une durée de 5 ans (vignes) et de 10 ans (oliviers).

L'inscription d'Ain el-Djemala (C. 8 25943 ; l'inscription d'Ain-Ouassel C. 8 26416, d'époque sévérienne, semble être une copie de la même décision), est une pétition demandant une décision concernant les dispositions pour la culture des *subcesiva* (terres marginales). Il semble que les terres en question aient été occupées par les *conductores* mais non cultivées. L'empereur, par l'intermédiaire de ses procurateurs, a autorisé les pétitionnaires qui étaient vraisemblablement des colons, à exploiter les terres délaissées par les fermiers. On peut donc interpréter cette décision comme un encouragement à cultiver les terres marginales/les friches, en rapport avec pression démographique (« accroissement des habitants », l. 12).

Le contrat repose sur un versement du tiers de la récolte au fermier ; là aussi, il y a des dispositions particulières concernant les cultures arbustives récentes (10 ans d'exemption sur les oliviers plantés ou greffés ; 7 ans pour les arbres fruitiers).

A- La vigne et le vin

Leveau : « La viticulture africaine est mal connue et son importance probablement sous-estimée ».

Trois difficultés de méthode.

Le double usage du raisin, qui peut être consommé tel quel (la production de raisin de table était importante en Afrique) ou transformé en vin (vinifié). Dans bien des cas, les sources ne nous permettent pas de savoir à quel type de production nous avons affaire.

La difficulté de déterminer dans bien des cas quel était le contenu des amphores, en grande partie résolue par l'analyse du matériel et la détection de présence de traces de poix (pour l'étanchéité), qui oriente plutôt vers le vin ou les conserves de poisson (*salsamenta*). En effet, la poix était déconseillée pour le conditionnement de l'huile, car elle dissout la poix et prend un mauvais goût.

La tendance qu'il y a eu à rapporter à l'oléiculture tous les vestiges de matériel de broyage rencontrés en prospection et fouille (voir Brun 2003a). Dans la pratique, il est difficile de distinguer ce qui relevait du raisin ou de l'olive. Des analyses fines s'imposent pour le matériel (cf. infra Ben Baaziz 2003), ou pour la définition des sédiments qui peuvent être retrouvés dans les installations (fonds de cuves). On notera aussi que l'acide oléique attaque le calcaire des installations et pas le vin.

On ajoutera aussi que certaines installations spécifiques au vin, comme les *dolia*, (grandes jarres enterrées) n'étaient pratiquement pas utilisées en Afrique (sauf en Maurétanie). Cette méthode de stockage d'origine italienne ne s'était visiblement pas imposée dans les anciennes terres puniques.

Les témoignages littéraires

Il y a de nombreux témoignages sur l'existence d'un vignoble important dès la période punique. Comme je l'ai dit plus haut, il ne semble pas que la conquête romaine ait eu des conséquences trop négatives pour ce vignoble, puisque nous savons que César a pu, à la veille de Thapsus, ravitailler son armée avec du vin tiré de la production locale (B. Afr., 67. 2).

Pour l'Empire, il y a plusieurs témoignages littéraires.

Strabon (17. 3. 4) : il y a des grappes si grosses que deux hommes peinent à les porter ; cf. aussi Pline (14. 14) : plus grosses que le corps d'un petit enfant. Cela est dû à la technique de la vigne rampante, pour soustraire le raisin à la chaleur et au vent.

Columelle traite à plusieurs reprises de la viticulture africaine et des techniques qui lui sont propres.

Pline évoque les vins d'Afrique et précise qu'en raison de leur âpreté, on les adoucit fréquemment avec du plâtre ou de la chaux (14. 120). C'était d'ailleurs une pratique relativement courante dans la viticulture antique.

Il évoque également le vin paillé d'Afrique (le *passum* ; 36. 48) : vin blanc liquoreux ainsi appelé parce qu'on fait sécher les grappes sur un lit de paille avant le pressurage. Ce vin était très apprécié. Dans sa catégorie, il était au 2^e rang après celui de Crète. Il était exporté notamment en Italie et dans les provinces voisines.

L'extension de la viticulture et les sources épigraphiques et archéologiques

La viticulture semble s'étendre au 2^e siècle, avec le développement démographique et l'extension du colonat.

Les grandes inscriptions agraires lui font une place importante.

L'inscription d'Henchir Mettich consacre un paragraphe à la plantation de nouvelles vignes.

Celle d'Ain el-Djemala concerne aussi la plantation de vignes ; elle montre qu'il y a à cet égard un désaccord entre les colons qui désirent planter des vignes et des oliviers, et les *conductores*, qui sont peu disposés à les laisser pratiquer une culture rentable à long terme mais qui, dans l'immédiat, ne leur procure pas les revenus qu'ils escomptent. Il clair qu'il s'agit ici d'une culture destinée à la commercialisation.

La vigne semble même s'être étendue jusque dans des régions qui, a priori semblaient peu propices. Par exemple, dans les environs de Lambèse : une inscription (AE, 1964, 196, entre 163 et 165) y fait connaître des vétérans, *possessores immunes vinearum et agrorum* ; c'est dans cette région aussi, à Zarai, qu'a été découvert un important texte de tarif douanier (Troussat 2002-2003), où il est question de vins grecs et italiens et aussi d'un *vinum cibarium*, un « vin de table » qui était certainement local ou régional.

Beaucoup de témoignages littéraires, épigraphiques et archéologiques confirment donc la présence d'un important vignoble en Afrique romaine, jusqu'au 5^e siècle.

J'insisterai aussi sur quelques éléments archéologiques.

Il y a eu très peu de fouilles réalisées sur des établissements viticoles. Je renvoie sur ce point au dossier réalisé par Jean-Pierre Brun (2004, 202 sq. ; 233 sq.).

Surtout la céramique et les amphores.

Les archéologues et les historiens se rabattent souvent sur cette documentation pour étudier l'économie de l'Afrique. Il faut faire attention toutefois à ne pas surexploiter ces données.

Disons d'abord qu'on en retrouve peu en Afrique même, ce qui peut laisser penser que la consommation locale absorbait la plus grande partie de la production dont le transport s'effectuait alors dans des outres (infra).

Il y a cependant 4 dossiers qui concernent des amphores vraisemblablement vinaïres qui étaient exportées.

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

- Les amphores de type Dressel 30.

Il s'agit du type d'amphore connu sous l'appellation de Dressel 30 (Bonifay 2004, 148 sq.). 3^e siècle. (Dias)

On a longtemps localisé leur production en Maurétanie césarienne (Lequément 1980), mais on sait aujourd'hui qu'elles avaient une grande diversité de provenance au sein de l'aire africaine (par exemple Nabeul en Tunisie). Elles avaient une large diffusion en Méditerranée.

Dans la mesure où il s'agit d'une imitation d'amphore vinaire gauloise, on estime généralement qu'elle était destinée à la commercialisation de vin.

Certaines portent des timbres au nom de la cité de *Tubusuctu*/Tiklat (à une trentaine de kilomètres de mer dans la vallée de la Soummam). On disposait à la date de l'article de Lequément (1980) d'un seul individu complet. Elle provient d'une tombe royale de Méroë au Soudan. Dans la mesure où les autres amphores trouvées dans ces tombes sont vinaires, il devait s'agir d'offrandes de vin, et ces amphores devaient être également à destination vinaire.

Autres amphores de ce type identifiées comme provenant de Maurétanie césarienne dans l'épave de Pampelonne (près de Saint-Tropez) et dans les fouilles de la Bourse à Marseille. On a décelé des restes de poix sur la paroi interne de ces récipients qui excluent qu'elles aient contenu de l'huile. Un contenu de *garum* est peu probable compte tenu de l'éloignement de la mer.

On en trouve aussi à Ostie, dans des couches datées entre 225 et 250 ; et également à Rome sur divers sites.

Ces amphores étaient de petite taille, ce qui a fait penser qu'elles avaient pu servir à l'exportation d'une spécialité appréciée et relativement coûteuse (on pense au *passum*).

- Il faut mentionner d'autre part l'amphore de la célèbre mosaïque de la station 48 de la place des Corporations : *M(auretania) C(aesariensis)* (ou la ville de *Caesarea*) qui est datable de la fin du 2^e siècle. Il s'agit d'un type effectivement produit dans cette province. Elle présente une taille et une forme bien différente des Dressel 30 (avec un timbre sur l'épaule et non sur le col). Datable 2^e – milieu du 3^e siècle. Elles contenaient du vin ou des salaisons de poisson. (Dias)

- Les amphores cylindriques des 3^e- 4^e siècles (types « Africaines » II A et Keay 25 ; Bonifay 2004, 111 sq.). (Dias).

Ce sont de hautes amphores, retrouvées en quantité à Rome et Ostie, et dont l'origine africaine est attestée. Là encore, la présence de poix sur les parois internes exclut le transport d'huile et indique du vin ou de la saumure.

On suppose que ces amphores ont pu servir à transporter à Rome du vin de qualité courante (Bonifay 2004, 107, 488).

D'autre part, le type Keay 25 est parmi les amphores les plus diffusées du répertoire africain, y compris en Orient (Beyrouth, Alexandrie).

- Les *spatheia* (Keay 26 ; Bonifay 2004, 125 sq.) (Dia).

Ce sont des amphores de moyenne dimension qui datent de la fin 4^e au 7^e siècle. Elles sont toujours poissées et étaient certainement et principalement vinaires. Dans la première moitié du 5^e siècle, elles ont connu une diffusion importante en Occident.

Consommation et commercialisation

(Régions de production : Brun 2004, 200 sq. [Proconsulaire et Numidie] et 232 sq. (Maurétanie césarienne)).

Conclusion : les témoignages vont tous dans le sens d'une présence importante culture de la vigne en Afrique, certainement sous-estimée par l'historiographie traditionnelle. On fera plus loin le bilan de l'état actuel de nos connaissances sur son importance par rapport à celles du blé et de l'olivier.

On peut supposer une culture destinée à la consommation du domaine. Mais une part de la production devait être destinée à la vente, sur le marché local et à l'exportation. Pour le transport à l'échelle locale, on utilisait plutôt l'outre⁹ et l'amphore pour le transport maritime, ce qui expliquerait qu'on retrouve peu d'amphores en Afrique même (Brun 2003, 100 sq.). En ce qui concerne les exportations, voilà ce sur quoi on peut conclure.

Sous le Haut-Empire, le vin africain ne semble pas très présent sur les marchés de l'Empire, en particulier à Rome, hormis le *passum*.

Au Bas-Empire en revanche, l'Afrique a pu participer au ravitaillement de Rome en vin, à côté d'autres marchandises qui sont elles bien attestées : huile, blé, saumure, bois. Il est possible qu'elle ait été associée au *canon uinarius*, c'est-à-dire à des distributions de vin de qualité courante, en marge de l'annone, à partir du règne d'Aurélien (*contra* D. Vera : seules les régions italiennes y étaient soumises, les expéditions se faisant en tonneau ; cf. Bonifay 2004, 488, n. 328)

En dehors de Rome, certaines productions africaines (salaisons de poisson, et peut-être vin) ont également été exportées vers d'autres régions de l'Occident, comme le montrent les épaves de navires retrouvées le long de la côte de Narbonnaise.

⁹ On utilisait aussi des *cullei*, sorte de chariots-citernes transportant une énorme outre en peaux de bœufs et servant à faire la navette entre le domaine et l'agglomération la plus proche (Brun 2003, 103-104). (scan ?)

B- L'olivier et l'huile

Dans l'histoire de la production agricole de l'Afrique romaine, c'est le point qui a été le plus étudié, en particulier sur le plan archéologique. C'est peut-être parce que c'était le secteur le plus important, notamment en ce qui concerne l'histoire des échanges. C'est peut-être aussi parce que c'est celui dont les traces matérielles sont les plus visibles, et il n'est pas exclu d'ailleurs que cette polarisation de la recherche ait eu pour effet précisément d'en exagérer l'importance.

L'ouvrage pionnier est bien sûr celui d'Henriette Camps-Fabrer, *L'olivier et l'huile en Afrique romaine*, Alger, 1953. Ensuite, un certain désintérêt, avant une reprise à partir des années 1980 avec des prospections archéologiques (Hitchner 1988 et 1990), des études techniques (pressage, Mattingly & Hitchner 1993), et synthèses/modèles sur la production dans son ensemble (Mattingly 1988 ; Brun 2003 et 2004). À cela s'ajoutent des travaux sur la céramique romaine d'Afrique, en particulier les amphores (en dernier lieu synthèse de Bonifay 2004).

L'oléiculture en Afrique romaine : perspective historique

Les techniques de culture nécessaires au développement de l'olivier (greffe et plantation) ont dû être importées de Syrie-Palestine par les Carthaginois. À partir de là, il a été possible de développer des olivettes et de produire de l'huile en grande quantité.

On a vu plus haut qu'une grande partie en avait d'ailleurs été détruite à titre de sanction par les Romains après 146. Cependant, nous savons qu'un siècle plus tard César imposa à la Numidie un tribut de 3 millions de livres d'huile (Plut., Caes., 55) et autant à Lepcis Magna (Ps-Caes., B. Afr., 97), à moins qu'il ne s'agisse de la même chose rapportée de manière différente par les deux sources, ce que j'aurais tendance à croire.

Il y a donc un passé pré-romain de l'olivier et de l'huile en Afrique. Au 1^{er} siècle p.C., nous savons que l'olivier était bien présent dans la région du Cap Bon, dans le Tell et le Sahel, sans parler de la Tripolitaine. Et à l'époque vandale, les tablettes Albertini montrent que l'olivier était encore une des cultures les plus pratiquées (Brun 2004, 206).

Cela dit, l'historiographie a établi un lien très fort entre le développement de l'oléiculture et la romanisation, entre le 2^e et le 4^e – 5^e siècles p.C.

Et cela correspond à une réalité.

Au 1^{er} siècle p.C., pour les Romains, l'Afrique est toujours essentiellement une terre à céréales qui participe à l'approvisionnement de Rome¹⁰. À partir du 2^e siècle, il y a effectivement une croissance accélérée du secteur oléicole, combinant une forte augmentation de la production avec une demande croissante d'huile dans l'Empire. C'est ce qui a amené certains archéologues à parler de la « révolution de l'olivier » à ce moment-là (Sadok Ben Baaziz). Pour ma part, je préfère reprendre une expression de Mattingly (1988a) : le « boom » de l'olivier.

Quels sont les facteurs de cette croissance ?

Un facteur structurel et spécifique qui est la place essentielle des produits dérivés de l'huile dans la consommation antique (infra).

Une série de facteurs plus conjoncturels et plus généraux : d'abord l'apparition et le développement d'un vaste marché urbain (Rome/Italie/provinces) et militaire.

Ensuite : la situation de paix et de sécurité ; avantage d'un Empire centré sur la mer.

Une politique active d'encouragement à l'arboriculture par le pouvoir impérial, par la mise en culture de terres incultes ; cf. *lex Manciana* ; *lex Hadriana*.

Les signes et les traces de cette croissance sont quant à eux nombreux :

Les prospections archéologiques montrent l'importance et l'extension de sa présence. Cf. le grand nombre de sites avec pressoirs datés de la période romaine, surtout dans des régions d'agriculture intensive. Cela atteste d'investissements à long terme/à rendement différé, signe de confiance dans le potentiel du marché de l'olive, et de la mise en place d'une structure de culture intensive, en terrasses et dans les oueds

En ce qui concerne la commercialisation de cette production, on la suit très bien en regardant la diffusion des amphores africaines à huile ; on voit alors que ce produit tient une très grande place sur le marché méditerranéen, et ce jusqu'à la fin de l'Antiquité. Cela dit, et on y reviendra, la place de l'huile ne doit cependant pas être surestimée par rapport à d'autres productions du secteur primaire, pour ne considérer que celui-ci, tels que le vin, les *salsamenta*, ou le *garum*

Signes indirects : développement de la production d'édifices publics dans les villes pratiquant le commerce de l'huile ; émergence d'une aristocratie provinciale dont l'enrichissement est lié à une production massive d'huile : Lepcis Magna, El Jem, Sbeitla.

¹⁰ Cf. la phrase de Plinie l'Ancien (Nat., 15. 8) : « les qualités d'huile des provinces se valent à peu près, à l'exception de l'Afrique, terre à céréales : la nature l'a donnée tout entière à Cérès, se contentant de ne pas la priver d'huile et de vin et lui assurant assez de gloire par les moissons ».

La culture et la production

En premier lieu, quelques généralités concernant la culture de l'olivier et la production de l'huile.

« L'olivier est l'arbre symbole de l'aire méditerranéenne et l'extension de sa culture marque les limites de son climat » (Brun 2003, 123). C'est l'arbre idéal des campagnes méditerranéennes ; il s'accommode bien d'une certaine aridité et de sols pauvres ; il supporte mal le froid et l'humidité persistante, mais il s'adapte néanmoins à certaines montagnes et en Kabylie ou dans l'Aurès, on le retrouve jusqu'à 1000 et même 1500 m. Il aime d'ailleurs les collines et les versants et l'on a d'autant plus tendance à l'y confiner que les plaines et les vallées sont en priorité consacrés aux céréales. (Dias paysages)

C'est pourquoi c'est une culture qui nécessite des aménagements : murs de soutènement, épierrement, aménagement de terrasses en amenant de la terre, irrigation et/ou système de recueil des eaux de pluie (Barbery & Delhoume 1982). Il faut donc beaucoup de travail et des structures collectives fortes. Les structures socio-économiques de l'Afrique romaine y étaient donc bien adaptés : petite paysannerie de colons libres, dans de grands domaines absentéistes, et cadres communautaires d'inspiration civique (cf. Lamasba¹¹).

Les oliviers sont généralement plantés en files, en bordure de chemins ou de limites de propriété, ou surtout en rangées régulièrement espacées (dia). Les intervalles étaient déterminés en fonction de la pluviosité, de l'irrigation ou de la présence de cultures intercalaires (*coltura promiscua*). Dans la région de Sbeitla, on a mis en évidence des espacements de 9 m (Barbery & Delhoume 1982, 39) ; aujourd'hui dans le Sahel tunisien les espacements sont de 16 à 24 m.

Le boisement d'un olivier (et d'une olivette) se fait par plantation (mais la croissance est lente et la mortalité élevée) et surtout par bouturage (on plante une branche ou un rejet détaché du tronc), ou greffe (sur un oléastre : on greffe des rameaux d'olivier sur des troncs d'oliviers sauvages). En Afrique, le greffage était une technique courante (cf. Pline Nat., 17. 129). Cf. l'épithaphe de l'*agricola* du *fundus Aufidianus* qui a créé des olivettes en greffant des « oléastres stériles » (il pourrait aussi s'agir d'oliviers retournés à l'état sauvage) (Peyras 1975 ; Brun 2003, 128). (cf. exemplier)

Un olivier commence à produire en moyenne au bout de 7 ans et reste productif jusqu'à 150 ans. Il ne donne qu'une année sur deux.

La culture proprement dite de l'olivier exige assez peu de soins (il ne faut pas confondre avec les aménagements nécessaires à sa plantation qui eux pouvaient être considérables, cf. supra). Après la plantation, l'opération la plus importante est la greffe, car mis à part certaines variétés, l'olivier doit être greffé pour obtenir de beaux fruits. De plus, la greffe permettait de prolonger l'existence et le rendement d'un arbre par l'adjonction de tiges nouvelles.

Une formule de Columelle (5. 9. 13) résume assez bien la question des travaux à prodiguer à l'olivier : « Qui laboure l'olivette la prie de donner des fruits, qui la fume le demande, qui la taille l'exige ».

Cela signifie qu'on peut réduire le travail au minimum, notamment lorsque l'olivier se trouve dans un contexte de *coltura promiscua* car il bénéficie ainsi des travaux dispensés aux cultures intercalaires. Cependant, des travaux appropriés permettent d'augmenter le rendement : au printemps et en été : déchaussage de l'arbre (dégagement de la base et aménagement d'une cuvette pour le recueil de l'eau), enfouissement de la fumure ; arrachage de l'herbe ; au printemps toujours : taille (peu pratiquée cependant en Afrique (Pline, nat., 17. 93).

La récolte se fait une année sur deux, à l'automne et au début de l'hiver. Elle nécessite une main d'œuvre importante. Je passe sur les techniques de ramassage (des olives tombées), de cueillette, secouage et gaulage, pour en venir tout de suite à la fabrication de l'huile.

Trois opérations sont fondamentalement nécessaires à cela.

Le broyage qui est réalisé grâce à un moulin rotatif (*mola olearia*) : il s'agit d'ouvrir et d'écraser les olives mais sans casser le noyau ; pour cela, on utilisait par exemple des types de moulins à meules rotatives qui écrasaient les olives contre la paroi d'une cuve concave sans toucher à ces parois pour ne pas casser les noyaux. Le broyage aboutit à la réalisation de la pâte qui est placée dans des scourtins (récipient rond en forme de bétet ou de couffin en coco) ;

La pâte est ensuite pressurée à l'aide d'un pressoir (infra) afin d'extraire les sucs. Il y a en général plusieurs pressions successives. La première (*flos*) est réalisée à froid et fournit la meilleure huile ; pour les suivantes, la pâte est arrosée d'eau chaude et triturée à nouveau. Les huiles obtenues ainsi étaient de qualité décroissante, et les dernières étaient destinées à alimenter les lampes. On faisait bien attention à ne pas mélanger les huiles issues de pressurages successifs.

La décantation sert à séparer l'huile de l'eau de végétation des olives et éventuellement de l'eau chaude ajoutée. Elle se faisait dans des cuves spéciales par remontée de l'huile, plus légère que l'eau. Une fois décantée, l'huile était entreposée dans des cuves de pierre ou dans des jarres.

¹¹ Agglomération située à 40 km au SW de Lambèse ; les colons qui y habitaient durent sous le règne d'Élagabal faire appel à une commission d'experts pour fixer par écrit un règlement précisant les temps d'arrosage des diverses parcelles (Pavis d'Escurac 1980 ; Shaw 1982). (cf. exemplier)

Un exemple régional : les pressoirs à levier dans le sud de la dorsale tunisienne

Les traces archéologiques de la production oléicole consistent surtout en vestiges d'éléments lithiques de pressage et de contrepoids. Leur étude permet d'examiner dans le détail les techniques de production.

En dehors des ouvrages généraux (Leveau 1993 ; Brun 2003), on peut avoir recours à plusieurs études régionales :

Mattingly & Hitchner 1993 ; moulins à huile et pressoirs de la région de Kasserine et du NO de la Lybie moderne (Tripolitaine).

Sadok Ben Baaziz 2003 ; la région sud de la dorsale tunisienne : Thala (près de Haidra) et Ksar Tlili. C'est celle que je reprends ici.

346 sites antiques sont recensés dans cette région, parmi lesquels 142 établissements oléicoles (huileries). Ils sont notamment identifiables par la présence d'éléments de pressoirs : plus précisément, jumelles de pressoir, contrepoids, plateaux de pressoir, plateaux de moulin, broyeurs, cuves de décantation. Comment peut-on être sûr qu'il s'agit bien d'éléments qui se rapportent à la production oléicole ?

La présence d'un de ces éléments permet d'identifier un site d'huilerie dans la mesure où il s'agit de pièces lourdes et difficiles à déplacer. D'autre part, leur valeur comme élément de remplissage dans les constructions est faible et ne justifie pas leur transport sur de longues distances, comme d'autres éléments architecturaux.

Par ailleurs, ces éléments se distinguent bien de ceux qui sont destinés à la vinification. En particulier les plateaux de pressoir qui sont très différents de ceux utilisés pour le vin car ils doivent permettre un écoulement plus rapide. De même, les cuves de décantation doivent être plus profondes pour le vin. Enfin, les instruments de pressage doivent être plus puissants que ceux utilisés pour le raisin (p. 204).

Voyons plus précisément le cas des jumelles. C'est un élément important car d'après S. Ben Baaziz, c'est celui qui révolutionna les techniques des pressoirs à huile antiques.

Il y avait quatre types de pressoirs dans le monde romain : à torsion, à coin, à vis, à levier (avec arbre-jumelle). Les pressoirs à leviers sont les plus connus et les plus fréquents en Afrique romaine. Ils disposent d'un ancrage du levier (bloc fixe ou jumelles), d'un contrepoids et d'un treuil pour la manœuvre.

Les jumelles de pressoir sont deux blocs verticaux posés sur une dalle horizontale qui comprend deux encoches peu profondes dans lesquelles ils s'encastrent. Sur les deux blocs est posée une seconde dalle de même forme qui doit stabiliser le tout et augmenter le poids du dispositif et son efficacité. De plus, l'ensemble est surmonté de pierres de taille qui forment un mur soutenant la toiture de l'huilerie. (Dias)

En gros (dans le détail, beaucoup d'interrogations subsistent), le fonctionnement des jumelles se fait de la manière suivante : le *prelum* (pressoir) est fixé entre les jumelles. Il prend appui sur des barres perpendiculaires calées dans les trous aménagés sur la paroi interne des jumelles, afin d'exercer une pression sur la pile de scourtins contenant la pâte d'olives. La hauteur à laquelle on pouvait fixer le dispositif était variable (plusieurs trous, jusqu'à trois, aménagés dans les jumelles), en fonction de la hauteur des scourtins et permettait d'obtenir toujours l'inclinaison optimale du *prelum*. On pouvait aussi réaliser plusieurs pressées sur la même pile en changeant la hauteur, et en obtenant à chaque fois le maximum de pression possible. (Dias)

C'est donc cela qui serait « grande révolution » des jumelles :

pouvoir varier la hauteur du dispositif de pressage ;

et augmenter la hauteur possible de la pile de scourtins pour une pressée relativement faible, grâce au système d'ancrage unique ;

donc et surtout : augmentation de la productivité.

D'après S. Ben Baaziz, c'est dans cette région de Thala et Ksar Tlili que cette technique est apparue (?). Selon lui, le facteur déterminant est la présence de deux grands centres urbains : Haidra et Thala qui ont bénéficié de la présence de l'armée et connu une installation de colons dès le 1^{er} siècle. C'est une région aussi de grands domaines impériaux, où les terres ont été mises en valeur de façon précoce (1^{er} siècle). Ensuite, cette technique s'est répandue vers le sud, dans les nouvelles zones de culture de l'olivier, notamment Kasserine/Sbeitla.

Enfin, dernier point, des établissements avaient acquis une importance telle qu'ils furent pourvus de portes monumentales. L'une d'elle porte même le nom de celui qui devait être le propriétaire de l'atelier : un certain Vendimialis.

Certaines huileries étaient donc de véritables entreprises industrielles (p. 207), disposant de plusieurs pressoirs.

Quelques grandes régions de production

Je voudrais d'abord, par souci d'exhaustivité, énumérer les principales régions de production (d'après Brun [2004, chapitre VII] qui procède à une étude régionale). (Dias cartes Talbert et Brun 2004, 198.)

Tripolitaine : région de Lepcis Magna, Oea, Sabratha.

Proconsulaire :

Zeugitane : on sait que l'oléiculture était présente dans la région du cap Bon, qui alimentait notamment Carthage ; également dans le nord-ouest de la Tunisie entre Utique et Tabarka ; aussi autour d'un certain nombre de centres : Oudna, Mateur (région du *Fundus Aufidianus* ; cf. texte et Peyras 1975), Uchi Maius, Dougga, Mustis, Thuburbo Maius, Madaure, Théveste.

Byzacène : infra.

Numidie : production d'une huile d'olive de montagne notamment dans l'Aurès, au sud de Timgad et Lambèse).
Maurétanie césarienne : régions de Rapidum, Tipasa (fouilles de la *villa* du Nador avec une huilerie des 4^e – 5^e siècles) et Caesarea, même si les conclusions de Leveau doivent être revues à la baisse.

Maurétanie tingitane : en particulier région de Volubilis qui comportait de nombreuses huileries.

Je voudrais ensuite étudier plus précisément quelques régions de productions. Il s'agit de zones qui ont fait l'objet de prospections et d'études particulières, en partie en raison de conditions d'étude plus favorables (en effet, il faut tenir compte du fait que les vestiges sont plus visibles en Tunisie méridionale, par exemple, là où le couvert végétal a en grande partie disparu). Parmi ces régions certaines présentent un intérêt spécifique parce qu'elles ont participé au « boom » du 2^e siècle.

C'est aussi l'occasion de dire un mot de la productivité, sur la base de quelques approches quantitatives, en s'appuyant notamment sur les travaux de Mattingly (1988) (NB : tendance modernisante ; reconstitutions quantitatives qui incluent une large part d'hypothèses).

- La région de Lepcis Magna et Oea (Libye) (Mattingly 1988 35 sq. ; Brun 2004, 186 sq.). La région NW de la Libye moderne était la partie la plus riche de l'ancienne Tripolitaine et fut une des grandes régions productrices et exportatrices d'huile dans le monde romain, dès le 1^{er} siècle p.C. (Dia)

D'après les données issues des prospections (dont je ne reprends pas ici le détail), on peut envisager pour le territoire de Lepcis Magna un total minimum de 1500 pressoirs.

Sur la base d'une production par pressoir et par an, estimée entre 50 et 100 hl/an (5 à 10 000 litres) selon les années¹², ce chiffre représente une production globale de 150 000 hl dans une bonne année.

Les besoins internes de la région peuvent être estimés à 30-50 000 hl, ce qui laisserait un bon surplus.

Si on inclut les régions de Sabratha et Oea, la capacité régionale peut être estimée à 300 000 hl, avec un surplus de 200 000 hl, soit 350 000 amphores et des centaines de cargaisons.

En Tunisie, on connaît plusieurs régions de production.

- La région de Dougga (Prospections menées par Mariette De Vos et Mustapha Khanoussi 2002). (Dia) Il s'agit d'une zone de 150 km² prospectée autour de Dougga (région de provenance des grandes inscriptions domaniales) : 276 sites dont 124 avec huilerie à un ou plusieurs pressoirs ; 186 exploitations visibles et 12 agglomérations rurales. 251 pressoirs. Cela nous donne donc 1,6 pressoir au km².

Cette région est sans doute une de celles où les effets de la législation impériale au 2^e siècle se sont faits le plus sentir. Au début de l'Empire, elle devait être avant tout tournée vers la céréaliculture, et dans le courant du 2^e siècle, l'oléiculture y a pris une place de plus en plus importante, couvrant toutes les pentes des djebels.

On reviendra plus loin sur ce dossier dont les résultats ont été en particulier intéressants sur le plan de la structure foncière.

- La région de la Byzacène (Sahel tunisien). En Tunisie, on a supposé que la Byzacène avait été une région majeure pour la production de l'huile dans l'Antiquité, surtout la plaine côtière d'Hadrumète/Sousse jusqu'à El Djem et Sfax (Mattingly).

Il y a peu de traces archéologiques mais on suppose que les traces de cultures arbustives repérées dans les grands terroirs centuriés de cette région correspondent à des olivettes.

Par hypothèse, on peut estimer la densité à 2000 arbres par centurie, soit 40/ha. Une région de 10 km² (20 centuries) devait contenir 24 000 arbres, et 100 km² (200 centuries) 240 000.

Si on suppose 4 kg d'huile¹³ par arbre, cela donne :

pour 10 km² : 96 000 kg/an (96 T) ;

pour 100 km² : près d'un million (1000 T).

(Dans ces conditions, il fallait au moins un gros pressoir, d'une capacité de 10 000 kg/an [soit 2500 arbres], par kilomètre carré, pour transformer la production).

- La région de Haidra/Thala-Tlili ; cf. supra.

- La région des steppes de l'intérieur de la Tunisie *Sufetula*/Sbeitla, *Cillium*/Kasserine, *Feriana*/Thélepte (dia). Ici, il y a beaucoup plus de vestiges matériels et aussi beaucoup d'études et de prospections (par exemple Hitchner dans la région de Kasserine).

La carte de Mattingly (dia) correspond à une région de 1500 km², pour laquelle on a identifié des centaines de pressoirs dont beaucoup se trouvent dans des huileries. On aboutit ici au chiffre d'un pressoir pour 0,8 km² (0,7 pour la région d'Haidra/Thala). En ce qui concerne le nombre d'arbres, il peut être estimé à 2500 par pressoir, ce qui en donne entre un et deux millions.

Fait notable aussi dans cette région, la présence de grandes huileries (plus de 70) pourvues de plusieurs pressoirs, qui devaient fonctionner en liaison avec les grands marchés de consommation intérieurs et extérieurs.

¹² Ces données sont corroborées par d'autres calculs de productivité des pressoirs antiques : Brun (2003, 143 sq.) rapporte le chiffre de 11 tonnes/an (c'est-à-dire pour une saison de production de huit semaines).

¹³ D'après les chiffres d'Amouretti, cités par Leveau 1993, 96 : un litre d'huile = 920 gr.

L'importance de la production est montrée aussi par la grande capacité des cuves de décantation (en moyenne 3000 litres).

Enfin, noter la concentration de grands établissements autour de Sbeitla, véritable « oléoville ».

Dans cette région, il est clair que la production devait largement excéder les besoins du marché local. La richesse des villes (Sbeitla) (dia) et de leurs élites (Mausolée de Kasserine) (dia) témoigne de ce que l'oléiculture était une culture spéculative hautement rentable.

- Pour terminer sur ce point, on peut dire un mot de la question de la chronologie du développement de l'oléiculture dans ces différentes régions.

La région la plus précoce est la Tripolitaine dont la production démarrée plus tôt s'est maintenue à un rythme élevé durant la période.

On s'est demandé si dans cette région le prélèvement fiscal (en huile) et la part de la production effectuée dans les domaines impériaux n'étaient pas plus importants que dans le centre de la Tunisie. Une part substantielle de la production aurait donc été vers l'État, ce qui aurait diminué d'autant les profits locaux, et découragé peut-être des producteurs privés¹⁴.

A partir du 3^e siècle, il semble bien en tout cas que la part de la Tripolitaine tende à diminuer dans les exportations.

La Tunisie s'affirme alors clairement comme le grand producteur/exportateur oléicole de la Méditerranée occidentale, jusqu'à l'époque musulmane au moins.

C'est d'abord la région côtière du Sahel qui s'affirme et exporte de l'huile en quantité dès le 1^{er} siècle.

La région de Haidra/Thala ensuite connaît deux grandes phases de développement de la culture de l'olivier.

Celle de la sédentarisation dès le 1^{er} siècle p.C., autour des implantations de colons et des domaines impériaux.

Celle du boom de l'olivier au 2^e siècle, consécutive (selon Ben Baaziz 2003) aux lois agraires de l'époque de Vespasien, Trajan et Hadrien.

Dans la région de Kasserine/Thélepte/Sbeitla la phase majeure de construction des établissements est le 3^e siècle. On peut supposer qu'entre le 2^e et le 3^e siècles, la demande en huile africaine a augmenté dans des proportions dépassant les capacités de la Byzacène, ce qui a amené à développer la production dans l'intérieur, y compris dans des zones marginales. L'extension des zones dévolues à l'olivier laisse supposer que, même en tenant compte de coûts de transport importants, les investissements mais aussi les profits ont dû être considérables.

- La production urbaine. Le phénomène des huileries urbaines est visible dès le Haut-Empire à Volubilis (Brun 2004, 252 sq.), dont la fortune a certainement reposé en grande partie sur l'oléiculture, et peut-être aussi à Madaure. En Proconsulaire, c'est un phénomène du 4^e siècle qui est bien mis en évidence dans plusieurs cités : Uchi Maius, Mustis.

Thuburbo Maius. J'examine plus particulièrement ce dernier exemple.

Au cours du 4^e et 5^e siècles, des grands travaux de réparation sont réalisés, notamment dans le quartier du capitole (dias). Durant cette période, des huileries sont installées dans une dizaine d'habitations.

C'est un changement : auparavant l'huile était fabriquée dans la campagne environnante et apportée à la ville pour y être vendue ; au 4^e siècle, la ville devient un lieu de production, ses fonctions de centre administratif et consommateur diminuent et elle devient plus une sorte de gros bourg agricole.

Propriété et exploitation

Nous ne connaissons évidemment pas le détail de la structure de la propriété ni de l'exploitation. Il y avait assurément de grands domaines, à commencer par ceux qui appartenaient à l'empereur. Il y avait aussi sans doute des petites propriétés microfundiaires, mais on a l'impression que les petites exploitations devaient surtout être des unités qui appartenaient à de grands domaines.

On en a notamment un témoignage épigraphique majeur avec les grandes inscriptions agraires de la vallée du Bagradas (Medjerda).

En effet il est clairement question de prestations en huile dans l'inscription d'Henrich Mettich (l. 89)¹⁵, ce qui montre sans aucun doute possible que sur ce grand domaine le pressage des olives se faisait individuellement.

Cela est assez bien confirmé par l'archéologie. Il y a en effet plusieurs types d'établissements qui se repèrent assez bien en prospection.

Prenons l'exemple de la région de Dougga qui a fait l'objet de recherches très récentes (De Vos & Khanoussi 2002), dans un secteur qui correspond à celui dont proviennent les textes domaniaux (un fragment d'une nouvelle copie de la *lex Hadriana* a d'ailleurs été découvert à Lella Drebia en 1999).

¹⁴ Voir cependant la question du *ius italicum* et l'exemption de Lepcis Magna qui a d'ailleurs pu amener un redéploiement du prélèvement fiscal sur d'autres régions et cités.

¹⁵ Dans l'inscription d'Ain el-Djemala, il est seulement question de récoltes d'olives et non d'huile.

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

Les prospections ont permis de mettre en évidence la hiérarchie suivante ; sur 124 sites avec huileries (correspondant à des exploitations) :

la moitié (64 sur 124) : un pressoir

presque un tiers (29) : 2 pressoirs

un huitième (15) : 3 pressoirs

un trentième (4) : 4 pressoirs

les autres sites (8) étaient des agglomérations rurales : entre 5 et 11 pressoirs.

On peut en déduire que le pressage était très décentralisé et que la petite exploitation dominait.

On a des données comparables en Tripolitaine. Il y a de grosses exploitations à 9 pressoirs (Hr Sidi Hamdan) ou même 17 pressoirs (Senam Semana) ; mais surtout beaucoup de petites unités (entre un et quatre pressoirs).

Dans la région de Kasserine/Thélepte/Sbeitla (Hitchner 1988 & 1990), on a trois groupes d'huileries :

installations artisanales localisées dans des villages (cf. village KS081 qui possédait deux huileries) ;

installations oléicoles attenantes à des fermes ;

grandes huileries équipées de plusieurs pressoirs (4 à 8 en général).

On en a plusieurs exemples dans la région de *Cillium*/Kasserine (Brun 2004, 227) ; cf. exemple de la ferme fortifiée de Tamesmida qui possédait huit pressoirs. (Dia)

Il y a un point intéressant ici : nulle part, dans cette région, on ne décèle de grands résidences luxueuses, de grande *villa*/palais rural comme on en connaît notamment sur le littoral. On ne connaît pas non plus de grands mausolées. Il semble bien donc que les (grands) propriétaires de ces domaines n'y aient pas résidé ni même séjourné.

On a le même cas de figure dans la région de Lepcis Magna, dans le secteur du plateau de Tarhuna, dans les environs de Subututtu. Les établissements les plus importants présentent des infrastructures de production perfectionnées et des bâtiments bien construits, avec même ici et là quelques mosaïques et thermes, mais pas d'aménagements luxueux. Il s'agit au mieux de la résidence de l'intendant ou d'un fermier/*conductor*, et d'appartements du propriétaire présentant un minimum de confort pour l'accueillir lors de ses tournées.

Donc, l'oléiculture semble avoir été assez souvent une activité s'accommodant de l'absentéisme des maîtres, qui en confiaient l'exploitation à des agents (*infra*) et en tiraient un revenu, mais résidaient dans les villes voisines, voire à Carthage ou/et Rome.

Tout ceci nous amène à penser que la structure de propriété et d'exploitation se présentait de la manière suivante. Grande propriété équipée d'huileries pressant les olives du domaine (et peut-être d'autres exploitations, du domaine ou non) ; il est à noter que ces huileries dépassaient rarement un certain seuil (pour des raisons pratiques : décentralisation de la production) et qu'il y avait souvent plusieurs sites d'huilerie sur un même grand domaine.

Ces grandes propriétés pouvaient être de deux types :

domaine esclavagiste dirigé par un intendant lui-même servile (*vilicus*)

domaine affermé (loué) à un *conductor* qui le sous-loue à des tenanciers de parcelles (colons).

Petites propriétés, ou exploitations (colons), pourvues d'un pressoir.

Installations villageoises, regroupant des communautés de colons, avec des infrastructures communes.

Ces différents types d'établissements ne doivent pas être opposés en termes chronologiques, car ils appartiennent au même système agricole qui est celui de l'agriculture sédentaire méditerranéenne à l'époque romaine, mais ils avaient un horizon économique différent.

Pour la petite exploitation : autosubsistance et association de quelques oliviers comme culture complémentaire et spéculative, permettant un complément alimentaire en lipides et un apport monétaire nécessaire pour faire quelques achats et payer l'impôt (capitation notamment).

Pour les moyennes et grandes exploitations : diffusion sur le marché local ; commercialisation sur le marché régional et exportation ;

La consommation et les marchés

Il faut partir de la place considérable que tenait l'huile dans la vie antique dans le monde méditerranée.

En pays méditerranéen, les olives sont une nourriture de base, notamment pour les ruraux qui les consomment aux champs avec du pain et des oignons. En Afrique, le texte de l'inscription d'Ain El-Djemala (Il. 47-49), montre d'ailleurs que les colons étaient dispensés de verser une redevance sur les olives qu'ils préparaient pour leur consommation personnelle.

À la ville, on les consommait en hors-d'œuvre comme à la fin du repas (Martial 13. 36. 2).

En ce qui concerne l'huile à présent, quels étaient les grands secteurs de la consommation ?

- Alimentation : c'était le fond de cuisine habituel dans l'espace méditerranéen.

- Soins du corps et hygiène, parfumerie : protection et assouplissement de la peau, notamment au gymnase et à la palestra ; l'onction d'huile (parfumée) était le complément normal du bain, spécialement après les séances de lavage et de friction de la peau avec des herbes décapantes. Il était inconcevable de se rendre aux thermes sans son flacon. La croissance considérable de l'usage des bains entraîne avec elle celle de la production d'huile.

La qualité des huiles parfumées était très variable, aussi bien dans le domaine du luxe, avec des huiles fines tirées des premières pressions, que des produits bon marché voire frelatés.

Le christianisme, malgré certaines condamnations et interdictions émanant de milieux prônant l'ascèse, ne mit pas fin à cette culture de l'huile corporelle et du parfum qui se poursuivait en fait tant que dura la civilisation de la ville et des bains.

- Médicament : domaine longtemps lié à celui des parfums ; formes et usages très divers, depuis toute la famille des onguents, jusqu'aux bains de bouche, purgatifs, préservatifs, abortifs, etc.

- Éclairage : la consommation d'huile pour l'éclairage devait être considérable, étant donné ce que l'on sait des prix très bas des lampes et de l'huile « lampante ». D'autant plus qu'il y avait dans certaines cités des éclairages publics. L'Afrique devait être particulièrement privilégiée : cf. le passage bien connu dans lequel Saint Augustin à Milan remarque qu'à la différence de l'Afrique on manque d'huile pour travailler la nuit (De Ord., 1. 6).

- Usages religieux et honorifiques : offrandes aux dieux ; onctions d'animaux sacrifiés ; onction des statues ; rites funéraires (onction du corps avant crémation ou inhumation) ; usages liturgiques chrétiens importants (baptême, exorcisme, extrême onction, etc.)

Peut-on estimer la consommation d'huile ?

D. J. Mattingly (1988, 34) a estimé à 20 litres par an la consommation d'un habitant de l'Empire. Mais son estimation ne prend en compte que l'usage alimentaire et elle est donc très en deçà de la réalité probable et peut facilement être doublée.

D'ailleurs, on a retrouvé à Pompéi une liste de commissions qui montre que l'huile y était achetée au jour le jour en fonction des besoins : sur un an cela donne une consommation totale de 50 litres par personne.

Les calculs réalisés pour Rome, d'après les amphores du Testaccio (infra), donnent des résultats similaires.

Les marchés

Il faut d'abord faire la part d'une forte consommation locale.

Consommation domestique (supra) ; marchés locaux au niveau des domaines et des bourgs ruraux.

Marché régional/urbain. En Afrique proconsulaire notamment, où le réseau urbain était dense, la consommation urbaine devait être particulièrement forte.

Dans les très grands centres, comme Rome ou Carthage, plus tard Constantinople, l'approvisionnement était en partie au moins organisé par l'autorité publique c'est-à-dire les cités elles-mêmes (l'empereur pour Rome). C'est ce que l'on appelle l'annone. Dans les centres moins importants, la part de l'initiative privée était beaucoup plus importante, voire totale.

Dans un cas comme dans l'autre, les cités s'approvisionnaient sur leur territoire et l'huile y parvenait dans des conteneurs en peau (outres notamment). Si cela ne suffisait pas, on la faisait venir de plus loin, et elle circulait alors dans des amphores.

Ce recours à l'importation est une des raisons pour lesquelles, dans le monde romain, l'huile faisait l'objet d'un commerce massif, par les quantités transportées, et sur des distances importantes, de part et d'autre de la Méditerranée. Quels étaient les principaux marchés/débouchés pour l'huile produite dans les provinces (Bétique, Afrique, Campanie, Istrie) ?

D'abord Rome, qui était la première consommatrice d'huile provinciale, de Bétique surtout, puis à partir du 2^e siècle d'Afrique (infra) ;

Un certain nombre de grands centres urbains, qui étaient aussi des centres de transit et de redistribution : Gênes, Aquilée (Strabon 4. 6. 2 ; 5. 1. 8) ; Arles, Lyon.

Les armées romaines sur le *limes*, en Germanie, Bretagne, Danube.

Il faut approfondir cette question des échanges en l'intégrant dans le thème plus large des transferts.

L'huile et les transferts de l'Empire.

J'emploie ici le terme « transferts » car il ne s'agit pas seulement d'échanges (commerciaux) mais aussi de prélèvements fiscaux notamment dans le cadre de l'annone de Rome.

Pour cette partie, voir le cours *L'Afrique et l'approvisionnement de Rome* (D).

Conclusions

Il y a deux aspects de l'oléiculture en Afrique romaine.

Un aspect quantitatif, à travers la production et les échanges, et le rapport entre l'offre et la demande.

Un aspect qualitatif, à travers une spécificité romaine de l'olivier en Afrique, par rapport au système romain.

Premier aspect.

Il faut replacer l'oléiculture, la production et la commercialisation de l'huile, dans un contexte économique plus large, grâce surtout à ce que nous savons de la céramique mais en prenant garde à ne pas surexploiter les

renseignements qu'elle nous apporte (pour reprendre une expression célèbre de Christian Goudineau, il ne faut pas faire l'Histoire par la céramique).

(Je reprends ici pour l'essentiel les conclusions de la thèse de Michel Bonifay (2004), qui a étudié et mis en perspective l'ensemble de la céramique africaine « tardive », du 2^e au 7^e siècle, c'est-à-dire la période durant laquelle elle est prépondérante en Méditerranée occidentale.)

La conjoncture : l'oléiculture et la croissance de l'économie africaine.

La céramique africaine est peu présente dans les contextes du 1^{er} siècle en Méditerranée occidentale.

Seules les importations d'huile tripolitaine, attestées dès la fin de la République, se maintiennent en bonne place, notamment à Pompéi.

A Rome, quelques arrivages de vin.

En fait, au début 1^{er} siècle p.C., l'Afrique est largement importatrice (vin, vaisselle...).

Le grand retournement a lieu entre le milieu du 1^{er} et le 2^e siècles.

Stéphanie Martin-Kilcher a remarqué une baisse sensible des importations d'amphores vinaires (d'Italie et d'Espagne), qu'elle attribue à la montée des vins locaux.

Les importations de sigillée italique cessent vers la fin du 1^{er} siècle.

À Carthage en particulier, les amphores, la vaisselle fine, les lampes sont majoritairement africaines dès la première moitié du 2^e siècle. Clementina Panella a même dit qu'à partir de cette époque la cité paraissait fermée aux importations.

En revanche, les premières sigillées africaines apparaissent sur le marché de la Méditerranée occidentale autour du milieu du 1^{er} siècle, et à partir du milieu du 2^e, les céramiques africaines sont prééminentes dans la plupart des statistiques.

Il semble donc qu'à partir de ce moment, l'économie africaine ait bien connu un grand dynamisme, qui lui a permis de supplanter l'Italie, et d'abord sur le marché africain lui-même, et de rattraper et même de dépasser le peloton de tête des provinces dont l'essor avait démarré plus tôt (Narbonnaise, Tarraconaise, Bétique) (Lassère 1977, 290 ; Brun 2004, 199).

Ensuite, l'activité économique de l'Afrique se maintient à un niveau élevé, sans être vraiment affecté par la crise du 3^e siècle. Ce n'est qu'assez largement après l'invasion vandale, au milieu et dans la 2^e moitié du 5^e siècle, que des changements importants apparaissent dans la production et la commercialisation de la céramique africaine, dans le sens d'une relative stagnation (Bonifay 2004, 481).

- C'est le moment à présent de revenir sur la question qui a été posée en introduction : l'huile a-t-elle été le moteur de la croissance africaine ? Quelle est sa part dans ce phénomène de croissance ?

Depuis plus de cinquante ans, en effet, on a eu tendance à voir dans l'oléiculture le moteur de ce développement économique (Camps-Fabrer 1953, et déjà Haywood 1938 ; ensuite Lassère 1977, Mattingly 1988a, et aussi Carandini, Panella).

Ce secteur aurait pris le pas sur la céréaliculture qui était depuis longtemps bien implantée en Afrique.

Cette évolution aurait aussi donné lieu à un phénomène de « méridionalisation » des forces productives (Panella), c'est-à-dire un déplacement de la région de Carthage vers celle d'Hadrumète.

Enfin, il y aurait un lien étroit, au cœur de la croissance africaine, entre l'oléiculture et la céramique sigillée africaine.

La céramique aurait voyagé en accompagnement des cargaisons d'huile ;

Les zones de production auraient été les mêmes ; le développement des ateliers de sigillée aurait été lié à celui de l'oléiculture et des activités liées (fabrication d'amphores) ; ici, précisément, l'oléiculture aurait été le moteur du développement de la céramique fine.

Doit-on retenir cette hypothèse ? Ce n'est plus très sûr car les recherches récentes remettent en cause ce schéma.

Trois arguments dans ce sens.

1- Il semble qu'il faille remettre en cause le lien huile/sigillée.

Dans bien des cas, les régions de production ne correspondent pas : les amphores africaines présentes en Méditerranée proviennent principalement des grandes cités portuaires du Sahel : Hadrumète, *Leptiminus*, *Sullecthum*¹⁶ ; en revanche, la majeure partie de la sigillée provient d'ateliers qui se trouvaient à plus de 100 km des côtes. Autre cas de figure : la région de *Sufetula-Cillium*-Thélepte avait de grandes oliveraies, et aussi des ateliers de sigillée mais ces derniers ont peu diffusé en Méditerranée.

2- On sait aujourd'hui, par l'analyse des contenus, qu'une large part des amphores africaines découvertes en Méditerranée ne contenait pas de l'huile mais du vin ou des produits dérivés du poisson. C'est un des grands apports du livre de Michel Bonifay (2004).

En effet, les types africains non poissés sont peu nombreux. Or, il est à peu près sûr aujourd'hui que la poix est incompatible avec l'huile (cf. textes antiques et études en laboratoire). Dans ces conditions, les conteneurs

¹⁶ Et l'huile elle-même a pu être transportée depuis les domaines agricoles dans des outres jusqu'aux ports où elle aurait été mise en amphore ; c'est l'hypothèse qui prévaut aujourd'hui (d'après la situation attestée à Carthage au 4^e siècle [Peña 1998]).

africains destinés au transport de l'huile sont minoritaires, au moins dans l'échantillonnage rassemblé par Bonifay (2004, 471). Cette observation amène à remettre en cause les hypothèses émises il y a maintenant plus de cinquante ans sur l'huile comme la principale denrée transportée dans les amphores africaines.

Il faut donc envisager :

une production de vin plus importante qu'on ne l'imaginait (par exemple, dans la région du Sahel où les vestiges archéologiques sont rares, et où l'oléiculture est seulement restituée d'après les traces fossiles de plantations) ;

une activité de salaison de poisson pas seulement localisée en Tingitane mais aussi sur les côtes tunisiennes (Slim 1999) ;

et donc minimiser ou au moins réévaluer en conséquence la place de l'huile.

3- D'autre part, il faut aussi redonner son importance à la troisième composante traditionnelle des productions agricoles méditerranéennes : le blé.

On est bien renseigné sur l'importance du blé africain dans l'annone de Rome, mais on a assez peu de témoignages épigraphiques et archéologiques. Les zones de production céréalières ne peuvent guère être déduites, sur le terrain, que de la cartographie géologique et hydrométrique. C'est ainsi qu'on peut supposer à bon droit la présence des céréales dans les larges vallées de la dorsale tunisienne, entre les chaînons des djebels.

En fait, il faut insister sur le fait que l'Afrique est un pays de culture mixte, où l'on cultivait souvent le blé entre les oliviers ou les figuiers.

[D'ailleurs, il semble que si le développement de la sigillée africaine doit être liée à une production agricole maîtresse, c'est peut-être plutôt au blé qu'à l'huile.

Cette hypothèse a été mise en avant pour les débuts de la production de sigillée, mais il semble qu'elle vaille aussi pour son développement.

Quelques arguments :

le port le plus proche pour l'embarquement de la sigillée est celui d'Hadrumète, or on y a mis au jour des entrepôts qui étaient probablement destinés au stockage des céréales (Février 1990, 97) ;

les cargaisons d'épaves que nous connaissons associent très rarement sigillée et amphores ; la cargaison principale avec laquelle voyageait la sigillée semble en général ne pas avoir été conditionnée en amphore ;

au 4^e siècle, le maintien d'une route du blé en direction de Constantinople (mais peut-être uniquement en période de crise alimentaire) pourrait expliquer le pourcentage élevé de sigillées africaines en Orient.]

Donc, au total, remise en cause des schémas des années 1970-80 et du rôle moteur de l'huile qu'il faut relativiser.

Cela n'enlève rien à la réalité de la croissance de l'agriculture africaine, dans laquelle l'huile a eu sa place, une place très importante, à côté des autres secteurs. Peut-on en discerner les causes, et des causes spécifiques en ce qui concerne l'huile ?

Cela nous amène au second aspect.

Second aspect.

Pour reprendre une phrase de Leveau : « L'olivier fait corps avec le système agricole romain ». L'oléiculture existait en Afrique avant Rome, mais il est certain néanmoins que son développement sur une grande échelle a été un des aspects de la romanisation.

Sur le plan politique, on considère comme généralement acquis qu'il y a eu en Afrique une forte initiative impériale.

Indirecte (et commune à l'ensemble des provinces occidentales) : aménagement routier, sollicitation fiscale et demande des marchés impériaux, promotions municipales et développement urbain.

Plus directe par le biais des lois agraires, *Hadriana* et *Manciana*.

On a même souvent tendance à faire de ces textes les causes et les outils déterminants du développement de l'agriculture africaine, notamment de l'oléiculture et de la viticulture, à partir du 2^e siècle.

[D'ailleurs, modernistes et primitivistes peuvent se retrouver sur cette idée : les premiers parce qu'elle introduit l'idée d'une croissance économique, qui leur est chère pour montrer que l'économie antique n'est pas un tout homogène, mais qu'elle a connu des moments et des échelles différents ; les seconds parce qu'ils estiment que l'importance même du rôle de l'État dans le fonctionnement d'une économie, et le fait qu'il constitue le seul élément suffisant pour générer une forte activité sectorielle, constitue précisément un trait d'archaïsme économique.]

Personnellement, je pense que le rôle de l'initiative impériale a été réel et que l'Afrique a effectivement été une terre de mise en valeur. Mais il faut nuancer et compléter cette idée.

D'abord, attention à ne pas se tromper d'époque. Il ne faut pas faire de cette initiative politique favorisant la mise en culture des terres par des mesures appropriées (raisons fiscales...) une politique de développement économique, car cela correspond à des réalités et des préoccupations modernes/industrielles.

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

Ensuite, il faudrait pouvoir déterminer si cette initiative impériale a concerné spécifiquement l'Afrique, ou si elle a été générale, mais trouvant (peut-être) en Afrique un terrain privilégié d'application, pour des raisons locales. D'autre part, et c'est peut-être précisément une de ces raisons locales, il faut insister sur le fait qu'il y a eu d'autres agents actifs dans ce processus de croissance de l'économie africaine. Ce sont les élites qui ont exploité les potentialités économiques de l'Afrique : grands propriétaires aristocratiques (dont l'empereur lui-même) ; notables locaux et entrepreneurs de culture (dans un processus aussi d'ascension sociale).

Enfin, cette sorte de double sollicitation en faveur de la croissance africaine prend place dans un contexte général d'exploitation coloniale et d'enrichissement de l'Empire.

- Sur le plan technique et agraire.

L'olivier s'associe bien à d'autres cultures, en particulier les céréales (*coltura promiscua* ou terroirs complémentaires).

Il n'est pas trop gourmand en eau, mais assez exigeant en travail notamment au moment de la plantation. Il a donc certainement profité de la croissance démographique.

C'est un arbre nourricier par excellence, comme le figuier, mais c'est aussi un arbre spéculatif : par la vente de son surplus de production, il procure en effet une rentrée d'argent. En tant que tel, il nécessite des investissements importants (achat des arbres, plantation), dont le rendement est différé (normalement 7 ans avant première récolte), mais il rapporte aussi de gros profits. Il a donc aussi évidemment profité du caractère ouvert et centré sur la mer du monde romain.

- Sur le plan économique et social.

C'est une culture qui s'accommode bien de la structure économique et sociale du monde romain, et spécialement de la grande propriété et de l'absentéisme des grands propriétaires urbains ; il est lié au système de la *villa* ; d'ailleurs, accompagne l'expansion romaine vers le sud, dans les régions steppiques de Kasserine-Sbeitla par exemple, et même les régions sub-désertiques.

Plus largement, sa culture intensive est nécessaire à l'existence de vastes marchés de consommation extra-ruraux (villes, armée). Il correspond bien ainsi à l'orientation coloniale de l'agriculture africaine sur laquelle des prélèvements importants sont opérés, tant par le pouvoir central, par le biais de la fiscalité, que par les élites aristocratiques propriétaires des grands domaines.

On peut donc conclure en revenant sur une idée exprimée plus haut et en disant qu'il a été non seulement un signe mais aussi un vecteur et un instrument de la romanisation.

CHAPITRE 4 : ASPECTS DE L'ECONOMIE URBAINE EN AFRIQUE ROMAINE

Introduction

On aborde ce thème à partir de deux exemples particulièrement significatifs et tirés de deux études récentes : *Leptiminus* en Proconsulaire et *Timgad* en Numidie (Mattingly *et al.* 2001 ; Wilson 2001).

Ce sont deux villes bien différentes :

Timgad (Thamugadi) : colonie fondée par Trajan à côté de Lambèse, au centre de la (province de) Numidie ; caractère militaire, rôle de surveillance entre les hautes plaines de Numidie au nord et l'Aurès au sud.

Leptiminus : ville de fondation punique ralliée à Rome ; un des sept peuples libres de la province d'Afrique en 111 a.C. ; exempté de charges en 46 a.C. (César) ; colonie sous Trajan ; établissement littoral, à une trentaine de kilomètres à l'est d'Hadrumète, au débouché de la plaine de Byzacène (Sahel tunisien).

- Il faut préciser que cette question de l'économie urbaine prend place dans un débat théorique qui tourne autour de ce qu'on peut appeler le « modèle wébérien » de la cité antique et de sa remise en cause. Il faut faire un bref rappel sur ce point en remettant les choses en perspective.

Schéma marxiste (cf. Marx et Engels, *L'idéologie allemande*) : le rapport ville-campagne est fondé sur une spécialisation des tâches productives : la ville se réserve le travail artisanal et offre aux campagnes les produits de cet artisanat contre ceux de la terre. C'est donc un rapport essentiellement économique.

Pour Werner Sombart (1863-1941), et Max Weber (1864-1920) : la ville n'est pas un lieu de production, mais de consommation des produits de la campagne. Lewis Mumford (*La cité dans l'histoire*, Paris, 1961) a défini aussi la ville romaine comme un centre de gestion et de domination, lié à la primauté sociale de l'appareil politico-administratif. C'est aussi l'idée de Paul Veyne (*Le pain et le cirque*, Paris, 1976), quand il qualifie le notable (urbain) de « rentier du sol ». D'autres historiens comme M. I. Finley et Christian Goudineau (par exemple dans sa contribution à *l'Histoire de la France urbaine*, t. 1) ont aussi adopté ce modèle de la ville antique comme ville de consommation/ville rentière.

Poussée jusqu'à son terme, cette idée va jusqu'à l'accusation de parasitisme économique et social à l'encontre de la ville antique et d'un monde finalement sur-urbanisé par rapport à ses capacités économiques. Ce serait d'ailleurs pour certains une des causes de sa chute. (Dans le cas de l'Empire, cette idée-là est largement abandonnée ; on a insisté au contraire sur l'idée qu'au moment de la crise du 3^e siècle, c'est le réseau et la structure des cités qui serait une des causes du maintien de l'Empire).

Un certain nombre d'objections sont récemment venues remettre en cause le « modèle wébérien ».

D'abord, il faut rappeler que les idées et les positions de Max Weber sur ce point sont plus nuancées que ne le laissent paraître les commentateurs ultérieurs. Il a notamment défini la ville de consommation comme un « idéaltype ». Il ne s'agit pas en fait d'un modèle théorique applicable à une réalité historique particulière, mais d'un outil heuristique, c'est-à-dire un instrument de définition et de mesure par rapport auquel on peut analyser des cas précis pour établir leur degré de proximité ou d'éloignement. Il doit donc permettre une démarche comparative entre l'étude d'un cas particulier et l'idéaltype. Or, cette démarche n'a jamais été faite. On en est resté à la définition de la ville antique en tant que concept de « ville de consommation », et on n'a pas étudié les cas particuliers présentés par des villes antiques par rapport à l'idéaltype.

Ensuite, d'autres idéaltypes définis par Weber n'ont pas été pris en considération par la recherche en archéologie et histoire ancienne : ville de producteurs, ville commerciale.

Enfin, l'histoire urbaine a progressé, en histoire ancienne comme pour les autres périodes ; en histoire médiévale et moderne par exemple, le concept de « ville de consommation » a été abandonné ; en histoire ancienne, d'autres idées ont été formulées, la « ville organisatrice » (Ph. Leveau, à propos de Césarée), la « ville de services » (Donald Engels, à propos de Corinthe).

L'archéologie a aussi progressé et montre désormais l'importance de la production artisanale et manufacturière dans l'Antiquité, dont une part importante est liée à la ville. Il faut insister à ce sujet sur un problème de méthode ; les activités de fabrication ne sont pas toujours faciles à mettre en évidence dans le cadre urbain : les traces sont peu nombreuses ; les archéologues d'autrefois étaient peu sensibles à ce genre de structures ; les activités artisanales étaient souvent situées en périphérie dans des zones peu fouillées.

Les deux exemples que nous allons examiner se placent dans cette perspective et envisagent de voir comment les données archéologiques issues de prospections systématiques et de fouilles permettent de définir les villes en question par rapport aux idéaltypes.

A- *Leptiminus* : un important site portuaire

Plusieurs campagnes de prospections systématiques ont été dirigées par David Mattingly au début des années 1990 (1990-1994), sur le site de l'emprise de l'ancienne ville qui représente environ 1 km².

Les prospections ont pris la forme de mesures géophysiques (recherche des structures enfouies), de quadrillages et ramassages de surface.

Les résultats ont permis de confirmer des hypothèses et de découvrir un certain nombre de structures : amphithéâtre à l'ouest, ensemble de thermes publics avec citernes, au moins deux aqueducs, site de forum, enceinte byzantine, installations de fours aux périphéries sud, ouest et est, et aussi une jetée antique formant un port artificiel avec à proximité vestiges de fabriques de *garum* et sauce de poisson.

Pour les prospections de surface, le site a été divisé en petits secteurs de 100 m² environ, qui ont été inspectés systématiquement et ont fait l'objet de ramassages de surface. Le site antique (ville et périphérie) représente environ 125 ha, la superficie prospectée environ 104 ha, soit 84%. On a procédé ici à un ramassage sélectif en vue de réaliser un échantillonnage, au total : 121 663 tessons.

Des prospections plus légères ont été réalisées dans une zone périphérique de 10 km autour de *Leptiminus*.

Les activités de fabrication

La production céramique

La prospection a montré la présence de nombreux fours de potiers et de traces de fours, associés à des tas de débris céramiques (ratés de cuisson, cassés).

La production consiste essentiellement en deux grands types de produits : la céramique commune (et la sigillée), les amphores.

En ce qui concerne les amphores, il y a deux grands types présents sur le site : Africaine I (huile) et II (poisson). Il y en a d'autres, mais ces deux-là sont les plus importants, ce qui est conforme au tableau général des recherches récentes sur la production d'amphores en Tunisie centrale aux 2^e – 4^e siècle.

Certaines amphores portent des marques estampées : COL LEP, LEP MI, ou des noms de personne : TELIX, GETV, HONOR, MARI, ou des abréviations diverses. À la différence de Lepcis Magna, il n'y a pas de rapprochement possible, en l'état actuel de la documentation, avec la prosopographie locale.

Signaler aussi dans la production céramique, les conduites en terre cuite, les tuiles.

Activités de construction : cf. mosaïques, marbres (Chemtou et Cipollino, diapositives 29 et 33).

Travail du métal, 2 types : fonte du minerai de fer, transformation (forges).

Une question se pose : la provenance du minerai. En effet, il n'y a pas de minerai local ; le plus proche se trouve à la frontière algérienne au nord-ouest, soit plusieurs centaines de kilomètres. Trop loin compte tenu du coût du transport terrestre. Il faut donc envisager une provenance outre-mer et un transport maritime, surtout comme fret de retour (infra).

Étude spatiale de la répartition des vestiges

Elle montre deux types d'implantation des activités de fabrication.

À la périphérie/sud : cf. diapositive 30 : Africaine II (Fig. 4.06) et 31 : travail du métal (4.08) ; c'est la zone d'activités de fabrication du Haut-Empire qui se situe à la périphérie du cœur urbain densément construit.

Dans la ville, on a des activités de fabrication tardives, cf. diapositive 32 : Keay LXII (Fig. 4.07), c'est un type byzantin fabriqué du 6^e au 7^e siècles ; montre un phénomène de localisation des activités de fabrication au centre urbain.

La pêche

La pêche est attestée par les cuves incorporées dans la jetée qui peuvent être interprétées comme des viviers, et par les ensembles de cuves sur le rivage qui témoignent d'une activité de transformation. D'autre part, des salines sont attestées à moins de 10 kilomètres de la ville (le sel est nécessaire à cette activité).

Pline, *Nat.*, 31.94 mentionne *Leptiminus* comme un centre important pour l'exportation de sauce de poisson en Méditerranée occidentale.

Il semble que cette production se soit ensuite considérablement accrue, si l'on en juge par la quantité d'amphores à poisson produites à *Leptiminus* aux 2^e – 4^e siècles.

Bilan

Leptiminus est une importante ville portuaire dans une région productrice d'huile et de sauces de poisson.

Son activité est tournée dans deux directions : vers l'extérieur et les marchés méditerranéens ; vers l'intérieur : une zone d'attraction économique sûrement plus importante que son territoire civique.

- Vers l'intérieur, la ville est liée à une forte activité de production locale.

Production d'huile en Byzacène ; grandes plantations (supra).

Production d'amphores : elle semble bien avoir été concentrée près des ports d'exportation ; l'huile était amenée dans des outres puis transvasée.

Produits tirés de la pêche, cf. les travaux récents menés par une équipe franco-tunisienne sur le littoral tunisien, qui ont montré que cette activité n'était pas cantonnée, comme on l'a pensé longtemps, au littoral atlantique ; plus de 50 sites ont été repérés sur le littoral tunisien.

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

Ces deux activités sont bien attestées à *Leptiminus*, dont le profil est assez représentatif en ce sens d'autres cités portuaires du littoral tunisien, et permet de parler de « ville de production ».

- Vers l'extérieur, il y a visiblement une forte activité d'échanges. On peut préciser le contenu de la balance.

Exportations : huile (et amphores) ; produits dérivés de la pêche (et amphores) ; objets métalliques.

Importations : minerai, marbre, meules, vin (cf. présence de Dressel 2-4), céramique sigillée italique.

Ces importations sont destinées soit à la consommation locale, en particulier urbaine, soit aux activités locales. On peut penser notamment que les exportations d'huile et de poisson ont favorisé le développement d'une activité métallurgique par la nécessité d'un fret de retour (lest négociable). L'activité commerciale encourage donc la production.

En tant que cité à fonction commerciale, *Leptiminus* profitait d'autres activités : enrôlement sur les navires, travaux de construction, réparation et entretien des navires, travail et activités des docks.

Elle retirait des profits de ses activités et de son activité portuaire (taxes), ce qui explique la richesse de la ville, visible en particulier à travers la construction de la jetée qui a représenté un investissement très important.

Si on en revient au modèle wébérien, on peut dire que *Leptiminus* représente un type de ville portuaire et commerciale.

B- Timgad et l'activité textile

Historique des fouilles et structures textiles

Timgad offre un bon exemple de données négligées par l'archéologie et l'historiographie traditionnelles.

En effet, fin 19^e/début 20^e siècles, de grandes campagnes de dégagement ont eu lieu sur le site. Elles ont permis de restituer le plan de la ville et les grands édifices, mais les objectifs étaient essentiellement de dégager les axes de la voirie et les monuments et de trouver des inscriptions.

On ne s'occupait pas de stratigraphie (concept alors inexistant), le matériel n'était pas classé, ni étudié, ni publié, et les datations reposaient exclusivement sur l'épigraphie.

Par conséquent, on a un plan qui reproduit pour l'essentiel la ville du Haut-Empire, mais on sait très peu de choses de son évolution.

Durant les fouilles de 1908 à 1913, dirigées par A. Ballu, un certain nombre d'établissements liés au foulage ou à la teinture, principalement dans le quartier nord-est de la ville, furent repérés et dégagés. Mais ils ne furent pas fouillés en détail et ne donnèrent lieu qu'à de courtes notices dans les rapports de fouille.

Dans les années 30, des travaux de consolidation sont menés à Timgad ; quelques établissements textiles font l'objet de nouveaux relevés (Christoflé).

L'archéologue anglais Andrew Wilson a repris le dossier, a porté les structures textiles sur un plan général (diapositive 35), et remis tous les plans à la même échelle (diapositive 35).

Rappel technique : les opérations de fabrication du textile

La production textile repose sur un large éventail de matières premières, d'équipements et de savoir-faire.

Les matières premières nécessaires (en-dehors de la laine) : huile pour apprêter le fil ; grandes quantités d'eau pure et de détergents divers (urine) pour le dessuintage, le foulage et la teinture ; colorants.

Pour l'équipement, cela suppose des exploitations agricoles, un cheptel des moyens de transport et de stockage ; instruments de filage et tissage (métiers) ; pour le foulage et la teinture : bassins, réservoirs, cuves, espaces et systèmes de séchage.

Enfin, les différentes étapes de travail : élevage et sélection des bêtes (moutons : la laine était la principale fibre textile dans l'Occident romain) ; tonte des toisons ; tri des laines et aussi tri des fibres sur une même toison ; dessuintage et dégraissage de la laine tondue ; filage ; tissage ; foulage, afin d'éliminer les dernières graisses de la laine par un trempage dans une solution alcaline (eau, soude, urine) ; ensuite essorage et relavage, afin de comprimer ou de détendre le tissu pour le rendre plus ferme et plus serré, et lui donner des proportions uniformes ; blanchiment (par fumigation au soufre) ; teinture ; finissage, pour donner au drap son apprêt.

NB : quelques précisions sur le foulage et la teinture ; dans la pratique, il est souvent difficile de distinguer les installations de foulage de celles destinées à la teinture ; souvent, elles étaient d'ailleurs réalisées dans le même établissement, avec des équipements similaires – la différence est que les installations de blanchiment/teinture supposent un équipement de chauffage.

Tout cela suppose une activité sophistiquée, reposant sur une large division du travail, mais dont les différentes étapes dépendent étroitement les unes des autres.

Certaines opérations sont plutôt liées au cadre rural, d'autres davantage urbaines.

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

À Timgad, on a des cuves en ciment ou en briques ; dans certains cas, on distingue des rainures le long des cuves qui accueilleraient une rampe à laquelle les foulons s'accrochaient pour ne pas s'endormir ; il n'y a pas d'installations de chauffage visibles (d'abord des fouleries). On a aussi des puits (eau) et des jarres qui se trouvaient dans la rue, à proximité immédiate (pour recueillir l'urine des passants).

Localisation dans la ville et chronologie

D'après Ballu, il y avait 16 ou 17 établissements au NE de la ville, 1 dans le faubourg NE, 1 au NW, plusieurs dans une bande le long de la limite N.

Au total, une vingtaine, soit deux fois plus qu'à Pompéi, ville pour laquelle l'activité textile est réputée avoir été importante.

Wilson a repris l'étude des données topographiques.

En général, ce sont de petits établissements qui occupent un lot dans une *insula*.

Dans certains cas, une *insula* est totalement occupée par deux fouleries occupant chacune la moitié de l'*insula*.

Une *fullonica* comprend entre 1 et 7 cuves, ce qui est comparable à la taille des *fullonicae* de Pompéi.

On note une concentration dans le quartier NE. Le caractère polluant et malodorant de cette activité explique le choix de cette implantation, en fonction des vents dominants. Il s'agit visiblement d'un quartier modeste.

Il n'y a pas de datation précise, ni d'information sur la durée de leur fonctionnement (matériel ou stratigraphie). On peut simplement penser qu'ils sont contemporains, cf. l'homogénéité de la construction et la localisation topographique, et qu'ils ont été abandonnés à la même époque.

Compte tenu de ce que nous savons de l'histoire du site, on peut supposer une période d'activité du 2^e au 4^e siècle.

Les marchés aux tissus

L'importance de l'activité textile à Timgad est aussi montrée par l'épigraphie.

Deux inscriptions identiques découvertes en 1901 et 1907, dans le temple du Génie de la Colonie :

FORV[.] VESTIA[.] ADIVTR[...]

FORVM VESTIARVM ADIVTRICIANVM

Il semble qu'il s'agisse de plaques signalant les deux entrées d'un bâtiment servant de marché aux tissus.

L'adjectif *adiutricianum* est dérivé d'*adiutrix*, et semble indiquer qu'il y en avait un autre, qui était le principal.

Donc, Timgad aurait eu deux marchés aux tissus.

Le premier (diapositive 36) localisé près de la porte de Lambèse (en-dehors du plan), avec cour, colonnade et estrade au fond (enchères ?), pièces adjacentes.

Le second (*adiutricianum* ; diapositive 37) : bâtiment à côté du Marché de Sestius ? il possède deux entrées).

Le textile et l'économie de Timgad

Avec une vingtaine de *fullonicae* et deux forums, le textile semble avoir été à Timgad une activité importante.

Il y avait un élevage transhumant autour de la ville, dans la campagne. En revanche, on ne sait pas si le drap fini à Timgad provenait de pièces filées et tissées en ville ou à la campagne (ateliers ou travail à domicile ?).

• Selon les archéologues, la production que l'on peut supposer à Timgad dépassait les besoins de consommation de la ville. On peut donc supposer une activité commerciale, et rentable (prix élevés du textile dans l'Antiquité).

Quels produits ?

L'Édit du maximum de Dioclétien mentionne les tuniques et manteaux à capuche de Numidie ; on doit aussi penser aux couvertures et aux tissus d'ameublement (tentures, tapisseries, rideaux).

• Quels marchés ? La population de Timgad ; le marché militaire : la 3^e légion à Lambèse, avec populations et *uici* associés ; les marchés extérieurs : les auteurs anciens mentionnent la qualité des textiles africains et attestent qu'ils étaient exportés.

On peut penser que Timgad a joué un rôle important de transformation et de commercialisation de la production locale.

Approche sociale

Le quartier des foulons au NE ne comporte pas de résidence aristocratique (marbres, décors, mosaïques, conduites), ce qui est logique (caractère polluant).

Les thermes de ce quartier devaient en quelque sorte être « réservés » et fréquentés surtout par les foulons et les habitants modestes.

Les unités de production semblent petites, et laissent supposer de petits ateliers, avec un patron et quelques ouvriers. Ce modèle artisanal était courant dans le monde antique.

Plusieurs problèmes se posent :

Quelle était l'organisation de la propriété et de l'exploitation ? Petits patrons propriétaires ou gérants ? Dans ce dernier cas, quel était le statut des patrons (esclave-manager, affranchi, libre ?).

Avertissement : ce cours est mis en ligne pour servir aux étudiants ; ce n'est pas une publication scientifique et il ne doit pas être cité en tant que tel.

Quel était le rang social et civique des patrons ? Sans doute peu élevé ; toutefois une inscription de Gighthis est une dédicace à leur patron, Messius Pacatus, par des ouvriers foulons, or celui-ci est magistrat local et flamine (*AE*, 1915, 44).

Conclusion générale

Le cas de Timgad n'est pas isolé, on connaît d'autres villes avec une activité textile importante (Mactar, Gighthis). La production y était importante, à la fois qualitativement et quantitativement.

D'une manière plus générale, ces deux exemples de *Leptiminus* et Timgad montrent qu'il faut reprendre les dossiers archéologiques, soit par de nouvelles prospections et fouilles, soit par un dépouillement des anciennes données, afin de traquer les témoignages d'activités économiques de production dans les villes. On ne peut plus désormais s'engager comme le faisait Finley sur la faiblesse des sources archéologiques.

Il faut aussi ouvrir le spectre des modèles urbains. Il n'y a pas en Afrique romaine un seul type de ville mais plusieurs : des villes foncières, liées au terroir local, proches du modèle ville de consommation (Dougga, Cirta), des villes avec une importante activité artisanale et commerciale (*Leptiminus*, Timgad), des « agrovilles », liées à une activité agricole majeure (Sbeitla).

Dans ces villes, la population et notamment les élites ont des revenus plus diversifiés qu'on a pu le penser.

CONCLUSION GENERALE

La conclusion tourne autour des idées de croissance et d'intégration.

Pour l'Afrique, l'intégration au monde romain a été signe de croissance et d'ouverture. C'est la poursuite du phénomène amorcé à l'époque punique, à l'échelle de l'ensemble l'espace méditerranéen. Les productions africaines ont nourri les transferts de l'Empire (annone et commerce), et aussi une économie et un marché régionaux puissants, dont le dynamisme se traduit précisément par une densité et une richesse urbaine exceptionnelles. Cette situation profite à Rome, à l'empereur et aux aristocraties qui dominent l'économie africaine, toutefois cette situation de dépendance coloniale profite aussi à l'économie africaine, grâce au rôle de promoteurs et d'investisseurs que jouent l'empereur comme les aristocraties.

L'évolution des échanges témoigne bien de ce phénomène, à travers le « grand tournant » sur lequel insiste l'historiographie actuelle. Jusqu'au 1^{er} siècle, l'Afrique est plutôt importatrice, sauf pour les céréales ; à partir du 2^e siècle, la tendance s'inverse. L'Afrique exporte en Italie, en Occident et aussi en Orient. Cette croissance commerciale s'explique par plusieurs facteurs, mais en dernier recours c'est la vitalité de son agriculture qui en est le fondement.

[Attention, dans cette perspective, l'historiographie actuelle (Jean-Pierre Brun, Michel Bonifay) tend nettement, et sur des bases archéologiques solides, à une réévaluation de la part des différents secteurs, et à nuancer les positions des historiens qui fait de l'huile le moteur du boom de l'agriculture africaine (cf. Camps-Fabrer 1953 ; récemment encore Mattingly). En effet, sans nier que l'huile ait eu une place très importante, elle n'a pas été la seule base de l'économie africaine dans cette période et il faut accorder tout leur poids à la viticulture, aux *salsamenta*, au *garum* etc. Il faut donc envisager le jeu d'un ensemble de facteurs et de secteurs.]

On peut donc faire un bilan général plutôt positif, en disant que l'Afrique a profité de son intégration à la sphère de domination romaine, et exprimant l'idée que la spécificité de la romanisation, par rapport à d'autres provinces, tient peut-être à ce qu'elle a été ici très liée à l'économie et au développement des forces productives. On pourrait alors sans doute parler ici d'une romanisation réalisée en grande partie par l'économie.

Cela dit, il y a des nuances et des réserves à apporter, qui tournent autour de la question des inégalités régionales de développement. Pour les présenter, il faut revenir sur le rapport ville/campagne.

Il faut insister sur l'idée qu'il n'y a pas de coupure entre la campagne et la ville. Ce ne sont pas deux phénomènes parallèles.

Les villes sont pénétrées d'activités rurales, et le monde urbain est présent dans les campagnes.

C'est vrai dans le domaine économique et social, mais aussi culturel et religieux. Par exemple, l'idée du donatisme comme phénomène rural opposé au christianisme urbain est désormais caduque. Les campagnes numides où l'hérésie s'est développée n'étaient pas spécialement arriérées, et le donatisme s'est aussi développé dans les villes.

En fait, la raison est en simple et plus générale : la romanisation ne s'est pas limitée aux villes, et on ne peut accepter un schéma villes romanisées/campagnes indigènes et retardataires. D'ailleurs, il faut rappeler que dans la tradition romaine, la cité est un ensemble qui unit étroitement la ville et la campagne, qui toutes deux vivent dans le cadre des institutions civiques.

En fait, il faut envisager un autre schéma qui oppose plutôt un ensemble villes/campagnes effectivement romanisées, à un autre ensemble qui est celui de zones de moindre pénétration où les cadres et structures indigènes et tribaux sont demeurés plus forts. Chacun de ces ensembles avait sans doute ses contradictions propres, mais c'est entre eux que les lignes de partage couraient au sein de l'Afrique romaine.

Dans ce schéma, il est clair que la prospérité a davantage profité aux campagnes romanisées qu'aux paysanneries indigènes que Philippe Leveau qualifie de « laissés pour compte ».

L'augmentation globale de la production et de la prospérité a été inégalement répartie entre les régions.

Deux zones ont été privilégiées : le littoral, grâce à la dominante méditerranéenne de l'Empire romain et au tropisme romain (nature centripète du Haut-Empire) ; en particulier celui de la Tunisie (Carthage, Byzacène) et du nord-ouest de la Libye moderne ; le *limes* et la frontière, par la présence de l'armée.

En revanche, à l'intérieur et à l'ouest du Maghreb antique, de vastes secteurs sont restés en marge, même s'ils étaient englobés dans l'Empire. Ici l'intégration n'a pas eu la même vigueur et la même portée.

BIBLIOGRAPHIE DU COURS

Voir les bibliographies rassemblées par :

Bertrand, Fr. et M. Coltelloni-Tranoy (2005), *L'Afrique romaine. De l'Atlantique à la Tripolitaine (69-439)*, Paris, 127-146.

Géroudet, N. et H. Ménard (2005) : *L'Afrique romaine. De l'Atlantique à la Tripolitaine (69-439)*, Paris, 118-121.

Et aussi la bibliographie de la Sophau, accessible sur son site Internet.

Amouretti, M. –Cl. et J. –P. Brun (1993) : *La production du vin et de l'huile en Méditerranée, BCH*, supplément 26, Athènes.

Barbery, J. et J. –P. Delhoume (1982) : « La voie romaine de piedmont Sufetula-Mascliana (Djebel Mrhila, Tunisie centrale) », *Antiquités africaines*, 18, 27-43.

Ben Baaziz, S. (2003) : « Les huileries antiques de la dorsale tunisienne », dans Bost et al. 2003, 203-219.

Bonifay, M. (2004) : *Études sur la céramique romaine tardive d'Afrique*, BAR Int. Ser., 1301, Oxford.

Bost, J. –P., J. –M. Roddaz et Fr. Tassaux (2003), *Itinéraire de Saintes à Dougga. Mélanges offerts à Louis Maurin*, Bordeaux.

Bruhns, H. (1996) : « Max Weber, l'économie et l'histoire », *Annales HSS*, novembre-décembre 1996, 6, 1259-1287.

Brun, J. –P. (2003) : *Le vin et l'huile dans la Méditerranée antique. Viticulture, oléiculture et procédés de fabrication*, Paris.

Brun, J. –P. (2003a) : « Les pressoirs à vin d'Afrique et de Maurétanie à l'époque romaine », *Africa*, n. s., 1, 7-30.

Brun, J. –P. (2004) : *Archéologie du vin et de l'huile dans l'Empire romain*, Paris.

Camps-Fabrer, H. (1953) : *L'olivier et l'huile en Afrique romaine*, Alger.

Carlsen, J. (1991) : « Estate Management in Roman North Africa. Transformation or Continuity ? », *L'Africa romana*, 8, 625-637.

Carrié, J. –M. et A. Rousselle (1999) : *L'Empire romain en mutation des Sévères à Constantin 192-337*, Paris.

Chaouali, M. (2002-2003) : « Les *nundinae* dans les grands domaines d'Afrique du Nord à l'époque romaine », *Antiquités africaines*, 38-39, 375-386.

Corda, A. M., dir. (2002) : *Homme, territoire, environnement. La coopération tuniso-italienne dans le domaine archéologique*, Tunis, Cagliari, Sassari.

De Vos, M., dir. (2001) : *Rus Africum. Terra acqua olio nell'Africa settentrionale. Scavo e ricognizione nei dintorni di Dougga (Alto Tell tunisino)*, Trente-Tunis.

De Vos, M. et M. Khanoussi (2002) : « Rus Africum », dans Corda 2002, 147-155.

Duncan-Jones, R. (1974) : *The Economy of the Roman Empire : quantitative studies*, Cambridge.

Fantar, M. H. (1994) : *La mosaïque en Tunisie*, Paris.

Février, P. –A. (1990) : *Approches du Maghreb romain*, vol. 2, Aix-en-Provence.

Garnsey, P. et C. Humfress (2004), *L'évolution du monde de l'Antiquité tardive*, Paris.

Gsell St. (1932) : *Esclaves ruraux dans l'Afrique romaine*, *Mélanges Glotz*, p. 395-415 (= *Scripta Varia*, p. 253-415).

Hallier, G. (1987) : « Les citernes monumentales de Bararus (Henchr Rougga) en Byzacène », *Antiquités africaines*, 23, 129-147.

Haywood, R. M. (1938) : « Roman Africa », in : T. Frank, *An Economic Survey of Ancient Rome*, 4, Paterson, N. J., 1-120.

Hitchner, R. B. (1988 & 1990) : « The Kasserine Archaeological Survey », *Antiquités Africaines*, 24, 7-41 et 26, 231-260.

Hitchner, R. B. (1993) : « Olive Production and the Roman Economy : the Case of Intensive Growth », in : Amouretti & Brun 1993, 499-508.

Kehoe, D. P. (1988) : *The Economics of Agriculture on Roman Imperial Estates in North Africa*, Göttingen.

Khanoussi, M. et L. Maurin (2000) : *Dougga, fragments d'histoire*, Bordeaux.

Kolendo, J. (1991) : *Le colonat en Afrique sous le Haut-Empire*, 2^e éd., Besançon.

Lassère, J. –M. (1977) : *Ubique populus. Peuplement et mouvements de population dans l'Afrique romaine, de la chute de Carthage à la dynastie des Sévères (146 a.C -235 p.C.)*, Paris.

Le Glay, M. (1968) : « Les Flaviens et l'Afrique », *MEFRA*, 80, 201-246.

Lequément, R. (1980) : « Le vin africain à l'époque impériale », *Antiquités africaines*, 16, 185-194.

Leveau, Ph. (1984) : *Caesarea de Maurétanie. Une ville romaine et ses campagnes*, Coll. EFR 70, Rome.

Leveau, Ph. (1988) : « Le pastoralisme dans l'Afrique antique », in : Whittaker 1988, 177-195.

Leveau, Ph., P. Sillières et J. –P. Vallat (1993) : *Campagnes de la Méditerranée romaine*, Paris.

- Leveau, Ph. (2003) : « Inégalités régionales et développement économique dans l'Occident romain (Gaules, Afrique et Hispanie) », in : Bost et al. 2003, 326-353.
- Mattingly, D. J. (1988) : « Oil for export ? A comparison of Libyan, Spanish and Tunisian olive oil production in the Roman Empire », *Journal of Roman Archaeology*, 1, 33-56.
- Mattingly, D. J. (1988a) : « The olive boom. oil surpluses, wealth and power in Roman Tripolitania », *Libyan Studies*, 19, 21-41.
- Mattingly, D. J. (1993) : « Maximum Figures and Maximizing Strategies of Oil Production ? Further Thoughts on the Processing Capacity of Roman Olive Presses », in : Amouretti & Brun 1993, 483-498.
- Mattingly, D. J. et R. B. Hitchner (1993) : « Technical Specifications for some North African Olive Presses of Roman Date », in : Amouretti & Brun 1993, 439-462.
- Mattingly, D. J. et D. Stone, Lea Stirling, N. Ben Lazreg (2001) : « Leptiminus (Tunisia) : a 'producer' city ? », in : Mattingly & Salmon 2001, 66-89.
- Mattingly, D. J. et J. Salmon (2001) : *Economies beyond Agriculture in the Classical World*, Londres New York.
- Millett, P. (2001) : « Productive for some purpose ? The problem of ancient economic growth », in : Mattingly & Salmon 2001, 17-48.
- Pavis d'Escurac, H. (1980) : « Irrigation et vie paysanne dans l'Afrique du Nord antique », *Ktéma*, 5, 177-191.
- Peña, J. T. (1998) : « The mobilization of state olive oil in Roman Africa : the evidence of late 4th-c. ostraca from Carthage », *JRA*, suppl. ser., 28, 117-238.
- Peyras, J. (1975) : « Le *fundus Aufidianus*, étude d'un grand domaine romain dans la région de Mateur », *AntAfr*, 9, 181-222.
- Peyras, J. (1983) : « Paysages agraires et centuriations dans le bassin de l'oued Tine (Tunisie du Nord) », *AntAfr*, 19, 1983, 209-253.
- Peyras, J. (1991) : *Le Tell Nord-Est tunisien dans l'Antiquité*, Paris.
- Poinssot, Cl. (1983) : *Les ruines de Dougga*, Tunis.
- Ponsich, M. (1988) : *Aceite de olivas y salazones de pescado. Factores geo-economicos de Betica y Tingitania*, Madrid.
- Prêcheur-Canonge, Th. (1962) : *La vie rurale en Afrique d'après les mosaïques*, Paris.
- Productions et exportations africaines*. Actes du 6^e colloque international sur l'histoire et l'archéologie de l'Afrique du Nord, Paris, 1995.
- Shaw, B. D. (1981a) : « Climate, environment, and History : the case of Roman North Africa », repris dans son volume : *Environment and Society in Roman North Africa*, Aldershot, 1995.
- Shaw, B. D. (1981b) : « Rural Markets in North Africa and the Political Economy of the Roman Empire », *Antiquités africaines*, 17, 37-83, repris dans son volume *Rulers, Nomads and Christians in Roman North Africa*, Aldershot, 1995.
- Shaw, B. D. (1982) : « Lamasba : an ancient Irrigation Community », *Antiquités Africaines*, 18, 61-103, repris dans son volume : *Environment and Society in Roman North Africa*, Aldershot 1995.
- Slim, H ; et L., et alii (1995) : *Sols de l'Afrique romaine. Mosaïques de Tunisie*, Paris.
- Slim, L., M. Bonifay, P. Troussset et alii (1999) : « L'usine de salaison de Neapolis (Nabeul). Premiers résultats des fouilles 1995-1998, *Africa*, 17, 153-197.
- Slim, L., P. Troussset et R. Paskoff (2004) : *Le littoral de la Tunisie. Étude archéologique et historique*, Paris.
- Soyer, J. (1973) : « Les cadastres anciens de la région de Saint-Donat », *AntAfr*, 7, 1973, 275-292.
- Soyer, J. (1976) : « Les centuriations romaines en Algérie orientale », *AntAfr*, 10, 1976, 107-180.
- Troussset, P. (1977) : « Nouvelles observations sur la centuriation romaine à l'est d'El Djem », *AntAfr*, 11, 275-292.
- Troussset, P. (1978) : « Les bornes du Bled Segui : nouveaux aperçus sur la centuriation romaine du sud tunisien », *AntAfr*, 12, 125-177.
- Troussset, P. (2002-2003) : « Le tarif de Zarái : essai sur les circuits commerciaux dans la zone présaharienne », *Antiquités africaines*, 38-39, 355-373.
- Vera, D. (1992) : « Enfiteusi, colonato e trasformazioni agrarie nell'Africa Proconsolare nel Tardo Impero », *L'Africa romana*, IV, 267-293.
- Vera, D. (1992) : « *Conductores Domus Nostrae, Conductores Privatorum*. Concentrazione fondiaria e redistribuzione della ricchezza nell'Africa tardoantica », *Institutions, société et vie politique au IV^e siècle ap. J. -C.*, Coll. EFR 159, 465-490.
- Whittaker, C. R. (1988) : *Pastoral Economies in Classical Antiquity*, Cambridge.
- Wilson, A. (2001) : « Timgad and Textile Production », in : Mattingly & Salmon 2001, 271-296.
- Yacoub, M. (2002) : *Splendeurs des mosaïques de Tunisie*, Tunis.
- Zevi, F. et A. Tchernia (1969) : « Amphores d'Afrique proconsulaire au Bas-Empire », *Antiquités africaines*, 3, 173-214.